



# RBC

Toujours mériter le privilège d'être  
le premier choix de nos clients



**Banque Royale du Canada**  
**Deuxième trimestre de 2014**

## Résultats de la Banque Royale du Canada pour le deuxième trimestre de 2014

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*.

**TORONTO, le 22 mai 2014** – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 2 201 millions de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2014, en hausse de 292 millions, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent. Nos résultats reflètent le solide rendement de l'ensemble de nos secteurs d'activité, y compris le bénéfice record du secteur Gestion de patrimoine et la hausse du bénéfice des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Services aux investisseurs et trésorerie, ainsi que le levier d'exploitation positif.

« Nous avons enregistré un bénéfice net de 2,2 milliards de dollars et un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19 %, tout en maintenant une solide position de capital. Ces résultats démontrent notre capacité à générer un bénéfice, notre approche prudente de gestion du risque et notre capacité à gérer les coûts avec efficacité », a déclaré M. Gordon M. Nixon, chef de la direction de RBC. « Nous continuons de renforcer notre position de chef de file au Canada et sur certains marchés ciblés dans le monde grâce à l'attention soutenue que nous portons à nos clients. »

### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

- Bénéfice net de 2 201 millions de dollars (en hausse de 15 % par rapport à 1 909 millions)
- Bénéfice dilué par action de 1,47 \$ (en hausse de 0,22 \$ par rapport à 1,25 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,1 % (en hausse par rapport à 18,7 %)
- Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie de 9,7 %, calculé en vertu de l'accord de Bâle III

### Cumul annuel pour 2014 par rapport au cumul annuel pour 2013

- Bénéfice net de 4 293 millions de dollars (en hausse de 9 % par rapport à 3 956 millions)
- Bénéfice dilué par action de 2,85 \$ (en hausse de 0,26 \$ par rapport à 2,59 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 18,6 % (en baisse par rapport à 19,4 %)

### Table des matières

<b>1</b>	<b>Faits saillants du deuxième trimestre</b>	<b>11</b>	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	<b>38</b>	Gestion des liquidités et du financement
<b>2</b>	<b>Rapport de gestion</b>	<b>14</b>	Gestion de patrimoine	<b>45</b>	<b>Gestion du capital</b>
<b>2</b>	<b>Mise en garde au sujet des déclarations prospectives</b>	<b>15</b>	Assurances	<b>49</b>	<b>Information financière supplémentaire</b>
<b>2</b>	<b>Vue d'ensemble</b>	<b>16</b>	Services aux investisseurs et trésorerie	<b>49</b>	Risques liés à certains instruments financiers
<b>2</b>	Aperçu de la Banque Royale du Canada	<b>18</b>	Marchés des Capitaux	<b>50</b>	<b>Questions en matière de comptabilité et de contrôle</b>
<b>3</b>	Faits saillants financiers et autres	<b>19</b>	Services de soutien généraux	<b>50</b>	<b>Transactions entre parties liées</b>
<b>4</b>	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	<b>20</b>	<b>Analyse des résultats trimestriels et des tendances</b>	<b>51</b>	<b>Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements</b>
<b>5</b>	<b>Principaux événements de 2014</b>	<b>21</b>	<b>Résultats par secteur géographique</b>	<b>52</b>	<b>États financiers intermédiaires résumés (non audité)</b>
<b>5</b>	<b>Rendement financier</b>	<b>22</b>	<b>Situation financière</b>	<b>58</b>	<b>Notes annexes (non audité)</b>
<b>5</b>	Vue générale	<b>22</b>	Bilans résumés	<b>94</b>	<b>Renseignements à l'intention des actionnaires</b>
<b>9</b>	<b>Résultats des secteurs d'exploitation</b>	<b>23</b>	Arrangements hors bilan		
<b>9</b>	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	<b>26</b>	<b>Gestion du risque</b>		
<b>9</b>	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	<b>26</b>	Risque de crédit		
		<b>31</b>	Rendement au chapitre de la qualité du crédit		
		<b>33</b>	Risque de marché		

## Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 30 avril 2014 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 janvier 2014. Le présent rapport de gestion, daté du 21 mai 2014, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 30 avril 2014 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2013. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2013, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs), sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com) et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov).

### Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2014, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique et des marchés et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris la gestion des liquidités et du financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, le risque lié à l'assurance, les risques liés à l'environnement réglementaire, aux activités d'exploitation, aux stratégies, à la réputation, et à la concurrence, ainsi que d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2013 et à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2014; l'incidence des réformes réglementaires y compris celles ayant trait aux normes mondiales du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) liées à la réforme visant le capital et les liquidités, à la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act et aux règlements édictés aux termes de cette loi et ceux qui seront édictés, à la réforme concernant les dérivés hors cote, au système de paiements au Canada, à la loi intitulée Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) aux États-Unis et aux réformes réglementaires au Royaume-Uni et en Europe; les niveaux d'endettement élevés des ménages canadiens; la cybersécurité; la conjoncture commerciale et économique au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales budgétaires, monétaires et autres; notre capacité à attirer des employés et à les maintenir en poste; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et nos contreparties; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution; les risques liés aux modèles, aux technologies de l'information et aux médias sociaux; ainsi que l'incidence des questions d'ordre environnemental.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2014 sont présentées à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, sous la rubrique Perspectives et priorités de notre rapport annuel 2013, et sont mises à jour à la rubrique Vue d'ensemble du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2014. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2013, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2014.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

### Vue d'ensemble

#### Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est la plus importante banque au Canada, et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale, au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale,

des produits et services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de gestion de patrimoine, d'assurance, aux investisseurs et liés aux marchés des capitaux. Nous comptons environ 79 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 16 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 42 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site [rbc.com](http://rbc.com).

## Faits saillants financiers et autres

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2014	31 janvier 2014	30 avril 2013 (1)	30 avril 2014	30 avril 2013 (1)
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Total des revenus	8 270 \$	8 454 \$	7 717 \$	16 724 \$	15 575 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	244	292	287	536	636
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	830	982	938	1 812	1 643
Frais autres que d'intérêt	4 326	4 381	4 009	8 707	8 052
Bénéfice net avant impôt	2 870	2 799	2 483	5 669	5 244
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 201 \$</b>	<b>2 092 \$</b>	<b>1 909 \$</b>	<b>4 293 \$</b>	<b>3 956 \$</b>
<b>Secteurs – bénéfice net</b>					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 115 \$	1 071 \$	1 039 \$	2 186 \$	2 143 \$
Gestion de patrimoine	278	235	222	513	451
Assurances	154	157	164	311	328
Services aux investisseurs et trésorerie	112	106	65	218	144
Marchés des Capitaux	507	505	383	1 012	845
Services de soutien généraux	35	18	36	53	45
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 201 \$</b>	<b>2 092 \$</b>	<b>1 909 \$</b>	<b>4 293 \$</b>	<b>3 956 \$</b>
<b>Données financières sommaires</b>					
Bénéfice par action – de base	1,47 \$	1,39 \$	1,26 \$	2,86 \$	2,61 \$
– dilué	1,47	1,38	1,25	2,85	2,59
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2), (3)	19,1 %	18,1 %	18,7 %	18,6 %	19,4 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,23 %	0,27 %	0,29 %	0,25 %	0,32 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,45 %	0,49 %	0,54 %	0,45 %	0,54 %
<b>Ratios de capital et coefficients</b>					
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,7 %	9,7 %	9,1 %	9,7 %	9,1 %
Ratio du capital de première catégorie	11,4 %	11,5 %	11,2 %	11,4 %	11,2 %
Ratio du capital total	13,2 %	13,5 %	14,0 %	13,2 %	14,0 %
Coefficient actif-capital (4)	17,5X	17,6X	16,6X	17,5X	16,6X
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Total de l'actif	895 893 \$	904 714 \$	866 440 \$	895 893 \$	866 440 \$
Valeurs mobilières	191 481	189 494	176 321	191 481	176 321
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	421 436	415 628	396 602	421 436	396 602
Actifs liés aux dérivés	72 633	79 475	93 693	72 633	93 693
Dépôts	587 122	590 423	532 125	587 122	532 125
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	45 940	45 143	40 122	45 940	40 122
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	45 550	44 050	39 850	44 750	39 350
Actif pondéré en fonction des risques	349 094	341 752	311 437	349 094	311 437
Biens sous gestion	430 600	415 700	373 100	430 600	373 100
Biens administrés (5)	4 393 000	4 311 900	3 912 100	4 393 000	3 912 100
<b>Information sur les actions ordinaires</b>					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 443 115	1 442 434	1 445 238	1 442 769	1 445 366
– moyenne (diluée)	1 450 271	1 458 742	1 468 008	1 454 579	1 468 686
– à la fin	1 441 349	1 442 195	1 444 372	1 441 349	1 444 372
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,71 \$	0,67 \$	0,63 \$	1,38 \$	1,23 \$
Rendement de l'action (6)	4,0 %	3,8 %	4,1 %	3,9 %	4,1 %
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX)	73,15 \$	68,93 \$	60,78 \$	73,15 \$	60,78 \$
Capitalisation boursière (TSX)	105 435	99 411	87 789	105 435	87 789
<b>Renseignements généraux liés aux activités</b>					
Nombre d'employés (équivalent de travail à temps plein)	74 063	74 117	74 600	74 063	74 600
Nombre de succursales	1 379	1 376	1 368	1 379	1 368
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 972	4 979	5 114	4 972	5 114
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (7)	0,907 \$	0,926 \$	0,982 \$	0,916 \$	0,993 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,912 \$	0,898 \$	0,993 \$	0,912 \$	0,993 \$

(1) Les montants comparatifs antérieurs au 1<sup>er</sup> novembre 2013 ont été retraités afin de tenir compte de l'adoption de nouvelles conventions comptables. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(4) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, le coefficient actif-capital est calculé sur une base transitoire, conformément aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) sur les normes de fonds propres.

(5) Comprend les biens administrés par les Services aux investisseurs et un montant de 32,2 milliards de dollars (32,3 milliards au 31 janvier 2014; 35,8 milliards au 30 avril 2013) en prêts hypothécaires et prêts sur cartes de crédit titrisés.

(6) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

(7) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

## Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – Données en date du 21 mai 2014

### Canada

Le taux de croissance estimatif de l'économie canadienne au premier trimestre civil de 2014 s'est établi à 1,7 %, ce qui représente un ralentissement par rapport au dernier trimestre civil de 2013, en raison essentiellement de l'effet modérateur des mauvaises conditions météorologiques qui ont sévi à la fin de 2013. Le taux de chômage s'est amélioré et s'élevait à 6,9 % en avril 2014, comparativement à 7,0 % en février 2014, situation qui s'explique par une faible croissance de l'emploi. Le dollar canadien a subi une faible variation par rapport au dollar américain au début du deuxième trimestre civil de 2014, ce qui s'explique par le fait que les écarts entre les taux d'intérêt à court terme au Canada et aux États-Unis n'ont pas varié de façon considérable, ainsi que par la stabilité relative des prix des marchandises. Les activités sur le marché de l'habitation ont été touchées par les conditions météorologiques difficiles, comme en témoigne l'importante baisse des mises en chantier au cours des trois premiers mois de 2014. Pour l'année civile 2014, nous prévoyons une croissance de l'économie canadienne de 2,5 %, en raison de l'amélioration des exportations découlant de la reprise de l'économie américaine et de la dépréciation du dollar canadien, ainsi que de la hausse des investissements effectués par les entreprises et des dépenses de consommation. La Banque du Canada a maintenu le taux de financement à un jour à 1 % en avril 2014, et nous ne nous attendons pas à ce qu'elle modifie ce taux avant le deuxième trimestre civil de 2015.

### États-Unis

Le taux de croissance estimatif de l'économie américaine au premier trimestre civil de 2014 s'est établi à 0,1 %. L'économie américaine a également été touchée par les conditions météorologiques défavorables qui ont sévi, situation qui s'est répercutée sur les activités liées au marché de l'habitation et sur les investissements effectués par les entreprises. La reprise du marché du travail s'est poursuivie, et le taux de chômage a diminué et s'élevait à 6,3 % en avril, comparativement à 7,0 % au dernier trimestre civil de 2013. La Réserve fédérale a réduit ses achats d'actifs mensuels de 10 milliards de dollars en mars et en avril (les faisant passer de 65 milliards à 45 milliards), situation qui reflète la reprise continue de l'économie. En raison du raffermissement du marché du travail, nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale continue de réduire ses achats d'actifs mensuels et à ce qu'elle mette fin à ce programme d'ici la fin de 2014. Pour l'année civile 2014, nous prévoyons une croissance de l'économie américaine de 2,6 %, en raison de l'accroissement des dépenses de consommation et de l'amélioration des investissements effectués par les entreprises. En raison du contexte de faible inflation et de la reprise graduelle sur le marché du travail, nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale maintienne son taux directeur dans la fourchette cible actuelle de 0,0 % à 0,25 %, jusqu'au quatrième trimestre civil de 2015.

### Europe

Le taux de croissance estimatif de l'économie dans la zone euro au premier trimestre civil de 2014 a poursuivi sa faible remontée et s'est établi à 0,1 %. Le taux de chômage a peu fluctué en mars 2014, par rapport au trimestre civil précédent, s'établissant à 11,8 %. La Banque centrale européenne (BCE) a maintenu son taux directeur à 0,25 % au cours du premier trimestre civil. En raison de la baisse du taux d'inflation dans la zone euro, lequel s'est élevé à 0,5 % en mars 2014, et de la faible hausse enregistrée en avril, le taux d'inflation s'étant établi à 0,7 %, nous nous attendons à ce que la BCE prenne des mesures et réduise possiblement son taux directeur afin de s'attaquer aux problèmes de liquidités sur le marché monétaire. Pour l'année civile 2014, nous prévoyons une croissance de l'économie dans la zone euro de 1,2 %.

### Marchés financiers

Les marchés financiers au Canada et aux États-Unis se sont en général améliorés par rapport à notre trimestre précédent, même si la Réserve fédérale a continué de réduire ses achats mensuels d'actifs. Les taux de rendement des obligations d'État à long terme au Canada et aux États-Unis sont essentiellement demeurés inchangés par rapport aux taux enregistrés à notre trimestre précédent, et ils continuent de se situer près des taux planchers historiques. Les écarts de taux liés aux obligations de sociétés en Amérique du Nord sont demeurés faibles au cours du trimestre, et les sociétés ont ainsi pu continuer d'effectuer des emprunts à coûts moindres. Les prix des produits agricoles ont augmenté au cours de notre deuxième trimestre, en raison des mauvaises conditions météorologiques qui ont sévi en Amérique du Nord et des incertitudes d'ordre politique touchant certaines économies de marché émergentes. La volatilité des marchés des devises et des indices boursiers découlant du maintien des incertitudes d'ordre politique et économique s'est répercutée sur certaines économies de marché émergentes. Les prix de certains métaux, particulièrement le nickel, ont augmenté au cours du trimestre, car le maintien des incertitudes d'ordre politique a entraîné de plus grandes inquiétudes quant à l'approvisionnement de ces métaux.

### Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de réglementation et de nous y préparer, afin d'assurer le respect intégral et en temps opportun des nouvelles exigences de façon à atténuer toute répercussion défavorable d'ordre commercial ou économique possible. Ces exigences comprennent les éléments applicables de la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act aux États-Unis (la loi Dodd-Frank), y compris la règle Volcker et la règle sur les banques étrangères, récemment finalisées. Nous continuons également de surveiller les réformes mondiales concernant les dérivés hors cote dans certains secteurs et de nous y préparer (notamment les exigences liées à l'obligation de déclaration des transactions, aux services de compensation et aux opérations de change).

Telle qu'elle a été présentée au trimestre précédent, la réglementation définitive aux fins de la mise en application des restrictions de la règle Volcker relativement aux activités de négociation pour compte propre et à certaines activités de financement a été publiée par les autorités américaines le 10 décembre 2013. Bien que la règle, dans sa version définitive, confirme l'interdiction pour les entités de services bancaires d'exercer des activités de négociation pour compte propre et d'avoir certaines relations avec des fonds de couverture et de titres de placements privés, elle offre une certaine flexibilité pour les activités exercées à l'extérieur des États-Unis. Par conséquent, les banques canadiennes peuvent continuer de négocier des titres d'emprunt garantis par des entités gouvernementales canadiennes, d'investir dans des fonds canadiens et d'effectuer des activités de négociation pour compte propre à l'extérieur des États-Unis. La règle prévoit également d'autres exclusions et exemptions pour les activités de prise ferme, de couverture et de tenue de marché. La date limite pour se conformer aux dispositions de la règle a également été reportée de un an, soit au 21 juillet 2015. RBC continue d'évaluer l'incidence de la règle définitive au moyen de discussions avec les organismes de réglementation responsables de la mise en application et d'autres organismes du secteur, d'analyses internes des répercussions sur les activités de RBC et de mesures pour rendre les activités et les placements touchés conformes aux exigences de la règle. Nous prévoyons être en mesure d'invoquer les exclusions et exemptions prévues par la règle, auquel cas des changements à certaines activités commerciales existantes ne seront pas nécessaires. Les activités et les placements pour lesquels aucune exemption ni exclusion n'est prévue devront être rendus conformes avant la date d'entrée en vigueur, en juillet 2015, si aucune prolongation n'est accordée. De vastes programmes de conformité et de surveillance seront également requis pour surveiller la conformité avec la règle et en faire état. L'incidence combinée de ces changements ne devrait pas avoir une incidence significative sur les résultats globaux de RBC.

Nous avons également pris des mesures pour assurer la conformité à la règle définitive du Federal Reserve Board s'appliquant aux banques étrangères ayant des filiales, des sociétés affiliées et des succursales en exploitation aux États-Unis (intitulée Enhanced Prudential Standards for Bank Holding Companies and Foreign Banking Organizations), laquelle, tel qu'il a été présenté au premier trimestre, a été publiée le 18 février 2014. En tant que banque étrangère détenant plus de 50 milliards de dollars US en actifs américains non liés à des succursales, RBC devra constituer une société de portefeuille intermédiaire américaine dans laquelle toutes nos entités juridiques américaines devront être placées et à laquelle certaines

exigences propres aux États-Unis s'appliqueront. La société de portefeuille intermédiaire deviendra assujettie au contrôle de la Réserve fédérale américaine, comme les sociétés de portefeuille bancaires américaines. Par conséquent, des changements à nos pratiques existantes seront requis, afin de nous doter de la gouvernance et de l'infrastructure nécessaires pour nous conformer à ces exigences propres aux États-Unis en ce qui a trait à l'information financière, au capital et aux liquidités, à la gestion des risques et à la simulation de crise. Un plan de mise en application décrivant notre approche pour nous conformer à ces exigences d'ici la date d'entrée en vigueur, soit le 1<sup>er</sup> juillet 2016, ce qui comprend la constitution de la société de portefeuille intermédiaire, doit être déposé auprès de la Réserve fédérale américaine d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2015. La Réserve fédérale américaine a déclaré qu'elle prévoit publier, à une date ultérieure, des règles distinctes prévoyant l'application d'obligations de remédiation précoce et de limites relatives aux risques liés à des contreparties indépendantes. En vertu de la règle définitive, l'application des exigences en matière d'endettement propres aux États-Unis est également reportée au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Les banques canadiennes fournissent au BSIF des ratios de capital et des ratios de levier financier calculés selon l'accord de Bâle III depuis janvier 2013, et elles commenceront à faire rapport publiquement de leur ratio de levier financier à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015. Par ailleurs, les exigences en matière de capital de l'accord de Bâle III visant les six plus grandes banques canadiennes augmenteront avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Nous nous attendons à ce que le BSIF fournisse des directives sur la mise en œuvre au pays des autres mesures de l'accord de Bâle III plus tard au cours de l'exercice, ou en 2015, et nous prévoyons être prêts à nous conformer à ces exigences.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces réformes et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et sur nos résultats financiers, se reporter à la rubrique Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents de notre rapport annuel 2013. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion du risque, se reporter aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport annuel 2013, ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Gestion du capital de notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2014.

## Principaux événements de 2014

### Activités bancaires en Jamaïque

Le 29 janvier 2014, nous avons annoncé la signature d'un accord définitif visant la vente de RBC Royal Bank (Jamaica) Limited et de RBTT Securities Jamaica Limited (collectivement, les activités de RBC en Jamaïque) à Sagicor Group Jamaica Limited. La transaction est assujettie aux conditions de clôture habituelles, notamment l'approbation par les autorités de réglementation, et devrait être finalisée au troisième trimestre. En raison de cette transaction, nous avons comptabilisé une perte de valeur de 60 millions de dollars au premier trimestre de 2014. Aucune autre perte de valeur n'a été comptabilisée ce trimestre relativement à la cession des activités de RBC en Jamaïque. De plus, des montants inscrits au poste Autres composantes des capitaux propres relativement à la cession seront ultérieurement comptabilisés en résultat à la conclusion de la transaction. Au 30 avril 2014, les autres composantes des capitaux propres comprenaient des pertes de change latentes de 45 millions de dollars liées au groupe destiné à être cédé (40 millions au 31 janvier 2014). Pour plus de détails, se reporter à la note 7 de nos états financiers résumés.

## Rendement financier

### Vue générale

#### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est établi à 2 201 millions de dollars, soit une hausse de 292 millions, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,47 \$, en hausse de 0,22 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 19,1 %, en hausse de 40 points de base, par rapport à 18,7 %. Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie s'est établi à 9,7 %.

Nos résultats reflètent le solide rendement de tous nos secteurs d'exploitation y compris la hausse du bénéfice dans les secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Services aux investisseurs et trésorerie. L'augmentation du bénéfice net découle principalement de la forte croissance des revenus tirés de nos activités de négociation et des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, de la croissance des volumes de la plupart des activités du secteur Services bancaires canadiens et de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, laquelle découle de l'appréciation du capital et des ventes nettes élevées. L'incidence de la conversion des devises a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités. De plus, les résultats de l'exercice précédent tenaient compte d'une charge de restructuration de 44 millions de dollars (31 millions après impôt) liée à l'intégration des Services aux investisseurs, qui touche principalement nos activités en Europe.

Pour plus de détails sur nos résultats et sur le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, se reporter aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion du capital, respectivement.

#### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014

Le bénéfice net a augmenté de 109 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,09 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est accru de 100 points de base, par rapport à 18,1 % au dernier trimestre.

L'augmentation du bénéfice net reflète principalement la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, les résultats à la hausse liés aux activités de négociation de titres de participation et l'augmentation des activités de montage de prêts attribuable aux importantes activités d'émission, essentiellement aux États-Unis. L'augmentation est aussi attribuable à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux Services bancaires canadiens. De plus, les résultats du trimestre précédent tenaient compte d'une perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, ainsi que d'une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, ainsi que par la diminution des activités de syndication de prêts et par la hausse des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes du secteur Marchés des Capitaux.

#### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est établi à 4 293 millions de dollars, soit une hausse de 337 millions, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice par action dilué pour le semestre s'est élevé à 2,85 \$, en hausse de 0,26 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 18,6 %, en baisse de 80 points de base.

Nos résultats reflètent la solide croissance des volumes de l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens, la solide croissance de nos activités de négociation et de prêts, ainsi que la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur

Gestion de patrimoine découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes beaucoup plus élevées. L'augmentation illustre également la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et la réduction du taux d'imposition effectif, principalement dans le secteur Marchés des Capitaux, ainsi que l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et par l'augmentation des coûts nets liés aux sinistres dans le secteur Assurances. De plus, nos résultats de la période considérée tiennent compte de la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque ainsi que de la provision liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles, dont il est fait mention ci-dessus.

#### Incidence estimative du change sur nos résultats financiers consolidés

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis à l'aide du taux de change moyen pour la période.

Nos résultats ont été touchés par la dépréciation du dollar canadien par rapport à d'autres devises au trimestre et au semestre clos le 30 avril 2014. Le tableau suivant reflète l'incidence estimative du change sur les principaux éléments du compte de résultat :

	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)			
<b>Augmentation (diminution) :</b>			
Total des revenus	283 \$	76 \$	504 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	2	1	2
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	25	6	42
Frais autres que d'intérêt	164	43	307
Bénéfice net	51	15	85
<b>Incidence sur le bénéfice par action :</b>			
De base	0,04 \$	0,01 \$	0,06 \$
Dilué	0,03	0,01	0,06

Le tableau suivant illustre les variations des taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités :

	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2014	le 31 janvier 2014	le 30 avril 2013	le 30 avril 2014	le 30 avril 2013
(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)					
Dollar américain	0,907	0,926	0,982	0,916	0,993
Livre sterling	0,541	0,563	0,642	0,551	0,634
Euro	0,656	0,680	0,755	0,668	0,756

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

#### Total des revenus

	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2014	le 31 janvier 2014	le 30 avril 2013	le 30 avril 2014	le 30 avril 2013
(en millions de dollars canadiens)					
Revenu d'intérêt	5 420 \$	5 450 \$	5 132 \$	10 870 \$	10 408 \$
Frais d'intérêt	1 971	1 990	1 910	3 961	3 902
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>3 449 \$</b>	<b>3 460 \$</b>	<b>3 222 \$</b>	<b>6 909 \$</b>	<b>6 506 \$</b>
Services de placement (1)	1 794 \$	1 788 \$	1 563 \$	3 582	3 087 \$
Activités d'assurance (1)	1 125	1 282	1 246	2 407	2 267
Activités de négociation	300	310	151	610	507
Services bancaires (1)	991	994	936	1 985	1 922
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	428	401	401	829	870
Autres (1)	183	219	198	402	416
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>	<b>4 821 \$</b>	<b>4 994 \$</b>	<b>4 495 \$</b>	<b>9 815 \$</b>	<b>9 069 \$</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>8 270 \$</b>	<b>8 454 \$</b>	<b>7 717 \$</b>	<b>16 724 \$</b>	<b>15 575 \$</b>
<b>Renseignements supplémentaires</b>					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt	498 \$	429 \$	415 \$	927 \$	853 \$
Revenus autres que d'intérêt	300	310	151	610	507
<b>Total des revenus tirés des activités de négociation</b>	<b>798 \$</b>	<b>739 \$</b>	<b>566 \$</b>	<b>1 537 \$</b>	<b>1 360 \$</b>

(1) Se reporter à la rubrique Rendement financier de notre rapport annuel 2013 pour une définition de ces catégories.

#### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le total des revenus a augmenté de 553 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent. L'incidence de la conversion des devises ce trimestre s'est traduite par une augmentation de 283 millions de dollars du total de nos revenus.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 227 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de la croissance des volumes de la plupart des activités du secteur Services bancaires canadiens. L'augmentation est également attribuable à la hausse du revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation, à la forte croissance des activités de prêts du secteur Marchés des Capitaux, et à l'augmentation du revenu net d'intérêt découlant de la croissance des dépôts des clients du secteur Services aux investisseurs.

Les revenus tirés des services de placement ont augmenté de 231 millions de dollars, ou 15 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes élevées du secteur Gestion de patrimoine. La hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement du secteur Services bancaires canadiens a également contribué à l'augmentation.

Les revenus tirés du secteur Assurances ont diminué de 121 millions de dollars, ou 10 %, résultat qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, laquelle découle de la hausse des taux d'intérêt à long terme et est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été neutralisé en partie par la croissance des volumes liés à nos polices d'assurance vie en Europe.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 149 millions de dollars. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt, s'est accru de 232 millions de dollars, ou 41 %, pour s'établir à 798 millions en raison principalement des revenus à la hausse tirés de nos activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe, qui découlent de l'accroissement des activités des clients et de l'amélioration des conditions du marché. De plus, les revenus tirés de nos activités de négociation ce trimestre tiennent compte d'un ajustement comptable favorable lié aux ajustements à la juste valeur de certains titres d'emprunt de RBC<sup>(2)</sup>.

Les revenus tirés des services bancaires se sont accrus de 55 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de l'incidence de la conversion des devises et de la hausse des honoraires tirés des services de gestion, y compris l'application de tarifs pour services traditionnels dans les Antilles. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des activités de syndication de prêts du secteur Marchés des Capitaux.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont accrus de 27 millions de dollars, ou 7 %, grâce essentiellement à l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition, principalement aux États-Unis et en Asie-Pacifique, ainsi qu'à l'augmentation des activités de montage de prêts, principalement aux États-Unis et au Canada.

#### **Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014**

Le total des revenus a diminué de 184 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance résultant de la hausse des taux d'intérêt à long terme, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. La diminution est aussi imputable à l'incidence défavorable de facteurs saisonniers y compris, en ce qui concerne nos services bancaires, le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, ainsi qu'à la réduction des activités de syndication de prêts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres de participation et par l'incidence de la conversion des devises. De plus, les résultats du trimestre précédent ont été touchés de façon favorable par les revenus tirés de deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni.

#### **Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013 (résultats semestriels)**

Le total des revenus a augmenté de 1 149 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement de l'incidence de la conversion des devises ayant donné lieu à l'augmentation de 504 millions de dollars du total des revenus, ainsi que de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes élevées du secteur Gestion de patrimoine. La solide croissance des volumes de l'ensemble des activités du secteur Services bancaires canadiens, les revenus à la hausse tirés des activités de négociation et la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des activités de syndication de prêts. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par la cession de nos actions de la London Metal Exchange (LME).

(2) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2014, nous avons adopté de manière prospective les dispositions sur le risque de crédit propre d'IFRS 9, *Instruments financiers*, et nous les avons appliquées avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2013. Les variations de la juste valeur de nos passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net qui sont attribuables aux modifications du risque de crédit sont maintenant comptabilisées au poste Autres éléments du résultat global. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

#### **Dotation à la provision pour pertes sur créances**

##### **Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 43 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à la diminution des dotations des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires canadiens, facteur neutralisé en partie par la hausse des dotations liées aux services bancaires dans les Antilles.

##### **Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 48 millions de dollars, ou 16 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction des dotations des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, facteur neutralisé en partie par la hausse des dotations du secteur Marchés des Capitaux et des dotations liées aux services bancaires dans les Antilles.

##### **Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013 (résultats semestriels)**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 100 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la réduction des dotations du secteur Marchés des Capitaux.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

#### **Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance**

##### **Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 108 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui découle en grande partie de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été en grande partie compensée dans les revenus. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'incidence de la conversion des devises et par la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices du secteur Assurances – International.

##### **Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 152 millions de dollars, ou 15 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance,

qui a été en grande partie compensée dans les revenus. La diminution est aussi attribuable à la réduction ce trimestre des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurance du secteur Assurances – Canada, ainsi qu'à la prise en compte, au trimestre précédent, de deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni.

### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013 (résultats semestriels)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 169 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été en grande partie compensée dans les revenus. L'augmentation est aussi imputable à deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni et à l'incidence de la conversion des devises.

### Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2014	le 31 janvier 2014	le 30 avril 2013	le 30 avril 2014	le 30 avril 2013
Salaires	1 185 \$	1 200 \$	1 159 \$	2 385 \$	2 275 \$
Rémunération variable	1 104	1 108	963	2 212	2 045
Avantages du personnel et conservation du personnel	396	431	374	827	744
Rémunération fondée sur des actions	49	111	76	160	157
Ressources humaines	2 734 \$	2 850 \$	2 572 \$	5 584 \$	5 221 \$
Autres charges	1 592	1 531	1 437	3 123	2 831
<b>Frais autres que d'intérêt</b>	<b>4 326 \$</b>	<b>4 381 \$</b>	<b>4 009 \$</b>	<b>8 707 \$</b>	<b>8 052 \$</b>

### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 317 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète principalement l'incidence de 164 millions de la conversion des devises et la hausse de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse du secteur Marchés des Capitaux et de l'augmentation des revenus du secteur Gestion de patrimoine. L'augmentation est aussi imputable à la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, et à l'augmentation des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes du secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficacité. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par une charge de restructuration de 44 millions de dollars liée à l'intégration des Services aux investisseurs, laquelle concerne principalement nos activités en Europe.

### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 55 millions de dollars, ou 1 %, car les résultats du trimestre précédent tenaient compte d'une perte de 60 millions liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, ainsi que d'une provision de 40 millions liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles. La diminution est aussi attribuable à l'incidence de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des provisions pour litiges du secteur Marchés des Capitaux, par l'incidence de la conversion des devises et par la hausse des coûts de marketing liés à notre commandite des Jeux olympiques.

### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013 (résultats semestriels)

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 655 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète en grande partie l'incidence de 307 millions de la conversion des devises, la hausse de la rémunération variable découlant des revenus plus élevés du secteur Gestion de patrimoine et de la hausse du bénéfice du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que l'augmentation des coûts en raison de la croissance des activités. L'augmentation tient également à la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, ainsi qu'à la provision liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles, dont il est fait mention ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficacité. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont subi l'incidence défavorable de la charge de restructuration liée à l'intégration des Services aux investisseurs dont il est fait mention ci-dessus.

### Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2014	le 31 janvier 2014	le 30 avril 2013	le 30 avril 2014	le 30 avril 2013
Bénéfice net avant impôt	2 870 \$	2 799 \$	2 483 \$	5 669 \$	5 244 \$
Impôt sur le résultat	669 \$	707 \$	574 \$	1 376 \$	1 288 \$
Taux d'imposition effectif (1)	23,3 %	25,3 %	23,1 %	24,3 %	24,6 %

(1) Total de l'impôt sur le résultat en pourcentage du bénéfice net avant impôt sur le résultat.

### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

L'impôt sur le résultat a augmenté de 95 millions de dollars, ou 17 %, et le taux d'imposition effectif s'est établi à 23,3 %, en hausse de 20 points de base par rapport à 23,1 % à l'exercice précédent.

### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014

L'impôt sur le résultat a diminué de 38 millions de dollars, ou 5 %, et le taux d'imposition effectif s'est établi à 23,3 %, en baisse de 200 points de base par rapport à 25,3 % au trimestre précédent, résultats qui s'expliquent en grande partie par la diminution des ajustements fiscaux défavorables et par la hausse du bénéfice provenant de sources présentant des avantages fiscaux. Les résultats du trimestre précédent ont été touchés de façon défavorable par la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque.



**Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013 (résultats semestriels)**

L'impôt sur le résultat a augmenté de 88 millions de dollars, ou 7 %, principalement en raison de la hausse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 24,3 %, en baisse de 30 points de base par rapport à 24,6 %, résultat qui tient essentiellement à la diminution du bénéfice dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé, facteur neutralisé en partie par l'augmentation des ajustements fiscaux défavorables.

**Résultats des secteurs d'exploitation****Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation**

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2013. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2013.

**Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR****Mesures du rendement****Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires**

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, y compris le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2013.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos							le 31 janvier 2014	le 30 avril 2013
	le 30 avril 2014								
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 096 \$	272 \$	152 \$	108 \$	491 \$	4 \$	2 123 \$	2 005 \$	1 821 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	14 750 \$	5 500 \$	1 500 \$	2 200 \$	13 950 \$	7 650 \$	45 550 \$	44 050 \$	39 850 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	30,5 %	20,2 %	42,1 %	20,1 %	14,5 %	n.s.	19,1 %	18,1 %	18,7 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les semestres clos							le 30 avril 2013
	le 30 avril 2014							
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 144 \$	499 \$	307 \$	211 \$	977 \$	(10)\$	4 128 \$	3 778 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	14 850 \$	5 450 \$	1 500 \$	2 150 \$	13 650 \$	7 150 \$	44 750 \$	39 350 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	29,1 %	18,4 %	41,3 %	19,9 %	14,5 %	n.s.	18,6 %	19,4 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.

(3) Calculé conformément à l'accord de Bâle III, incluant les périodes comparatives. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant arrondissement.

n.s. non significatif

## Mesures hors PCGR

**Bénéfice économique**

Le bénéfice économique représente le bénéfice net à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux, ce qui permet ainsi aux utilisateurs de l'information financière de connaître les contributions relatives. Le bénéfice économique est une mesure hors PCGR qui n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2014, nous avons révisé le coût des capitaux propres; ce coût, qui était de 8,5 % en 2013, a été porté à 9,0 %, en raison principalement de la hausse des taux d'intérêt à long terme.

Le tableau suivant présente un sommaire de notre bénéfice économique :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							le 31 janvier	le 30 avril
	le 30 avril							2014	2013
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net	1 115 \$	278 \$	154 \$	112 \$	507 \$	35 \$	2 201 \$	2 092 \$	1 909 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(2)	–	–	(1)	–	(23)	(26)	(25)	(24)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	7	17	–	6	–	1	31	33	29
Bénéfice net ajusté	1 120 \$	295 \$	154 \$	117 \$	507 \$	13 \$	2 206 \$	2 100 \$	1 914 \$
Moins : Charge de capital	342	127	35	52	323	173	1 052	1 061	889
Bénéfice économique	778 \$	168 \$	119 \$	65 \$	184 \$	(160)\$	1 154 \$	1 039 \$	1 025 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							le 30 avril
	le 30 avril							2013
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net	2 186 \$	513 \$	311 \$	218 \$	1 012 \$	53 \$	4 293 \$	3 956 \$
Ajouter : Participations ne donnant pas le contrôle	(4)	–	–	(1)	–	(46)	(51)	(49)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	14	37	–	11	–	2	64	56
Bénéfice net ajusté	2 196 \$	550 \$	311 \$	228 \$	1 012 \$	9 \$	4 306 \$	3 963 \$
Moins : Charge de capital	701	257	71	101	642	341	2 113	1 788
Bénéfice économique	1 495 \$	293 \$	240 \$	127 \$	370 \$	(332)\$	2 193 \$	2 175 \$

## Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2014	31 janvier 2014	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenu net d'intérêt	2 378 \$	2 443 \$	2 270 \$	4 821 \$	4 584 \$
Revenus autres que d'intérêt	928	968	877	1 896	1 755
<b>Total des revenus</b>	<b>3 306</b>	<b>3 411</b>	<b>3 147</b>	<b>6 717</b>	<b>6 339</b>
Dotations à la provision pour pertes sur créances	231	274	253	505	494
Frais autres que d'intérêt	1 572	1 673	1 506	3 245	2 980
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>1 503</b>	<b>1 464</b>	<b>1 388</b>	<b>2 967</b>	<b>2 865</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 115 \$</b>	<b>1 071 \$</b>	<b>1 039 \$</b>	<b>2 186 \$</b>	<b>2 143 \$</b>
<b>Revenus par division</b>					
Services bancaires canadiens	3 093 \$	3 178 \$	2 950 \$	6 271 \$	5 939 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	213	233	197	446	400
<b>Principales données et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	30,5 %	27,7 %	29,5 %	29,1 %	31,9 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,80 %	2,79 %	2,74 %	2,80 %	2,77 %
Ratio d'efficacité (2)	47,5 %	49,0 %	47,9 %	48,3 %	47,0 %
Levier d'exploitation	0,7 %	(6,6) %	(0,7) %	(2,9) %	0,6 %
Taux d'imposition effectif	25,8 %	26,8 %	25,1 %	26,3 %	25,2 %
Moyenne du total des actifs productifs (3)	347 800 \$	347 200 \$	339 300 \$	347 500 \$	333 200 \$
Moyenne des prêts et acceptations (3)	348 600	347 300	337 800	347 900	332 100
Moyenne des dépôts	275 800	275 100	260 800	275 500	258 100
Biens administrés (4)	207 400	198 400	185 800	207 400	185 800
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,27 %	0,31 %	0,31 %	0,29 %	0,30 %

	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013
<b>Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains et en dollars de Trinité-et-Tobago</b> (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus	15 \$	4 \$	31 \$
Frais autres que d'intérêt	9	2	29
Bénéfice net	3	1	(2)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(8)%	(2)%	(8)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars de Trinité-et-Tobago	(7)%	(2)%	(7)%

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 30 avril 2014, laquelle s'est établie à 52,7 milliards de dollars et à 8,3 milliards, respectivement (52,9 milliards et 7,2 milliards au 31 janvier 2014; 46,5 milliards et 7,2 milliards au 30 avril 2013).

(4) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 23,9 milliards de dollars et de 8,3 milliards, respectivement, au 30 avril 2014 (25,1 milliards et 7,2 milliards au 31 janvier 2014; 28,6 milliards et 7,2 milliards au 30 avril 2013).

**Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013**

Le bénéfice net a augmenté de 76 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement la croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité au pays et la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 159 millions de dollars, ou 5 %.

Les revenus tirés des Services bancaires canadiens ont augmenté de 143 millions de dollars, ou 5 %, en raison de la croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité et de la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

Les revenus tirés des Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis se sont accrus de 16 millions de dollars, ou 8 %, en raison essentiellement de l'incidence de la conversion des devises et de l'application de tarifs pour services traditionnels dans les Antilles.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 6 points de base, résultat qui reflète la composition favorable du financement, facteur neutralisé en partie par la concurrence au chapitre des tarifs. Les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par la volatilité comptable.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 22 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 4 points de base, en raison principalement de la réduction des dotations liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux au Canada, facteur neutralisé en partie par la hausse des dotations liées à nos portefeuilles dans les Antilles. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 66 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui s'explique principalement par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, par l'augmentation des coûts de marketing liés à notre commandite des Jeux olympiques, ainsi que par l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficacité.

**Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014**

Le bénéfice net a augmenté de 44 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique par le fait que les résultats du trimestre précédent tenaient compte d'une perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, ainsi que d'une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles. De plus, les résultats du trimestre considéré ont été touchés de façon favorable par la réduction de la

dotation à la provision pour pertes sur créances au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, ainsi que par la hausse des coûts de marketing liés à notre commandite des Jeux olympiques.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 1 point de base, en raison essentiellement de la composition favorable du financement.

### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 43 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète la solide croissance des volumes de l'ensemble des secteurs d'activité au Canada et la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque et par la provision liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles, dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus s'est accru de 378 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la solide croissance des volumes de l'ensemble de nos secteurs d'activité au pays, de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, de la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement, de l'incidence de la conversion des devises, et de l'accroissement des revenus de change.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 11 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 1 point de base. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 265 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque et de la provision liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles, dont il est fait mention ci-dessus, de la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, de l'incidence de la conversion des devises, et de l'accroissement des coûts de marketing liés à notre commandite des Jeux olympiques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtées à nos activités de gestion de l'efficacité.

### Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2014	31 janvier 2014	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013
Revenu net d'intérêt	2 236 \$	2 296 \$	2 138 \$	4 532 \$	4 307 \$
Revenus autres que d'intérêt	857	882	812	1 739	1 632
<b>Total des revenus</b>	<b>3 093</b>	<b>3 178</b>	<b>2 950</b>	<b>6 271</b>	<b>5 939</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	204	258	233	462	446
Frais autres que d'intérêt	1 392	1 390	1 339	2 782	2 652
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>1 497</b>	<b>1 530</b>	<b>1 378</b>	<b>3 027</b>	<b>2 841</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 110 \$</b>	<b>1 137 \$</b>	<b>1 024 \$</b>	<b>2 247 \$</b>	<b>2 114 \$</b>
<b>Revenus par division</b>					
Services financiers aux particuliers	1 780 \$	1 805 \$	1 677 \$	3 585 \$	3 360 \$
Services financiers aux entreprises	737	758	721	1 495	1 459
Solutions cartes et paiements	576	615	552	1 191	1 120
<b>Principales données et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	37,7 %	36,7 %	35,9 %	37,2 %	39,1 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,74 %	2,73 %	2,68 %	2,73 %	2,70 %
Ratio d'efficacité (2)	45,0 %	43,7 %	45,4 %	44,4 %	44,7 %
Levier d'exploitation	0,9 %	0,5 %	(0,4) %	0,7 %	0,9 %
Taux d'imposition effectif	25,9 %	25,7 %	25,7 %	25,8 %	25,6 %
Moyenne du total des actifs productifs (3)	334 900 \$	334 200 \$	327 200 \$	334 500 \$	321 300 \$
Moyenne des prêts et acceptations (3)	341 000	339 600	330 600	340 300	324 800
Moyenne des dépôts	260 600	259 800	246 800	260 200	244 300
Biens administrés (4)	198 400	189 200	177 500	198 400	177 500
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,25 %	0,30 %	0,29 %	0,27 %	0,28 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Comprend la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés pour le trimestre clos le 30 avril 2014, laquelle s'est établie à 52,7 milliards de dollars et à 8,3 milliards, respectivement (52,9 milliards et 7,2 milliards au 31 janvier 2014; 46,5 milliards et 7,2 milliards au 30 avril 2013).

(4) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 23,9 milliards de dollars et de 8,3 milliards, respectivement, au 30 avril 2014 (25,1 milliards et 7,2 milliards au 31 janvier 2014; 28,6 milliards et 7,2 milliards au 30 avril 2013).

### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 86 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète la croissance des volumes de la plupart des secteurs d'activité et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 143 millions de dollars, ou 5 %.

Les revenus tirés des Services financiers aux particuliers ont augmenté de 103 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui tient en grande partie à la croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels, de dépôts des particuliers et de prêts aux particuliers, ainsi qu'à la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

Les revenus tirés des Services financiers aux entreprises se sont accrus de 16 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète essentiellement la solide croissance des volumes de dépôts des entreprises et de prêts aux entreprises, facteur neutralisé en partie par la compression des écarts découlant de la concurrence au chapitre des tarifs.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements se sont accrus de 24 millions de dollars, ou 4 %, en raison de l'accroissement des écarts liés aux prêts sur cartes de crédit, des volumes de transactions et des soldes des prêts.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 6 points de base par rapport à l'exercice précédent, la composition favorable du financement ayant été neutralisée en partie par la compression des écarts découlant de la concurrence au chapitre des tarifs. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par la volatilité comptable.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 29 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 4 points de base, résultats qui reflètent la réduction des dotations liées à notre portefeuille de prêts commerciaux.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 53 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète en grande partie la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et l'accroissement des coûts de marketing liés à notre commandite des Jeux olympiques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficience.

#### **Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014**

Le bénéfice net a diminué de 27 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement de l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, et de la hausse des coûts de marketing liés à notre commandite des Jeux olympiques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances, comparativement au trimestre précédent.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 1 point de base, en raison essentiellement de la composition favorable du financement.

#### **Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013 (résultats semestriels)**

Le bénéfice net a augmenté de 133 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la solide croissance des volumes de l'ensemble de nos secteurs d'activité et de la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités et par l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a augmenté de 332 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète essentiellement la solide croissance des volumes de l'ensemble des secteurs d'activité, la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada, et la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accrue de 16 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 1 point de base, en raison principalement de la hausse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers, facteur neutralisé en partie par la diminution des dotations liées à nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts commerciaux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 130 millions de dollars, ou 5 %, en raison essentiellement de la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, y compris l'accroissement des coûts liés à l'effectif, d'une provision pour litiges et de l'augmentation des coûts de marketing liés à notre commandite des Jeux olympiques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficience.

## Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2014	31 janvier 2014	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013
Revenu net d'intérêt	118 \$	111 \$	93 \$	229 \$	189 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	997	1 017	835	2 014	1 663
Revenus tirés des transactions et autres revenus	439	407	417	846	833
<b>Total des revenus</b>	<b>1 554</b>	<b>1 535</b>	<b>1 345</b>	<b>3 089</b>	<b>2 685</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	19	(1)	19	(1)
Frais autres que d'intérêt	1 173	1 191	1 039	2 364	2 066
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>381</b>	<b>325</b>	<b>307</b>	<b>706</b>	<b>620</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>278 \$</b>	<b>235 \$</b>	<b>222 \$</b>	<b>513 \$</b>	<b>451 \$</b>
<b>Revenus par division</b>					
Gestion de patrimoine – Canada	528 \$	520 \$	465 \$	1 048 \$	921 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	609	582	542	1 191	1 077
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	553	539	532	1 092	1 069
Gestion mondiale d'actifs (1)	417	433	338	850	687
<b>Principales données et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20,2 %	16,6 %	16,2 %	18,4 %	16,3 %
Marge avant impôt (2)	24,5 %	21,2 %	22,8 %	22,9 %	23,1 %
Nombre de conseillers (3)	4 396	4 371	4 415	4 396	4 415
Moyenne des prêts et acceptations	15 700 \$	14 600 \$	11 500 \$	15 100 \$	11 300 \$
Moyenne des dépôts	36 200	34 800	32 000	35 500	31 200
Biens administrés – Total	690 800	675 300	604 500	690 800	604 500
– Gestion de patrimoine – États-Unis et International	417 900	414 800	366 900	417 900	366 900
– Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	381 300	372 400	364 200	381 300	364 200
Biens sous gestion	426 300	411 500	369 500	426 300	369 500
Moyenne des biens administrés	690 300	663 000	607 500	676 700	596 700
Moyenne des biens sous gestion	423 200	402 000	367 100	412 700	357 300

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013
<b>Augmentation (diminution) :</b>			
Total des revenus	67 \$	18 \$	128 \$
Frais autres que d'intérêt	56	15	107
Bénéfice net	7	2	14
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(8)%	(2)%	(8)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(16)%	(4)%	(13)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(13)%	(4)%	(12)%

- (1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2014, les résultats de BlueBay ne sont plus présentés avec un décalage de un mois. En conséquence, les résultats du premier trimestre de 2014 tiennent compte des résultats de BlueBay pour quatre mois.
- (2) La marge avant impôt s'entend du bénéfice net avant impôt, divisé par le total des revenus.
- (3) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

## Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 56 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients.

Le total des revenus a augmenté de 209 millions de dollars, ou 16 %.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – Canada ont augmenté de 63 millions de dollars, ou 14 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International ont augmenté de 67 millions de dollars, ou 12 %. Libellés en dollars américains, les revenus se sont accrus de 21 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui s'explique en grande partie par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 79 millions de dollars, ou 23 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant l'appréciation du capital et les ventes nettes élevées, et de l'incidence de la conversion des devises.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 134 millions de dollars, ou 13 %, en raison essentiellement de l'incidence de la conversion des devises, de l'accroissement de l'effectif et des investissements dans les infrastructures en raison de la croissance des activités, ainsi que de la hausse de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus.

**Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014**

Le bénéfice net a augmenté de 43 millions de dollars, ou 18 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes. De plus, les résultats du trimestre précédent tenaient compte d'une dotation à la provision pour pertes sur créances ayant trait à quelques comptes.

**Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013 (résultats semestriels)**

Le bénéfice net a augmenté de 62 millions de dollars, ou 14 %, résultat qui découle principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients.

Le total des revenus a augmenté de 404 millions de dollars, ou 15 %, en raison essentiellement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes élevées, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 20 millions de dollars, en raison de dotations ayant trait à quelques comptes.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 298 millions de dollars, ou 14 %, en raison essentiellement de l'incidence de la conversion des devises, de la hausse de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus, et de l'accroissement de l'effectif et des investissements dans les infrastructures en raison de la croissance des activités.

**Assurances**

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2014	31 janvier 2014	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)					
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	926 \$	953 \$	894 \$	1 879 \$	1 807 \$
Revenu de placement (1)	138	260	291	398	330
Honoraires	61	69	61	130	130
<b>Total des revenus</b>	<b>1 125</b>	<b>1 282</b>	<b>1 246</b>	<b>2 407</b>	<b>2 267</b>
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	728	884	821	1 612	1 408
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	102	98	117	200	235
Frais autres que d'intérêt	140	147	135	287	271
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>155</b>	<b>153</b>	<b>173</b>	<b>308</b>	<b>353</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>154 \$</b>	<b>157 \$</b>	<b>164 \$</b>	<b>311 \$</b>	<b>328 \$</b>
<b>Revenus par division</b>					
Assurances – Canada	624 \$	770 \$	790 \$	1 394 \$	1 327 \$
Assurances – International	501	512	456	1 013	940
<b>Principales données et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	42,1 %	40,5 %	45,8 %	41,3 %	44,3 %
Primes et dépôts (2)	1 260 \$	1 276 \$	1 177 \$	2 536 \$	2 372 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance (1)	18	123	170	141	90

	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013
<b>Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains et en livres sterling</b>			
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus	24 \$	6 \$	41 \$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	25	6	42
Frais autres que d'intérêt	–	–	–
Bénéfice net	(1)	–	(1)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(8)%	(2)%	(8)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(16)%	(4)%	(13)%

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des obligations au titre des polices d'assurance sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net; par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenu de placement du compte consolidé de résultat. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

**Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013**

Le bénéfice net a diminué de 10 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices du secteur Assurances – International.

Le total des revenus a diminué de 121 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Assurances – Canada ont reculé de 166 millions de dollars, ou 21 %, résultat qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, laquelle découle de la hausse des taux d'intérêt à long terme et est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés du secteur Assurances – International ont augmenté de 45 millions de dollars, ou 10 %, en raison en grande partie de l'incidence de la conversion des devises et de la croissance des volumes liés aux polices d'assurance vie en Europe.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 108 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'incidence de la conversion des devises et par la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices du secteur Assurances – International.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 5 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient en grande partie à la hausse des coûts liés à l'effectif en raison de la croissance des activités, facteur neutralisé en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficience.

#### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014

Le bénéfice net est demeuré relativement inchangé par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient au fait que la diminution des coûts nets liés aux sinistres au titre des polices du secteur Assurances – Canada a été en grande partie neutralisée par le bénéfice découlant de deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni comptabilisé au trimestre précédent.

#### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a diminué de 17 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui tient au fait que le bénéfice tiré des deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni a été largement neutralisé par la hausse des coûts nets liés aux sinistres au titre des polices du secteur Assurances – Canada.

Le total des revenus a augmenté de 140 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement du bénéfice tiré de deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni. L'augmentation est aussi attribuable à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ainsi qu'à l'incidence de la conversion des devises.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 169 millions de dollars, ou 10 %, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus. L'augmentation tient aussi à deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni et à l'incidence de la conversion des devises.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 16 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui tient en grande partie à la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, facteur neutralisé en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficience.

### Services aux investisseurs et trésorerie

	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2014	31 janvier 2014	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu net d'intérêt	184 \$	183 \$	162 \$	367 \$	337 \$
Revenus autres que d'intérêt	292	269	290	561	565
<b>Total des revenus</b>	<b>476</b>	<b>452</b>	<b>452</b>	<b>928</b>	<b>902</b>
Frais autres que d'intérêt	325	310	366	635	708
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>151</b>	<b>142</b>	<b>86</b>	<b>293</b>	<b>194</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>112 \$</b>	<b>106 \$</b>	<b>65 \$</b>	<b>218 \$</b>	<b>144 \$</b>
<b>Principales données et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20,1 %	19,7 %	13,1 %	19,9 %	14,2 %
Moyenne des dépôts	112 500 \$	113 000 \$	104 800 \$	112 800 \$	102 900 \$
Dépôts des clients	42 200	40 800	36 000	41 500	34 100
Dépôts liés au financement de gros	70 300	72 200	68 800	71 300	68 800
Biens administrés	3 482 700	3 426 000	3 112 300	3 482 700	3 112 300
Moyenne des biens administrés	3 461 900	3 344 000	2 997 100	3 402 900	2 962 600

	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013
<b>Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros</b> (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
<i>Augmentation (diminution) :</i>			
Total des revenus	28 \$	8 \$	49 \$
Frais autres que d'intérêt	24	6	38
Bénéfice net	2	1	7
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(8)%	(2)%	(8)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(16)%	(4)%	(13)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(13)%	(4)%	(12)%

#### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 47 millions de dollars, ou 72 %. En excluant la charge de restructuration de 44 millions de dollars (31 millions après impôt) comptabilisée à l'exercice précédent relativement à l'intégration des Services aux investisseurs, qui touche principalement nos activités en Europe<sup>(1)</sup>, le bénéfice net s'est accru de 16 millions de dollars, ou 17 %, résultat qui reflète les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficience, ainsi que la hausse du revenu net d'intérêt découlant de la croissance des dépôts des clients.

(1) Les résultats excluant la charge de restructuration comptabilisée à l'exercice précédent constituent des mesures hors PCGR. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Nous sommes d'avis que le fait de ne pas tenir compte de cet élément précisé dans nos résultats donne une mesure plus représentative des résultats d'exploitation courants, permet aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance et devrait accroître la comparabilité de la performance financière pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2013.



Le total des revenus a augmenté de 24 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de l'incidence de la conversion des devises et de la hausse du revenu net d'intérêt découlant de la croissance des dépôts des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des commissions de garde et par la baisse des revenus de change du secteur Services aux investisseurs, qui découlent des volumes de transactions à la baisse.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 41 millions de dollars, ou 11 %. En excluant la charge de restructuration comptabilisée à l'exercice précédent<sup>(1)</sup>, les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 3 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui tient au fait que les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficacité ont été largement neutralisés par l'incidence de la conversion des devises.

#### **Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014**

Le bénéfice net s'est accru de 6 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt découlant de la croissance des dépôts des clients et de l'augmentation des commissions de garde. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus de change découlant de la volatilité réduite du marché des contrats de change à terme.

#### **Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013 (résultats semestriels)**

Le bénéfice net a augmenté de 74 millions de dollars, ou 51 %. En excluant la charge de restructuration comptabilisée à l'exercice précédent<sup>(1)</sup>, le bénéfice net s'est accru de 43 millions de dollars, ou 25 %, en raison principalement des avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficacité, ainsi que de la hausse du revenu net d'intérêt découlant de la croissance des dépôts des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement.

Le total des revenus a augmenté de 26 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète essentiellement l'incidence de la conversion des devises et la hausse du revenu net d'intérêt découlant de la croissance des dépôts des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus liés à la gestion des liquidités et du financement, par la réduction des commissions de garde, et par la baisse des revenus de change du secteur Services aux investisseurs.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 73 millions de dollars, ou 10 %. En excluant la charge de restructuration comptabilisée à l'exercice précédent<sup>(1)</sup>, les frais autres que d'intérêt ont diminué de 29 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète en grande partie les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficacité, ainsi que le recouvrement non récurrent de frais juridiques. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de la conversion des devises.

(1) Les résultats excluant la charge de restructuration comptabilisée à l'exercice précédent constituent des mesures hors PCGR. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Nous sommes d'avis que le fait de ne pas tenir compte de cet élément précisé dans nos résultats donne une mesure plus représentative des résultats d'exploitation courants, permet aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance et devrait accroître la comparabilité de la performance financière pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 30 avril 2013.

## Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2014	31 janvier 2014	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013
Revenu net d'intérêt (1)	848 \$	761 \$	713 \$	1 609 \$	1 451 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 024	1 049	849	2 073	2 018
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>1 872</b>	<b>1 810</b>	<b>1 562</b>	<b>3 682</b>	<b>3 469</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	13	(2)	40	11	149
Frais autres que d'intérêt	1 111	1 065	958	2 176	2 012
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>748</b>	<b>747</b>	<b>564</b>	<b>1 495</b>	<b>1 308</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>507 \$</b>	<b>505 \$</b>	<b>383 \$</b>	<b>1 012 \$</b>	<b>845 \$</b>
<b>Revenus par division</b>					
Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement	800 \$	826 \$	719 \$	1 626 \$	1 559 \$
Marchés Mondiaux	1 071	989	817	2 060	1 852
Autres	1	(5)	26	(4)	58
<b>Principales données et autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14,5 %	14,5 %	14,0 %	14,5 %	15,1 %
Total de l'actif	384 400 \$	376 000 \$	374 800 \$	380 100 \$	371 000 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	106 100	100 700	104 000	103 300	101 900
Moyenne des prêts et acceptations	63 800	60 600	54 000	62 200	53 300
Moyenne des dépôts	42 600	39 400	35 100	40 900	33 800
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,08 %	(0,01)%	0,31 %	0,04 %	0,56 %

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013	Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014	Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013
<b>Augmentation (diminution) :</b>			
Total des revenus	154 \$	42 \$	257 \$
Frais autres que d'intérêt	111	28	190
Bénéfice net	26	8	40
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(8)%	(2)%	(8)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(16)%	(4)%	(13)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(13)%	(4)%	(12)%

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2014 s'élève à 122 millions de dollars (95 millions au 31 janvier 2014; 101 millions au 30 avril 2013). Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2013.

## Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le bénéfice net a augmenté de 124 millions de dollars, ou 32 %, en raison principalement de la solide croissance des revenus tirés de nos activités de négociation et des services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse enregistrés.

Le total des revenus a augmenté de 310 millions de dollars, ou 20 %.

Les revenus tirés des Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement se sont accrus de 81 millions de dollars, ou 11 %, en raison essentiellement de la forte croissance des activités de prêts, principalement aux États-Unis, de l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition, principalement aux États-Unis et en Asie-Pacifique, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des activités de syndication de prêts.

Les revenus tirés du secteur Marchés Mondiaux ont augmenté de 254 millions de dollars, ou 31 %, résultat qui tient en grande partie aux revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe et à l'augmentation des activités de montage de prêts découlant de l'accroissement des activités des clients et de l'amélioration des conditions du marché, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises. De plus, les revenus tirés des activités de négociation pour le trimestre considéré tiennent compte d'un ajustement comptable favorable relatif à des ajustements liés à la juste valeur de certains titres d'emprunt de RBC<sup>(2)</sup>.

Les autres revenus ont diminué de 25 millions de dollars, en raison principalement de la baisse des profits sur certains portefeuilles existants.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 27 millions de dollars, en raison principalement d'une dotation ayant trait à un seul compte, comparativement à la comptabilisation, à l'exercice précédent, de dotations ayant trait à deux comptes. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 153 millions de dollars, ou 16 %, résultat qui tient principalement à l'accroissement de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse enregistrés, ainsi qu'à l'incidence de la conversion des devises. L'augmentation est aussi imputable à la hausse des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficience.

(2) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2014, nous avons adopté de manière prospective les dispositions sur le risque de crédit propre d'IFRS 9, *Instruments financiers*, et nous les avons appliquées avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2013. Les variations de la juste valeur de nos passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net qui sont attribuables aux modifications du risque de crédit sont maintenant comptabilisées au poste Autres éléments du résultat global. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

## Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014

Le bénéfice net est demeuré inchangé par rapport au trimestre précédent. Les revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres de participation et l'accroissement des activités de montage de prêts reflétant les importantes activités d'émission, principalement aux États-Unis, ont été en grande partie neutralisés par la diminution des activités de syndication de prêts aux États-Unis et au Canada, ainsi que par la hausse des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes.

## Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a augmenté de 167 millions de dollars, ou 20 %, en raison principalement de la solide croissance de nos activités de négociation et de prêts, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises. L'augmentation est aussi attribuable à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et à la baisse du taux d'imposition effectif de l'exercice considéré, qui est de 32 %, par rapport à 35 % à l'exercice précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes.

Le total des revenus a augmenté de 213 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de l'incidence de la conversion des devises et des revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres de participation découlant de l'accroissement des activités des clients et de l'amélioration des conditions du marché. La solide croissance des activités de prêts, principalement aux États-Unis, a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des activités de syndication de prêts. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon favorable par la cession de nos actions de la LME.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 138 millions de dollars, résultat qui reflète principalement une dotation ayant trait à un seul compte, comparativement à la comptabilisation, à l'exercice précédent, de dotations plus élevées ayant trait à quelques comptes.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 164 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui tient principalement à l'incidence de la conversion des devises, à la hausse des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes, ainsi qu'à l'accroissement de la rémunération variable découlant des résultats à la hausse enregistrés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de l'attention soutenue prêtée à nos activités de gestion de l'efficience.

### Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	En date du et pour le trimestre clos le			En date du et pour le semestre clos le	
	30 avril 2014	31 janvier 2014	30 avril 2013	30 avril 2014	30 avril 2013
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(79)\$	(38)\$	(16)\$	(117)\$	(55)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt	16	2	(19)	18	(32)
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>(63)</b>	<b>(36)</b>	<b>(35)</b>	<b>(99)</b>	<b>(87)</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	1	(5)	1	(6)
Frais autres que d'intérêt	5	(5)	5	–	15
<b>Bénéfice net (perte nette) avant impôt (1)</b>	<b>(68)</b>	<b>(32)</b>	<b>(35)</b>	<b>(100)</b>	<b>(96)</b>
Charge (économie) d'impôt (1)	(103)	(50)	(71)	(153)	(141)
<b>Bénéfice net (2)</b>	<b>35 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>36 \$</b>	<b>53 \$</b>	<b>45 \$</b>

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre clos le 30 avril 2014 s'est établi à 23 millions de dollars (23 millions au 31 janvier 2014; 24 millions au 30 avril 2013). Pour le semestre clos le 30 avril 2014, le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle s'est élevé à 46 millions de dollars (47 millions au 30 avril 2013).

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le revenu net (la perte nette) d'intérêt et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction du revenu net (de la perte nette) d'intérêt a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt. Le montant lié à la majoration pour le trimestre clos le 30 avril 2014 s'est établi à 122 millions de dollars, par rapport à 95 millions au trimestre précédent et à 101 millions à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 avril 2014, le montant lié à la majoration s'est établi à 217 millions de dollars, par rapport à 191 millions à l'exercice précédent. Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2013.

Outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent dont il est fait mention ci-dessus, les renseignements qui suivent portent sur les autres éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

## Deuxième trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est élevé à 35 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement les mesures de gestion de l'actif et du passif, ainsi que les profits découlant de placements privés.

## Premier trimestre de 2014

Le bénéfice net s'est élevé à 18 millions de dollars, résultat qui reflète principalement les mesures de gestion de l'actif et du passif.

## Deuxième trimestre de 2013

Le bénéfice net s'est élevé à 36 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement les mesures de gestion de l'actif et du passif, facteur neutralisé en partie par des ajustements fiscaux nets défavorables.

## Deuxième trimestre de 2014 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est élevé à 53 millions de dollars, résultat qui reflète principalement les mesures de gestion de l'actif et du passif et les profits sur les titres de placements privés.

**Deuxième trimestre de 2013 (résultats semestriels)**

Le bénéfice net s'est élevé à 45 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement les mesures de gestion de l'actif et du passif, facteur neutralisé en partie par des ajustements fiscaux nets défavorables.

**Analyse des résultats trimestriels et des tendances**

Nos résultats trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport à d'autres devises. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2014			2013			2012	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
<b>Activités poursuivies</b>								
Revenu net d'intérêt	3 449 \$	3 460 \$	3 351 \$	3 392 \$	3 222 \$	3 284 \$	3 174 \$	3 273 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 821	4 994	4 568	3 776	4 495	4 574	4 294	4 290
<b>Total des revenus</b>	<b>8 270 \$</b>	<b>8 454 \$</b>	<b>7 919 \$</b>	<b>7 168 \$</b>	<b>7 717 \$</b>	<b>7 858 \$</b>	<b>7 468 \$</b>	<b>7 563 \$</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	244	292	334	267	287	349	361	324
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	830	982	878	263	938	705	770	1 000
Frais autres que d'intérêt	4 326	4 381	4 151	3 991	4 009	4 043	3 854	3 586
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	<b>2 870 \$</b>	<b>2 799 \$</b>	<b>2 556 \$</b>	<b>2 647 \$</b>	<b>2 483 \$</b>	<b>2 761 \$</b>	<b>2 483 \$</b>	<b>2 653 \$</b>
Impôt sur le résultat	669	707	455	362	574	714	584	408
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 201 \$</b>	<b>2 092 \$</b>	<b>2 101 \$</b>	<b>2 285 \$</b>	<b>1 909 \$</b>	<b>2 047 \$</b>	<b>1 899 \$</b>	<b>2 245 \$</b>
Bénéfice par action – de base	1,47 \$	1,39 \$	1,40 \$	1,52 \$	1,26 \$	1,35 \$	1,25 \$	1,49 \$
– dilué	1,47	1,38	1,39	1,51	1,25	1,34	1,24	1,48
<b>Bénéfice net (perte nette) par secteur</b>								
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 115 \$	1 071 \$	1 070 \$	1 167 \$	1 039 \$	1 104 \$	1 026 \$	1 093 \$
Gestion de patrimoine	278	235	202	233	222	229	204	154
Assurances	154	157	107	160	164	164	195	178
Services aux investisseurs et trésorerie	112	106	91	104	65	79	71	69
Marchés des Capitaux	507	505	469	386	383	462	409	427
Services de soutien généraux	35	18	162	235	36	9	(6)	324
<b>Total du bénéfice net</b>	<b>2 201 \$</b>	<b>2 092 \$</b>	<b>2 101 \$</b>	<b>2 285 \$</b>	<b>1 909 \$</b>	<b>2 047 \$</b>	<b>1 899 \$</b>	<b>2 245 \$</b>
Taux d'imposition effectif	23,3 %	25,3 %	17,8 %	13,7 %	23,1 %	25,9 %	23,5 %	15,4 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,907 \$	0,926 \$	0,960 \$	0,963 \$	0,982 \$	1,005 \$	1,011 \$	0,982 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

**Éléments importants ayant eu une incidence sur nos résultats consolidés**

- Pour le premier trimestre de 2014, nos résultats tiennent compte d'une perte de 60 millions de dollars (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, ainsi que d'une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles.
- Pour le quatrième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'une charge de 160 millions de dollars (118 millions après impôt) découlant d'une nouvelle loi fiscale au Canada qui a une incidence sur le traitement fiscal de certaines polices d'assurance vie individuelle pour les titulaires de polices, ainsi que d'ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 124 millions de dollars ayant trait à des exercices précédents.
- Pour le troisième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'ajustements fiscaux nets favorables, y compris un ajustement fiscal de 90 millions de dollars lié à l'exercice précédent.
- Pour le deuxième trimestre de 2013, nos résultats tiennent compte d'une charge de restructuration de 44 millions de dollars (31 millions après impôt) liée à l'intégration des Services aux investisseurs, laquelle touche principalement nos activités en Europe.
- Pour le troisième trimestre de 2012, nos résultats tiennent compte de la reprise de provisions liées à des incertitudes fiscales de 128 millions de dollars et d'un revenu d'intérêt de 72 millions (53 millions après impôt) au titre du remboursement d'impôts payés, lequel découle du règlement de plusieurs questions fiscales avec l'ARC, ainsi que d'un ajustement favorable de 125 millions (92 millions après impôt) qui découlait d'un changement de méthode relatif au moment auquel les intérêts liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires sont comptabilisés, et d'une perte de 12 millions (11 millions après impôt) liée à l'acquisition de la participation résiduelle de 50 % dans RBC Dexia.

**Analyse des tendances**

La conjoncture économique au Canada et aux États-Unis a continué de s'améliorer légèrement, de façon générale, au cours de la période, en raison des faibles taux de chômage et de la solidité des activités sur les marchés de l'habitation. Les activités sur les marchés des capitaux des deux pays se sont améliorées depuis 2013, malgré la récente diminution des achats mensuels d'actifs effectués par la Réserve fédérale. Les inquiétudes liées à l'endettement d'États souverains en Europe ont entraîné des incertitudes sur les marchés financiers mondiaux en 2012, la volatilité enregistrée récemment découlant de l'instabilité politique et économique de certaines économies émergentes. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives.

Le bénéfice robuste enregistré a, de façon générale, affiché une tendance à la hausse. Cette tendance tient principalement à la solide croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et aux très bons résultats du secteur Marchés des Capitaux, particulièrement depuis le troisième trimestre de 2013. Les résultats du secteur Gestion de patrimoine au cours de la période s'expliquent par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle découle de l'appréciation du capital et des ventes nettes élevées, ainsi que par l'accroissement des volumes de transactions. Les résultats du secteur Assurances ont fluctué au cours de la période, situation qui tient essentiellement au calendrier des nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni, aux ajustements des provisions techniques et aux coûts liés aux sinistres. Une

charge défavorable découlant d'une nouvelle loi fiscale au Canada et dont il est fait mention ci-dessus s'est répercutée sur les résultats du secteur Assurances au quatrième trimestre de 2013. Les résultats du secteur Services aux investisseurs et trésorerie ont de façon générale affiché une tendance à la hausse, qui tient aux avantages que nous tirons de nos activités de gestion de l'efficacité et au rendement amélioré de ce secteur.

Les revenus ont de façon générale affiché une tendance à la hausse au cours de la période, en raison de la forte croissance des volumes d'activités du secteur Services bancaires canadiens, de la croissance du secteur Services à la grande entreprise et services de banque d'investissement, et de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. Notre acquisition d'Ally Canada s'est traduite par des revenus supplémentaires depuis le deuxième trimestre de 2013. Les revenus tirés des activités de négociation ont, de façon générale, fluctué au cours de la période, l'augmentation enregistrée au cours des trois derniers trimestres tenant en grande partie à l'accroissement des activités des clients et à l'amélioration des conditions du marché. Le revenu net d'intérêt a aussi affiché une tendance à la hausse au cours de la période, en raison principalement de la solide croissance des volumes d'activités du secteur Services bancaires canadiens, facteur neutralisé en partie par la compression des écarts découlant du maintien de faibles taux d'intérêt et par la concurrence au chapitre des taux. Depuis le premier trimestre de 2014, la dépréciation du dollar canadien a contribué à la hausse des revenus.

Malgré la croissance des prêts, la dotation à la provision pour pertes sur créances est demeurée relativement stable au cours de la période, situation qui reflète la grande qualité des actifs. Le secteur Gestion de patrimoine a comptabilisé des dotations ayant trait à quelques comptes au quatrième trimestre de 2013 et au premier trimestre de 2014.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles, qui reflètent les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi été touchés par la croissance des volumes liés à nos activités d'assurance, par les ajustements apportés aux provisions techniques et par la diminution générale des coûts liés aux sinistres. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance au quatrième trimestre de 2013 tiennent compte d'une charge découlant d'une nouvelle loi fiscale au Canada, dont il est fait mention ci-dessus.

Bien que nous continuions de prêter une attention soutenue à nos activités de gestion de l'efficacité, les frais autres que d'intérêt ont, de façon générale, affiché une tendance à la hausse au cours de la période, principalement en raison de la croissance des activités. Notre acquisition d'Ally Canada a également entraîné des coûts supplémentaires depuis le deuxième trimestre de 2013, et les résultats du premier trimestre de 2014 ont été touchés par la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque et par la provision concernant nos activités dans les Antilles dont il est fait mention ci-dessus. Depuis le début du premier trimestre de 2014, la dépréciation du dollar canadien a également contribué à l'augmentation.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, reflétant en grande partie une proportion variable du bénéfice présenté dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, et un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes). Divers ajustements fiscaux dont il est fait mention ci-dessus ont également influé sur notre taux d'imposition effectif.

## Résultats par secteur géographique (1)

Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les transactions sont principalement constatées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque lié aux variations négatives de la conjoncture économique et les occasions de croissance liées aux variations positives de cette conjoncture. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats financiers par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2014			le 31 janvier 2014			le 30 avril 2013			le 30 avril 2014			le 30 avril 2013		
	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays
<b>Total des revenus</b>	5 123	1 545	1 602	5 385	1 560	1 509	5 089	1 278	1 350	10 508	3 105	3 111	9 899	2 822	2 854
<b>Total du bénéfice net</b>	1 603	287	311	1 586	332	174	1 510	190	209	3 189	619	485	3 041	531	384

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails, se reporter à la note 29 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 93 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la croissance des volumes de la plupart des activités de services bancaires, la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est accru de 97 millions de dollars, ou 51 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement des résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe, qui découlent de l'accroissement des activités des clients et de l'amélioration des conditions du marché, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises. L'augmentation est aussi attribuable à la forte croissance des activités de prêts et des activités de fusion et d'acquisition. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des activités de syndication de prêts.

Le bénéfice net dans les autres pays a augmenté de 102 millions de dollars, ou 49 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par une charge de restructuration de 44 millions de dollars (31 millions après impôt) liée à l'intégration des Services aux investisseurs, qui concerne principalement nos activités en Europe.

### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 17 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens et de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine. La diminution des coûts nets liés aux sinistres au titre des polices du secteur Assurances – Canada a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de moins, facteur qui a touché principalement nos services bancaires.

Le bénéfice net aux États-Unis a diminué de 45 millions de dollars, ou 14 %, en raison principalement de la diminution des activités de syndication de prêts et des activités de fusion et d'acquisition, ainsi que de la hausse des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes du

secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un ajustement comptable favorable lié aux ajustements à la juste valeur de certains titres d'emprunt de RBC<sup>(2)</sup>, ainsi que par l'augmentation des activités de montage de prêts reflétant les importantes activités d'émission.

Le bénéfice net dans les autres pays a augmenté de 137 millions de dollars, ou 79 %, situation qui tient au fait que les résultats du trimestre précédent tenaient compte d'une perte de 60 millions (avant et après impôt) liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque, ainsi que d'une provision de 40 millions (32 millions après impôt) liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles. Les résultats à la hausse tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la comptabilisation dans le secteur Assurances, au trimestre précédent, du bénéfice tiré de deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni.

### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013 (résultats semestriels)

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 148 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la solide croissance des volumes de l'ensemble de nos activités de services bancaires et la prise en compte de notre acquisition d'Ally Canada. La hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts nets liés aux sinistres au titre des polices du secteur Assurances – Canada, ainsi que par l'accroissement des coûts en raison de la croissance des activités.

Le bénéfice net aux États-Unis a progressé de 88 millions de dollars, ou 17 %, en raison essentiellement des revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe découlant de l'accroissement des activités des clients et de l'amélioration des conditions du marché, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises. L'augmentation est aussi attribuable à la solide croissance des activités de prêts et à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des provisions pour litiges et des frais juridiques connexes.

Le bénéfice net dans les autres pays a augmenté de 101 millions de dollars, ou 26 %, en raison principalement de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et du bénéfice tiré de deux nouveaux contrats de réassurance de rentes au Royaume-Uni comptabilisé dans le secteur Assurances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la perte liée à la vente des activités de RBC en Jamaïque et par la provision liée à des avantages postérieurs à l'emploi et à des charges de restructuration concernant nos activités dans les Antilles, dont il est fait mention ci-dessus. De plus, les résultats de l'exercice précédent ont été touchés de façon défavorable par la charge de restructuration liée à l'intégration des Services aux investisseurs, qui touche principalement nos activités en Europe et dont il est fait mention ci-dessus, et ils ont été touchés de façon favorable par la cession de nos actions de la LME.

(2) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2014, nous avons adopté de manière prospective les dispositions sur le risque de crédit propre d'IFRS 9, *Instruments financiers*, et nous les avons appliquées avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2013. Les variations de la juste valeur de nos passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net qui sont attribuables aux modifications du risque de crédit sont maintenant comptabilisées au poste Autres éléments du résultat global. Pour plus de détails, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

## Situation financière

### Bilans résumés (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2014	31 janvier 2014	30 avril 2013
<b>Actif</b>			
Trésorerie et montants à recevoir de banques	15 879 \$	13 786 \$	14 311 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	5 210	8 245	6 966
Valeurs mobilières	191 481	189 494	176 321
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	133 981	140 669	124 644
Prêts			
Prêts de détail	324 142	322 518	311 594
Prêts de gros	99 177	95 089	86 974
Provision pour pertes sur prêts	(1 883)	(1 979)	(1 966)
Actif net des fonds distincts	593	542	438
Autres – Dérivés	72 633	79 475	93 693
– Autres	54 680	56 875	53 465
<b>Total de l'actif</b>	<b>895 893 \$</b>	<b>904 714 \$</b>	<b>866 440 \$</b>
<b>Passif</b>			
Dépôts	587 122 \$	590 423 \$	532 125 \$
Passif au titre des fonds distincts	593	542	438
Autres – Dérivés	73 206	80 702	97 665
– Autres	176 513	174 521	181 002
Débetures subordonnées	6 486	6 521	8 503
Passif au titre des actions privilégiées	490	490	–
<b>Total du passif</b>	<b>844 410</b>	<b>853 199</b>	<b>819 733</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>	<b>49 690</b>	<b>49 743</b>	<b>44 935</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	1 793	1 772	1 772
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>51 483</b>	<b>51 515</b>	<b>46 707</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>895 893 \$</b>	<b>904 714 \$</b>	<b>866 440 \$</b>

(1) Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens.

Notre bilan consolidé a été touché par la conversion des devises, laquelle a donné lieu à une augmentation du total de l'actif et du total du passif et des capitaux propres d'environ 32 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison de la dépréciation du dollar canadien, et à une réduction d'environ 9 milliards par rapport au dernier trimestre, en raison de l'appréciation du dollar canadien.

## Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le total de l'actif a augmenté de 29 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont diminué de 2 milliards de dollars, ou 25 %, en raison principalement de la réduction des dépôts à des banques centrales, facteur neutralisé en partie par l'incidence de la conversion des devises.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 15 milliards de dollars, ou 9 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement à l'augmentation des titres d'emprunt de sociétés qui reflète en grande partie nos mesures de gestion du risque de liquidité et de financement et la croissance des activités. L'augmentation est aussi attribuable à l'incidence de la conversion des devises et à l'augmentation des positions liées aux activités de négociation de titres de participation à l'appui des activités commerciales. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des créances d'entités gouvernementales.

Les biens achetés en vertu de conventions de revente et de titres empruntés ont progressé de 9 milliards de dollars, ou 7 %, résultat qui tient essentiellement à l'incidence de la conversion des devises.

Les prêts ont augmenté de 25 milliards de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la solide croissance des volumes de prêts hypothécaires résidentiels et de l'augmentation des prêts de gros découlant de la croissance des activités. L'augmentation est aussi attribuable à l'incidence de la conversion des devises.

Les actifs dérivés ont diminué de 21 milliards de dollars, ou 22 %, résultat qui s'explique en grande partie par la réduction de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt, facteur neutralisé en partie par la hausse de la juste valeur des positions liées aux swaps simultanés de taux et de devises.

Les autres actifs sont demeurés relativement inchangés par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient au fait que l'incidence de la conversion des devises et l'accroissement des engagements de clients en contrepartie d'acceptations ont été neutralisés par la réduction des exigences relatives aux garanties en espèces.

Le total du passif s'est accru de 25 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les dépôts ont augmenté de 55 milliards de dollars, ou 10 %, résultat qui tient essentiellement à l'accroissement des dépôts des entreprises et qui reflète en grande partie nos émissions d'obligations sécurisées, d'autres billets à terme fixe et de papier commercial aux fins du respect des exigences en matière de financement, ainsi que l'accroissement des activités des clients. L'augmentation est aussi attribuable à la demande visant nos comptes d'épargne et autres produits générant des rendements élevés offerts dans le cadre de nos services de détail, ainsi qu'à l'incidence de la conversion des devises.

Les passifs dérivés ont diminué de 24 milliards de dollars, ou 25 %, résultat qui est principalement attribuable à la diminution de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt, facteur neutralisé en partie par la hausse de la juste valeur des positions liées aux swaps simultanés de taux et de devises.

Les autres passifs ont diminué de 4 milliards de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète essentiellement la diminution des conventions de rachat et la réduction des exigences relatives aux garanties en espèces. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par l'incidence de la conversion des devises.

Le total des capitaux propres a augmenté de 5 milliards de dollars, ou 10 %, résultat qui reflète principalement la hausse des bénéfices non distribués, déduction faite des dividendes.

## Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014

Le total de l'actif a diminué de 9 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui est principalement attribuable à l'incidence de la conversion des devises et à la diminution des biens achetés en vertu de conventions de revente, laquelle découle en grande partie de la réduction des activités des clients. Ces facteurs ont été neutralisés par la croissance des prêts de gros découlant essentiellement de l'accroissement des activités des clients et de la croissance des activités, ainsi que par l'augmentation des positions liées aux activités de négociation de titres.

Le total du passif a diminué de 9 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à l'incidence de la conversion des devises. La diminution tient également à la réduction des dépôts des entreprises et des gouvernements et à la diminution des conventions de rachat découlant en grande partie de la baisse des activités des clients. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par l'augmentation des dépôts des particuliers, par la hausse des obligations liées à des titres vendus à découvert et par l'augmentation des exigences relatives aux garanties en espèces.

### Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas comptabilisées dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Ces transactions comprennent les transactions avec des entités structurées et peuvent aussi comprendre l'émission de garanties. Ces transactions entraînent divers risques tels que les risques de marché et de crédit et le risque de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque. Une analyse plus détaillée de ces types d'arrangements est présentée aux pages 48 à 51 de notre rapport annuel 2013.

Nous avons recours à des entités structurées pour titriser nos actifs financiers ainsi que pour aider nos clients à titriser leurs actifs financiers. Ces entités ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif; elles peuvent être inscrites ou non à nos bilans consolidés.

### Titrisation de nos actifs financiers

Nous procédons périodiquement à la titrisation de nos créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ainsi que de certificats de participation liés à des obligations, principalement afin de diversifier nos sources de financement, d'améliorer notre position de liquidité et aux fins du capital. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation.

La majorité de nos transactions de titrisation sont comptabilisées dans nos bilans consolidés. Nous titrisons nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une entité structurée consolidée, sur une base renouvelable. Nous titrisons des prêts hypothécaires résidentiels grevant des maisons individuelles et des immeubles d'habitation dans le cadre du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Programme des titres hypothécaires LNH), et ces prêts hypothécaires ne sont pas décomptabilisés dans nos bilans consolidés. Pour des détails sur nos transactions, se reporter aux notes 6 et 7 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

### Participations dans des entités structurées non consolidées

Nous nous livrons, dans le cours normal des activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités structurées, afin de soutenir les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Nous procédons notamment à la titrisation des actifs financiers des clients, et nous créons des produits d'investissement et d'autres types de financement structuré. Le tableau suivant fournit des renseignements sur les entités structurées dans lesquelles nous détenons des participations financières importantes, mais que nous n'avons pas consolidées.

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	30 avril 2014		31 janvier 2014		30 avril 2013	
	Total de l'actif	Risque maximal (1)	Total de l'actif	Risque maximal (1)	Total de l'actif	Risque maximal (1)
<b>Entités structurées non consolidées</b>						
Conduits multicédants (2)	32 246 \$	32 873 \$	32 434 \$	32 936 \$	28 647 \$	29 051 \$
Entités de financement structuré	4 446	1 618	4 149	1 371	4 650	1 567
Fonds de placement	1 934	1 717	1 860	1 686	1 528	1 287
Entités de titrisation de tiers	12 138	1 295	10 725	1 016	8 868	1 287
Autres	304	92	251	76	1 265	288
	<b>51 068 \$</b>	<b>37 595 \$</b>	<b>49 419 \$</b>	<b>37 085 \$</b>	<b>44 958 \$</b>	<b>33 480 \$</b>

(1) Le risque de perte maximal découlant des participations financières importantes détenues dans ces entités est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et de rehaussement de crédit, et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.

(2) Représente les conduits multicédants que nous gérons.

Nous pouvons avoir recours à des mesures d'atténuation du risque de crédit telles que des garanties offertes par des tiers, des swaps sur défaillance et des biens affectés en garantie, qui nous permettent d'atténuer les risques assumés dans le cadre des transactions de titrisation et de retitrisation. Le processus mis en œuvre pour surveiller la qualité du crédit liée à nos transactions de titrisation et de retitrisation nécessite, entre autres, l'examen des données concernant le rendement des actifs sous-jacents. Nous confirmons nos cotes chaque trimestre et nous confirmons officiellement ou attribuons une nouvelle cote sur une base annuelle. Pour plus de détails sur nos activités de gestion du risque, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Une tranche d'environ 74 % des actifs dans des entités structurées non consolidées dans lesquelles nous détenons des participations financières importantes est assortie d'une note supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, comparativement à 76 % au trimestre précédent et à 79 % à l'exercice précédent. La diminution par rapport aux périodes précédentes tient principalement à l'achat, au premier trimestre, d'obligations émises par une entité de titrisation de tiers et au financement, ce trimestre, d'une nouvelle entité structurée qui émet des titres garantis par des prêts à terme. Dans le cas des conduits multicédants, 100 % des actifs sont assortis d'une note supérieure ou égale à A attribuée sur une base interne, comparativement à 99 % au trimestre précédent et à l'exercice précédent. Toutes les transactions financées par les conduits multicédants non consolidés sont assorties d'une note attribuée sur une base interne au moyen d'un système qui est, dans l'ensemble, conforme aux systèmes utilisés par les agences de notation externes.

Les actifs dans les entités ad hoc non consolidées au 30 avril 2014 ont différentes dates d'échéance, et leur durée de vie moyenne pondérée restante prévue est d'environ 3,8 ans.

#### Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Au 30 avril 2014, la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons à ces conduits a diminué de 190 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, et a augmenté de 3,7 milliards, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent. Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons ont diminué de 36 millions de dollars par rapport au trimestre précédent et ont augmenté de 368 millions par rapport à l'exercice précédent. Les augmentations par rapport à l'exercice précédent tiennent principalement à l'augmentation des actifs titrisés en cours des conduits multicédants visant à soutenir les besoins de nos clients en matière de titrisation. Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités a diminué de 68 millions de dollars par rapport au trimestre précédent et de 379 millions par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison des remboursements de capital.

Notre risque global a diminué légèrement par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique principalement par les écarts de change, et il a augmenté de 3,8 milliards, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète la croissance des activités. De ce fait, le total de l'actif des conduits multicédants a diminué de 188 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, et il a augmenté de 3,6 milliards, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent a trait principalement aux catégories d'actifs Prêts sur cartes de crédit, Prêts aux étudiants, Financement des stocks de concessionnaires et Financement au secteur des transports.

Au 30 avril 2014, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'est élevé à 20 milliards de dollars, en baisse de 475 millions, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent et en hausse de 4,4 milliards, ou 29 %, par rapport à l'exercice précédent. La diminution du PCAA émis par les conduits multicédants par rapport au trimestre précédent reflète principalement les écarts de change. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent tient en grande partie à l'augmentation des actifs titrisés en cours des conduits multicédants et au plus grand recours au papier commercial par les clients. Une tranche de 73 % de l'ensemble de ce PCAA a obtenu une notation parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation qui évaluent le PCAA, et la tranche restante du papier commercial a obtenu une notation se situant dans la deuxième catégorie en importance prévue par ces agences de notation, comparativement à 73 % au trimestre précédent et à 77 % à l'exercice précédent.

Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. La juste valeur de nos placements au 30 avril 2014 s'élevait à 107 millions de dollars (4 millions au 31 janvier 2014; 80 millions au 30 avril 2013). La variation de nos placements reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

#### Entités de financement structuré

Nous investissons dans des titres à enchères de fiducies qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Au 30 avril 2014, le total des actifs des fiducies de titres à enchères non consolidées dans lesquelles nous avons des placements importants s'établissait à 2,9 milliards de dollars (2,9 milliards au 31 janvier 2014; 3,3 milliards au 30 avril 2013). Le risque de perte maximal, qui représente notre placement dans ces fiducies de titres à enchères figurant au bilan, s'élevait à 717 millions de dollars au 30 avril 2014 (728 millions au 31 janvier 2014; 819 millions au 30 avril 2013). La diminution du risque de perte maximal par rapport aux périodes précédentes a trait à des rachats et à des écarts de change. Au 30 avril 2014, environ 89 % de ces placements présentaient une note AA ou supérieure, selon les notations publiées par Standard & Poor's.



Nous fournissons également des facilités de liquidités à certains programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des obligations municipales dans lesquels nous détenons des participations importantes mais que nous ne consolidons pas. Au 30 avril 2014, le total de l'actif de ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales et non consolidées se chiffrait à 1,1 milliard de dollars (1,0 milliard au 31 janvier 2014; 1,2 milliard au 30 avril 2013), et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés était de 641 millions (627 millions au 31 janvier 2014; 695 millions au 30 avril 2013).

Au cours du trimestre, nous avons fourni du financement sur stocks de premier rang à une entité structurée non liée, dont le but est l'acquisition de prêts et l'émission de titres garantis par des prêts à terme. Le produit de cette émission servira à rembourser le financement sur stocks de premier rang. Le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés s'élève à 247 millions de dollars, soit le montant de l'encours du financement sur stocks de premier rang au 30 avril 2014.

#### *Fonds de placement*

En contrepartie de commissions, nous concluons des dérivés sur actions avec des tiers, y compris des fonds communs de placement, des sociétés de placement de parts et d'autres fonds de placement. Ces dérivés offrent aux investisseurs de ces entités le degré de risque qu'ils souhaitent relativement aux fonds référencés, et nous couvrons économiquement notre risque lié à ces produits dérivés en investissant dans ces fonds référencés, lesquels sont également gérés par des tiers. Notre risque maximal au 30 avril 2014, qui vise principalement nos placements dans les fonds référencés, s'établissait à 1,1 milliard de dollars (1,0 milliard au 31 janvier 2014; 865 millions au 30 avril 2013). Le total de l'actif détenu dans des fonds référencés non consolidés, au 30 avril 2014, s'élevait à 1,3 milliard de dollars (1,2 milliard au 31 janvier 2014; 1,1 milliard au 30 avril 2013).

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certains fonds de placement de tiers. Les fonds émettent des actions privilégiées à taux variable non garanties et ils investissent dans des portefeuilles d'obligations municipales exonérées d'impôt. Au 30 avril 2014, le total de l'actif de ces fonds s'élevait à 613 millions de dollars (623 millions au 31 janvier 2014; 415 millions au 30 avril 2013) et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés, qui reflète nos engagements inutilisés relatifs aux liquidités, s'élevait à 624 millions (634 millions au 31 janvier 2014; 422 millions au 30 avril 2013). La diminution du total de l'actif et du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent a trait en grande partie à des écarts de change. L'augmentation du total de l'actif et du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport à l'exercice précédent a trait principalement à des écarts de taux de change et à de nouveaux engagements conclus à l'exercice précédent, respectivement.

#### *Entités de titrisation de tiers*

Nous détenons des participations importantes dans certaines structures de titrisation mises en place par des tiers non consolidées, qui constituent des entités structurées. Tout comme d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes sur créances à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Au 30 avril 2014, le total de l'actif de ces entités s'élevait à 6,1 milliards de dollars (5,6 milliards au 31 janvier 2014; 4,4 milliards au 30 avril 2013), et le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces entités était de 1,0 milliard (833 millions au 31 janvier 2014; 987 millions au 30 avril 2013). L'augmentation du total de l'actif et du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés par rapport au trimestre précédent reflète principalement les actifs titrisés supplémentaires financés par nous et par d'autres investisseurs dans une entité. Les augmentations par rapport à l'exercice précédent tiennent aux écarts de change ainsi qu'aux actifs titrisés supplémentaires financés, facteurs neutralisés en partie par le remboursement intégral d'un engagement et par l'amortissement de plusieurs autres engagements.

Nous investissons également dans des titres émis par des entités structurées non consolidées mises en place par des tiers, y compris des entités dont le gouvernement est le promoteur, dans le cadre de nos activités de négociation. Ces placements ne sont assortis d'aucun engagement de financement; par conséquent, le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés se limite à notre placement. Au 30 avril 2014, le total de l'actif des entités ad hoc dans lesquelles nous avons des placements importants s'élevait à 6 milliards de dollars (5,2 milliards au 31 janvier 2014; 4,4 milliards au 30 avril 2013). Le risque de perte maximal auquel nous sommes exposés relativement à ces entités s'élevait à 267 millions de dollars (183 millions au 31 janvier 2014; 300 millions au 30 avril 2013). La variation des montants présentés relativement à ces entités reflète des niveaux normaux d'activités de négociation, ainsi que la mesure dans laquelle nos placements dans certaines entités est importante à la fin de la période de présentation de l'information financière.

#### **Garanties, engagements envers la clientèle de détail et engagements commerciaux**

Nous fournissons des garanties et des engagements à nos clients, qui nous exposent aux risques de liquidité et de financement. Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties et à nos engagements s'est établi à 244 milliards de dollars au 30 avril 2014, comparativement à 244 milliards au trimestre précédent et à 215 milliards à l'exercice précédent. L'augmentation par rapport à l'exercice précédent tient principalement à l'augmentation des autres engagements de crédit et des facilités de garantie de liquidités découlant de la croissance des activités, ainsi qu'à l'incidence de la conversion des devises. Pour plus de détails sur nos garanties et sur nos engagements, se reporter à la rubrique Gestion des liquidités et du financement et à la note 26 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

## Gestion du risque

## Risque de crédit

## Risque de crédit par portefeuille et par secteur, montant brut

(en millions de dollars canadiens)	Au							31 janvier 2014	31 octobre 2013	
	30 avril 2014						Risque total (3)			Risque total (3)
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation						
	Prêts et acceptations		Autres (1)	Mise en pension de titres	Dérivés (2)	Risque total (3)				
En cours	Engagements inutilisés									
Prêts hypothécaires résidentiels	211 255 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	211 255 \$	210 246 \$	209 238 \$		
Prêts aux particuliers	94 171	81 573	–	–	–	175 744	172 858	170 354		
Prêts sur cartes de crédit	14 185	19 022	–	–	–	33 207	34 277	34 489		
Prêts aux petites entreprises (4)	4 531	4 342	–	–	–	8 873	8 650	8 472		
<b>Prêts de détail</b>	<b>324 142 \$</b>	<b>104 937 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>429 079 \$</b>	<b>426 031 \$</b>	<b>422 553 \$</b>		
Prêts aux entreprises (4)										
Exploitations agricoles	5 599 \$	667 \$	32 \$	– \$	44 \$	6 342 \$	6 433 \$	6 152 \$		
Industrie automobile	6 768	4 066	308	–	586	11 728	11 206	10 475		
Biens de consommation	7 337	4 585	508	–	224	12 654	12 516	12 667		
Énergie	9 922	20 866	3 555	–	2 326	36 669	35 430	33 936		
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	5 341	9 224	13 499	145 202	19 319	192 585	202 363	179 464		
Industrie forestière	1 114	352	108	–	12	1 586	1 517	1 446		
Produits industriels	4 329	4 706	380	–	279	9 694	8 628	8 344		
Mines et métaux	957	2 737	776	–	132	4 602	4 831	4 687		
Secteur immobilier et secteurs connexes	27 273	6 387	1 666	19	329	35 674	33 835	31 663		
Technologie et médias	4 813	8 298	447	3	752	14 313	13 416	12 012		
Transport et environnement	5 662	3 306	1 545	–	419	10 932	10 654	10 763		
Autres	25 255	10 639	7 387	2 775	12 200	58 256	60 776	58 543		
Organismes souverains (4)	4 294	5 764	38 787	28 581	9 690	87 116	89 833	80 224		
Banques (4)	1 424	264	72 607	106 558	21 866	202 719	203 706	177 793		
<b>Prêts de gros</b>	<b>110 088 \$</b>	<b>81 861 \$</b>	<b>141 605 \$</b>	<b>283 138 \$</b>	<b>68 178 \$</b>	<b>684 870 \$</b>	<b>695 144 \$</b>	<b>628 169 \$</b>		
<b>Risque total</b>	<b>434 230 \$</b>	<b>186 798 \$</b>	<b>141 605 \$</b>	<b>283 138 \$</b>	<b>68 178 \$</b>	<b>1 113 949 \$</b>	<b>1 121 175 \$</b>	<b>1 050 722 \$</b>		

(1) Tient compte des passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, les titres d'emprunt disponibles à la vente et les dépôts auprès d'institutions financières.

(2) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des conventions-cadres de compensation.

(3) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle III sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit sur valeur nette sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(4) Se reporter à la note 5 de nos états financiers consolidés annuels de 2013 pour obtenir la définition de ces termes.

## Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014

Le risque de crédit brut total auquel nous sommes exposés a diminué de 7 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la baisse enregistrée relativement aux prêts de gros. Les risques liés aux prêts de détail ont augmenté de 3 milliards de dollars, ou 1 %, résultat qui s'explique en grande partie par l'augmentation du risque lié aux prêts aux particuliers auquel nous sommes exposés au Canada et par la croissance continue des volumes de prêts hypothécaires résidentiels au Canada. Le risque de crédit lié aux prêts de gros a diminué de 10 milliards de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la réduction des biens achetés en vertu de conventions de revente découlant en grande partie du ralentissement des activités des clients. Ce facteur a été contrebalancé en partie par la croissance des prêts et acceptations en cours et des lettres de crédit et garanties, stimulée essentiellement par la croissance des activités. Le taux d'utilisation des prêts de gros s'est établi à 38 %, soit un taux légèrement supérieur à celui de 37 % au trimestre précédent.

## Risque de crédit brut par région (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au							31 janvier 2014	31 octobre 2013	
	30 avril 2014						Risque total			Risque total
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation						
	Prêts et acceptations		Autres	Mise en pension de titres	Dérivés	Risque total				
En cours	Engagements inutilisés									
Canada	379 117 \$	132 218 \$	59 829 \$	61 975 \$	20 012 \$	653 151 \$	654 903 \$	640 407 \$		
États-Unis	27 426	39 894	18 713	139 553	11 528	237 114	239 928	211 932		
Europe	13 640	11 845	44 131	60 505	32 457	162 578	163 573	143 925		
Autres pays	14 047	2 841	18 932	21 105	4 181	61 106	62 771	54 458		
<b>Risque total</b>	<b>434 230 \$</b>	<b>186 798 \$</b>	<b>141 605 \$</b>	<b>283 138 \$</b>	<b>68 178 \$</b>	<b>1 113 949 \$</b>	<b>1 121 175 \$</b>	<b>1 050 722 \$</b>		

(1) Le profil géographique est basé sur le pays de résidence de l'emprunteur.

**Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014**

La composition géographique du risque de crédit brut auquel nous sommes exposés n'a pas varié de façon importante par rapport au trimestre précédent au Canada, aux États-Unis, en Europe et dans les autres pays, et elle s'est établie à 59 %, à 21 %, à 15 % et à 5 %, respectivement, à la fin du trimestre.

**Risque lié à l'Europe**

(en millions de dollars canadiens)	Au							31 janvier 2014	31 octobre 2013
	30 avril 2014		Valeurs mobilières (2)	Lettres de crédit et garanties	Mise en pension de titres	Dérivés	Risque total lié à l'Europe		
	Prêts et acceptations	Engagements inutilisés (1)						Autres	
	En cours							Risque total lié à l'Europe	Risque total lié à l'Europe
<b>Risque brut lié à l'Europe</b>	<b>13 640 \$</b>	<b>11 845 \$</b>	<b>22 463 \$</b>	<b>21 668 \$</b>	<b>60 505 \$</b>	<b>32 457 \$</b>	<b>162 578 \$</b>	<b>163 573 \$</b>	<b>143 925 \$</b>
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres	-	-	-	-	58 705	-	58 705	66 774	54 416
Montant additionnel au titre du risque de crédit éventuel	-	-	-	-	-	21 555	21 555	20 021	18 827
Engagements inutilisés	-	11 845	-	21 668	-	-	33 513	30 388	27 719
<b>Risque de crédit brut lié à l'Europe – en cours</b>	<b>13 640 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>22 463 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>1 800 \$</b>	<b>10 902 \$</b>	<b>48 805 \$</b>	<b>46 390 \$</b>	<b>42 963 \$</b>
Moins : Biens donnés en garantie à l'égard des dérivés	-	-	-	-	-	7 890	7 890	7 385	6 306
Ajouter : Titres détenus à des fins de transaction	-	-	16 542	-	-	-	16 542	17 193	13 816
<b>Risque net lié à l'Europe (3)</b>	<b>13 640 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>39 005 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>1 800 \$</b>	<b>3 012 \$</b>	<b>57 457 \$</b>	<b>56 198 \$</b>	<b>50 473 \$</b>

(1) Se compose d'engagements inutilisés de 8,8 milliards de dollars à des entreprises, de 2 milliards à des institutions financières et de 1 milliard à des organismes souverains. En ce qui concerne les pays, le risque se compose d'engagements inutilisés de 4,5 milliards de dollars au Royaume-Uni, de 2,5 milliards en France, de 2,1 milliards en Allemagne, de 425 millions en Irlande et de 345 millions en Espagne, la tranche résiduelle de 2 milliards ayant trait aux autres pays européens. Plus de 88 % des engagements inutilisés ont trait à des entités jouissant d'une notation de première qualité.

(2) Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 16,5 milliards de dollars (17,2 milliards au 31 janvier 2014), des dépôts de 13,4 milliards (13 milliards au 31 janvier 2014) et des titres disponibles à la vente de 9,1 milliards (8,4 milliards au 31 janvier 2014).

(3) Exclut un risque de 1,3 milliard de dollars (1,6 milliard au 31 janvier 2014) lié aux organismes supranationaux et un risque de 2,6 milliards (2,6 milliards au 31 janvier 2014) lié aux produits de réassurance crédit.

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est calculé en fonction des définitions présentées dans l'accord de Bâle III. En vertu de cette méthode, le risque est calculé compte non tenu de tout bien donné en garantie, mais compte tenu d'une estimation des variations futures possibles de ce risque de crédit. Conformément à cette définition, le total du risque de crédit lié à l'Europe auquel nous sommes exposés se chiffrait à 163 milliards de dollars au 30 avril 2014. Le risque de crédit brut lié à l'Europe en cours se chiffrait à 49 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres de 59 milliards, des lettres de crédit et garanties et des engagements inutilisés relatifs aux prêts de 34 milliards, ainsi que du montant de 22 milliards lié au risque de crédit éventuel au titre des dérivés. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe se chiffrait à 57 milliards de dollars, compte tenu des biens donnés en garantie, principalement des liquidités, de 8 milliards au titre des dérivés et de l'ajout de titres détenus à des fins de transaction de 16 milliards détenus dans notre portefeuille de négociation. Le risque net auquel nous sommes exposés en Europe reflète aussi une tranche de 0,2 milliard de dollars de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché.

**Risque net lié à l'Europe, par pays (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Au						31 janvier 2014	31 octobre 2013
	30 avril 2014					Total		
	Prêts en cours	Valeurs mobilières	Mise en pension de titres	Dérivés	Total		Total	Total
Royaume-Uni	8 606 \$	10 476 \$	1 519 \$	890 \$	21 491 \$	21 090 \$	17 515 \$	
Allemagne	378	7 845	91	712	9 026	8 350	8 270	
France	625	3 406	42	291	4 364	4 436	3 856	
<b>Total – R.-U., Allemagne et France</b>	<b>9 609 \$</b>	<b>21 727 \$</b>	<b>1 652 \$</b>	<b>1 893 \$</b>	<b>34 881 \$</b>	<b>33 876 \$</b>	<b>29 641 \$</b>	
Grèce	– \$	4 \$	– \$	– \$	4 \$	1 \$	– \$	
Irlande	400	79	26	93	598	202	174	
Italie	88	135	–	23	246	266	325	
Portugal	5	7	–	6	18	7	6	
Espagne	486	207	–	3	696	570	491	
<b>Total – pays périphériques (2)</b>	<b>979 \$</b>	<b>432 \$</b>	<b>26 \$</b>	<b>125 \$</b>	<b>1 562 \$</b>	<b>1 046 \$</b>	<b>996 \$</b>	
Luxembourg	487 \$	3 779 \$	– \$	80 \$	4 346 \$	5 457 \$	5 666 \$	
Pays-Bas	852	2 817	–	523	4 192	3 398	2 861	
Norvège	371	2 555	–	64	2 990	3 005	2 925	
Suède	–	3 117	52	16	3 185	3 413	2 831	
Suisse	531	3 281	69	103	3 984	3 539	3 094	
Autres	811	1 297	1	208	2 317	2 464	2 459	
<b>Total – autres pays d'Europe</b>	<b>3 052 \$</b>	<b>16 846 \$</b>	<b>122 \$</b>	<b>994 \$</b>	<b>21 014 \$</b>	<b>21 276 \$</b>	<b>19 836 \$</b>	
<b>Total du risque lié à l'Europe</b>	<b>13 640 \$</b>	<b>39 005 \$</b>	<b>1 800 \$</b>	<b>3 012 \$</b>	<b>57 457 \$</b>	<b>56 198 \$</b>	<b>50 473 \$</b>	

(1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Le risque de crédit brut lié aux pays périphériques de l'Europe est de néant pour la Grèce (néant au 31 janvier 2014), de 2,7 milliards de dollars pour l'Irlande (1,1 milliard au 31 janvier 2014), de 0,2 milliard pour l'Italie (0,3 milliard au 31 janvier 2014), de 0,1 milliard pour le Portugal (0,1 milliard au 31 janvier 2014) et de 1,1 milliard pour l'Espagne (1,3 milliard au 31 janvier 2014).

**Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014**

Le risque de crédit net lié à l'Europe a augmenté de 1 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent pour atteindre 57 milliards.

L'augmentation du risque lié aux Pays-Bas, à l'Allemagne, à la Suisse et au Royaume-Uni a été contrebalancée en partie par la diminution du risque lié au Luxembourg. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux pays périphériques de l'Europe, y compris la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, est demeuré faible, et le risque de crédit total s'élevait à 1,6 milliard de dollars au 30 avril 2014. Ce risque a augmenté de 0,5 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent, en grande partie en raison d'un accroissement du risque lié à l'Irlande.

Le risque auquel nous sommes exposés concerne principalement les titres de première qualité. Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux plus grands pays européens, y compris le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, a trait principalement à nos secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine et aux services aux investisseurs; il concerne particulièrement les titres à revenu fixe, les services de trésorerie, les dérivés et les prêts aux grandes entreprises et aux particuliers. Dans le cadre de ces activités, qui sont essentiellement axées sur la clientèle, nous effectuons des transactions avec divers particuliers, institutions financières et grandes entreprises européennes. Nous menons également des activités de courtier principal au Royaume-Uni, dans le cadre desquelles nous participons aux séances d'adjudication de titres d'emprunt gouvernementaux, et nous exerçons des activités de tenue de marché et fournissons des liquidités à nos clients. Les risques auxquels nous sommes exposés relativement aux autres pays européens sont principalement liés aux valeurs mobilières, qui comprennent les titres détenus à des fins de transaction, les dépôts et les titres disponibles à la vente.

Les titres détenus à des fins de transaction sont liés à nos activités de tenue de marché pour nos clients et à nos besoins en matière de gestion des liquidités et du financement. Tous nos titres détenus à des fins de transaction sont évalués à la valeur de marché sur une base quotidienne. Les dépôts comprenaient principalement les dépôts auprès de banques centrales ou d'institutions financières, et comprennent aussi les dépôts relatifs à notre secteur Gestion de patrimoine dans les îles Anglo-Normandes. Les titres disponibles à la vente se composent principalement de créances d'entités gouvernementales de pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques et de titres d'emprunt de sociétés. Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de commissions de prise ferme appliquées à ce portefeuille de prêts revêtent la même approche que celle adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. Nous n'avons pas comptabilisé de dotation à la provision pour pertes sur créances au titre de ce portefeuille ce trimestre, comparativement à une reprise de provision pour pertes sur créances de 1 million de dollars au trimestre précédent. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts s'est établi à 0,18 %, en légère baisse comparativement à 0,19 % au trimestre précédent.

**Risque net lié à l'Europe par type de client**

(en millions de dollars canadiens)	Au												31 janvier 2014	31 octobre 2013
	30 avril 2014										Total – Europe			
	R.-U.	Allemagne	France	Total – R.-U., Allemagne et France	Grèce	Irlande	Italie	Portugal	Espagne	Total – pays périphériques		Autres pays d'Europe	Total – Europe	Total – Europe
Institutions financières	5 832 \$	6 574 \$	1 607 \$	14 013 \$	–	122 \$	100 \$	8 \$	159 \$	389 \$	12 470 \$	26 872 \$	26 679 \$	21 593 \$
Organismes souverains	7 370	1 670	1 707	10 747	–	17	1	–	19	37	5 109	15 893	16 258	16 205
Grandes entreprises	8 289	782	1 050	10 121	4	459	145	10	518	1 136	3 435	14 692	13 261	12 675
<b>Total</b>	<b>21 491 \$</b>	<b>9 026 \$</b>	<b>4 364 \$</b>	<b>34 881 \$</b>	<b>4 \$</b>	<b>598 \$</b>	<b>246 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>696 \$</b>	<b>1 562 \$</b>	<b>21 014 \$</b>	<b>57 457 \$</b>	<b>56 198 \$</b>	<b>50 473 \$</b>

**Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014**

Le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux grandes entreprises concerne principalement le Royaume-Uni et l'Irlande, tandis que le risque net auquel nous sommes exposés relativement aux institutions financières et aux organismes souverains est demeuré relativement stable.

## Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette

## Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Le tableau suivant présente la répartition par région géographique :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2014					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)			Marges de crédit sur valeur nette		
	Assurés (2)		Non assurés		Total	Total
<b>Secteur géographique (3)</b>						
<b>Canada</b>						
Provinces de l'Atlantique	6 241 \$	56 %	4 912 \$	44 %	11 153 \$	2 028 \$
Québec	12 764	51	12 199	49	24 963	4 090
Ontario	35 501	42	48 532	58	84 033	16 833
Provinces des Prairies	24 831	53	21 613	47	46 444	10 336
Colombie-Britannique et territoires	15 713	39	25 059	61	40 772	9 932
<b>Total – Canada (5)</b>	<b>95 050 \$</b>	<b>46 %</b>	<b>112 315 \$</b>	<b>54 %</b>	<b>207 365 \$</b>	<b>43 219 \$</b>
États-Unis	5	1	440	99	445	286
Autres pays	11	–	2 863	100	2 874	2 638
<b>Total – autres pays</b>	<b>16 \$</b>	<b>– %</b>	<b>3 303 \$</b>	<b>100 %</b>	<b>3 319 \$</b>	<b>2 924 \$</b>
<b>Total</b>	<b>95 066 \$</b>	<b>45 %</b>	<b>115 618 \$</b>	<b>55 %</b>	<b>210 684 \$</b>	<b>46 143 \$</b>
<b>Total – 31 janvier 2014</b>	<b>96 087 \$</b>	<b>46 %</b>	<b>113 472 \$</b>	<b>54 %</b>	<b>209 559 \$</b>	<b>45 955 \$</b>

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2013					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)			Marges de crédit sur valeur nette		
	Assurés (2)		Non assurés		Total	Total
<b>Secteur géographique (3)</b>						
<b>Canada</b>						
Provinces de l'Atlantique (4)	6 166 \$	58 %	4 537 \$	42 %	10 703 \$	1 954 \$
Québec (4)	11 993	52	11 110	48	23 103	3 976
Ontario (4)	34 921	44	44 827	56	79 748	16 690
Provinces des Prairies (4)	23 499	54	20 182	46	43 681	10 598
Colombie-Britannique et territoires (4)	15 419	39	24 309	61	39 728	10 251
<b>Total – Canada</b>	<b>91 998 \$</b>	<b>47 %</b>	<b>104 965 \$</b>	<b>53 %</b>	<b>196 963 \$</b>	<b>43 469 \$</b>
États-Unis	5	2	312	98	317	232
Autres pays	11	–	2 557	100	2 568	1 677
<b>Total – autres pays</b>	<b>16 \$</b>	<b>1 %</b>	<b>2 869 \$</b>	<b>99 %</b>	<b>2 885 \$</b>	<b>1 909 \$</b>
<b>Total</b>	<b>92 014 \$</b>	<b>46 %</b>	<b>107 834 \$</b>	<b>54 %</b>	<b>199 848 \$</b>	<b>45 378 \$</b>

- (1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent nos titres adossés à des créances hypothécaires de tiers de 571 millions de dollars (687 millions au 31 janvier 2014; 1 290 millions au 30 avril 2013).
- (2) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaut auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (3) Se reporter à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2013 pour la définition de ces secteurs géographiques.
- (4) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2013, les montants comparatifs ont été révisés par rapport aux résultats présentés précédemment.
- (5) Le solde total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 207 milliards de dollars comprend des prêts hypothécaires résidentiels de 185 milliards et des prêts hypothécaires commerciaux de 5 milliards, dont une tranche de 3,6 milliards est garantie, dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels titrisés de 17 milliards dans le secteur Marchés des Capitaux.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et elles sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 30 avril 2014, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens représentaient une tranche de 43 milliards de dollars (43 milliards au 31 janvier 2014) de ce portefeuille. Environ 97 % de ces marges de crédit (97 % au 31 janvier 2014) sont garanties par le biais d'un privilège de premier rang grevant la propriété, et une tranche de moins de 8 % (8 % au 31 janvier 2014) des clients qui utilisent une marge de crédit sur valeur nette acquittent uniquement les paiements d'intérêt prévus.

**Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement**

Le tableau suivant présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents :

Période d'amortissement	Au					
	30 avril 2014			31 janvier 2014		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	70 %	92 %	70 %	69 %	91 %	69 %
Plus de 25 à 30 ans	22	8	22	22	9	22
Plus de 30 à 35 ans	7	–	7	8	–	8
Plus de 35 ans	1	–	1	1	–	1
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

**Ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio**

Le tableau suivant présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique :

Secteur géographique (3)	Pour les trimestres clos				Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2014		le 31 janvier 2014		le 30 avril 2014	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)
Provinces de l'Atlantique	73 %	75 %	74 %	74 %	73 %	75 %
Québec	71	73	71	72	71	72
Ontario	71	71	71	70	71	70
Provinces des Prairies	73	73	73	73	73	73
Colombie-Britannique et territoires	68	67	67	66	68	66
États-Unis	71	n.s.	70	n.s.	71	n.s.
Autres pays	85	n.s.	85	n.s.	85	n.s.
<b>Moyenne (4), (5)</b>	<b>71 %</b>	<b>71 %</b>	<b>71 %</b>	<b>70 %</b>	<b>71 %</b>	<b>71 %</b>

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Se reporter à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel 2013 pour la définition de ces secteurs géographiques.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors du montage.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio, divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

n.s. non significatif

Bien que le tableau ci-dessus présente les ratios prêt-valeur concernant les prêts montés au cours du trimestre considéré, le ratio prêt-valeur des soldes en cours des prêts hypothécaires résidentiels non assurés de l'ensemble du secteur Services bancaires canadiens, y compris les produits de la gamme Marge Proprio, s'est établi à 56 % au 30 avril 2014 (56 % au 31 janvier 2014). Ce calcul est pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'Indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

Nous avons recours à une approche fondée sur le risque pour évaluer les propriétés. Nos méthodes d'évaluation des propriétés comprennent des modèles d'évaluation automatisés et des estimations. Les modèles d'évaluation automatisés servent à estimer la valeur d'une propriété en fonction des données du marché, y compris les ventes de propriétés comparables et les tendances au chapitre des prix dans la zone statistique métropolitaine où se trouve la propriété évaluée. Nous avons également recours, dans le cadre d'une approche fondée sur le risque, à des méthodes d'évaluation, y compris des estimations à partir d'un véhicule et des estimations complètes sur place.

Nous continuons de gérer activement l'intégralité de notre portefeuille de prêts hypothécaires et effectuons des simulations de crise fondées sur une hausse du taux de chômage, conjuguée à des hausses de taux d'intérêt et à un ralentissement des marchés immobiliers. Ces simulations démontrent que la grande majorité des clients auxquels nous avons consenti un prêt hypothécaire résidentiel ou un produit de la gamme Marge Proprio sont en mesure de continuer à effectuer des paiements si un choc se répercute sur l'un des paramètres mentionnés ci-dessus.

## Rendement au chapitre de la qualité du crédit

## Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2014	le 31 janvier 2014	le 30 avril 2013	le 30 avril 2014	le 30 avril 2013
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	231 \$	274 \$	253 \$	505 \$	494 \$
Gestion de patrimoine	–	19	(1)	19	(1)
Marchés des Capitaux	13	(2)	40	11	149
Services aux investisseurs et trésorerie	–	–	–	–	–
Services de soutien généraux et autres (1)	–	1	(5)	1	(6)
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	<b>244 \$</b>	<b>292 \$</b>	<b>287 \$</b>	<b>536 \$</b>	<b>636 \$</b>
Canada (2)					
Prêts hypothécaires résidentiels	5 \$	8 \$	7 \$	13 \$	11 \$
Prêts aux particuliers	86	117	93	203	186
Prêts sur cartes de crédit	89	83	90	172	178
Prêts aux petites entreprises	11	14	8	25	16
Prêts de détail	191	222	198	413	391
Prêts de gros	24	34	56	58	70
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	215	256	254	471	461
États-Unis (2)					
Prêts de détail	– \$	– \$	(1)\$	– \$	1 \$
Prêts de gros	2	1	19	3	18
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	2	1	18	3	19
Autres pays (2)					
Prêts de détail	10 \$	29 \$	9 \$	39 \$	26 \$
Prêts de gros	17	6	6	23	130
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	27	35	15	62	156
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	<b>244 \$</b>	<b>292 \$</b>	<b>287 \$</b>	<b>536 \$</b>	<b>636 \$</b>
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances (3)					
Total du ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances	0,23 %	0,27 %	0,29 %	0,25 %	0,32 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,27	0,31	0,31	0,29	0,30
Services bancaires canadiens	0,25	0,30	0,29	0,27	0,28
Services bancaires dans les Antilles	1,60	0,89	1,14	1,23	1,34
Gestion de patrimoine	0,00	0,52	(0,02)	0,26	(0,01)
Marchés des Capitaux	0,08	(0,01)	0,31	0,04	0,56

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux et autres se compose principalement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts qui n'ont pas encore été classés à titre de prêts douteux. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2013.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(3) Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

## Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 43 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 23 points de base, en baisse de 6 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 22 millions de dollars, ou 9 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 4 points de base, résultats qui découlent principalement de la baisse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux au Canada, facteur neutralisé en partie par la hausse des dotations liées à nos portefeuilles dans les Antilles à l'égard de quelques comptes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a diminué de 27 millions de dollars, et elle comprenait principalement une dotation à l'égard d'un seul compte dans le secteur Technologie et médias, comparativement à des dotations à l'égard de deux comptes à l'exercice précédent, également dans le secteur Technologie et médias.

## Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 48 millions de dollars, ou 16 %, par rapport au trimestre précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 23 points de base, en baisse de 4 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 43 millions de dollars, ou 16 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 4 points de base, résultats qui découlent principalement de la baisse des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux, facteur neutralisé en partie par la hausse des dotations liées à nos portefeuilles dans les Antilles à l'égard de quelques comptes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine a diminué de 19 millions de dollars, car les résultats du trimestre précédent tenaient compte de dotations à l'égard de quelques comptes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux s'est établie à 13 millions de dollars, reflétant essentiellement une dotation à l'égard d'un seul compte dont il est fait mention ci-dessus, comparativement à une reprise de provision pour pertes sur créances de 2 millions au trimestre précédent.

**Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013 (résultats semestriels)**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 100 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 25 points de base, en baisse de 7 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 11 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui découle principalement de la hausse des dotations liées à notre portefeuille de prêts aux particuliers, facteur neutralisé en partie par la diminution des dotations liées à nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts commerciaux au Canada.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 20 millions de dollars, en raison des dotations à l'égard de quelques comptes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux a diminué de 138 millions de dollars, reflétant essentiellement une dotation à l'égard d'un seul compte dont il est fait mention ci-dessus, comparativement à des dotations plus élevées à l'égard de quelques comptes à l'exercice précédent dans le secteur Technologie et médias.

**Montant brut des prêts douteux**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au		
	30 avril 2014	31 janvier 2014	30 avril 2013
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 905 \$	1 891 \$	1 860 \$
Gestion de patrimoine	10	76	3
Marchés des Capitaux	56	139	302
Services aux investisseurs et trésorerie	3	3	3
Services de soutien généraux et autres	1	2	17
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>1 975 \$</b>	<b>2 111 \$</b>	<b>2 185 \$</b>
Canada (1)			
Prêts de détail	769 \$	794 \$	755 \$
Prêts de gros	487	446	529
Montant brut des prêts douteux	1 256	1 240	1 284
États-Unis (1)			
Prêts de détail	15 \$	15 \$	9 \$
Prêts de gros	15	86	178
Montant brut des prêts douteux	30	101	187
Autres pays (1)			
Prêts de détail	312 \$	377 \$	256 \$
Prêts de gros	377	393	458
Montant brut des prêts douteux	689	770	714
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>1 975 \$</b>	<b>2 111 \$</b>	<b>2 185 \$</b>
Ratio du montant brut des prêts douteux (2)			
Total du ratio du montant brut des prêts douteux	0,45 %	0,49 %	0,54 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,55	0,54	0,55
Services bancaires canadiens	0,36	0,35	0,36
Services bancaires dans les Antilles	9,57	9,42	9,72
Gestion de patrimoine	0,07	0,52	0,02
Marchés des Capitaux	0,09	0,23	0,56

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations.

**Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013**

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 210 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Le ratio du montant brut des prêts douteux a diminué de 9 points de base.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 45 millions de dollars, ou 2 %, et le ratio du montant brut des prêts douteux s'est chiffré à 55 points de base. L'augmentation du montant brut des prêts douteux s'explique surtout par le nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux au Canada, facteur neutralisé en partie par le nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos prêts hypothécaires résidentiels.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 246 millions de dollars, ou 81 %, en raison principalement du nombre moins élevé de prêts douteux liés aux secteurs Technologie et médias, Produits de financement et Produits industriels, ce qui reflète surtout les ventes et les radiations.

**Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014**

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 136 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent. Le ratio du montant brut des prêts douteux a diminué de 4 points de base.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté 14 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui tient principalement au nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos prêts commerciaux, facteur neutralisé en partie par le nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts de gros dans les Antilles.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 66 millions de dollars, en raison essentiellement des radiations liées à quelques comptes.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 83 millions de dollars, ou 60 %, en raison principalement du nombre moins élevé de prêts douteux liés aux secteurs Technologie et médias et Produits de financement, ce qui reflète surtout les ventes et les radiations.



## Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2014	31 janvier 2014	30 avril 2013
<b>Provision pour prêts douteux</b>			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	498 \$	517 \$	512 \$
Gestion de patrimoine	11	73	–
Marchés des Capitaux	13	27	91
Services aux investisseurs et trésorerie	2	2	1
Services de soutien généraux et autres	–	–	2
<b>Total de la provision pour prêts douteux</b>	<b>524</b>	<b>619</b>	<b>606</b>
<b>Canada (1)</b>			
Prêts de détail	162 \$	174 \$	139 \$
Prêts de gros	143	157	195
<b>Provision pour prêts douteux</b>	<b>305</b>	<b>331</b>	<b>334</b>
<b>États-Unis (1)</b>			
Prêts de détail	1 \$	2 \$	1 \$
Prêts de gros	12	23	34
<b>Provision pour prêts douteux</b>	<b>13</b>	<b>25</b>	<b>35</b>
<b>Autres pays (1)</b>			
Prêts de détail	105 \$	168 \$	92 \$
Prêts de gros	101	95	145
<b>Provision pour prêts douteux</b>	<b>206</b>	<b>263</b>	<b>237</b>
<b>Total de la provision pour prêts douteux</b>	<b>524</b>	<b>619</b>	<b>606</b>
Provision au titre des prêts non encore désignés comme douteux	1 450	1 451	1 451
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>1 974 \$</b>	<b>2 070 \$</b>	<b>2 057 \$</b>

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

## Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 83 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement la réduction de la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux.

## Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 96 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient en grande partie à la réduction de la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine.

## Abstention relative aux prêts

Comme l'a recommandé le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, nous avons fourni un sommaire de notre politique d'abstention relativement aux prêts.

Dans le cadre de la gestion générale de nos relations avec des emprunteurs, il se pourrait que nous devions, pour des raisons d'ordre économique ou juridique, accorder une abstention à certains clients en ce qui a trait aux modalités initiales de leur prêt. Nous nous efforçons de déterminer suffisamment tôt quels emprunteurs sont aux prises avec des difficultés financières et de modifier les modalités de leur prêt ou de restructurer celui-ci, afin de maximiser les montants recouverts et d'éviter les saisies, les reprises de possession ou d'autres recours judiciaires. Lorsque de tels cas se produisent, l'emprunteur peut se voir accorder des allègements qui ne le seraient pas autrement. Nous avons mis en place des groupes spécialisés et des politiques officielles aux fins de la gestion des prêts en retard ou en défaillance. Les allègements offerts en ce qui a trait aux prêts de détail pourraient inclure une réduction du taux d'intérêt, une renonciation au principal et la prolongation de la durée à l'échéance. Les allègements offerts relativement aux prêts de gros pourraient inclure la restructuration du contrat de prêt, la modification des modalités initiales du contrat ou l'assouplissement des clauses restrictives. Tant en ce qui concerne les prêts de détail que les prêts de gros, les mesures correctrices appropriées sont basées sur la situation de l'emprunteur et reflètent la politique de la banque ainsi que la volonté et la capacité de l'emprunteur à se conformer au nouveau contrat. Lorsqu'un prêt est restructuré, le placement comptabilisé au titre du prêt est réduit à la date de la restructuration et ramené au montant des flux de trésorerie nets à recevoir en vertu des modalités modifiées du contrat, et il est actualisé au taux d'intérêt effectif du prêt (soit le taux avant la restructuration).

## Risque de marché

## Évaluations du risque de marché – positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

## VAR et VAR en période de tensions

Nous évaluons la VAR en fonction du 99<sup>e</sup> centile de l'intervalle de confiance en ce qui a trait aux fluctuations des prix sur une période de détention de un jour, à l'aide d'une simulation historique fondée sur les deux derniers exercices pour lesquels il existe des données de marché historiques à pondération égale. Ces calculs sont révisés quotidiennement en fonction des positions de risque actuelles, sauf en ce qui concerne les ajustements de l'évaluation du crédit et certaines autres positions qui sont révisées chaque semaine. La VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché est calculée chaque semaine de manière semblable à la VAR liée à la gestion du risque de marché, sauf que les calculs sont basés sur une période historique de volatilité extrême de un an et sur la situation inverse, plutôt que sur les données historiques des deux derniers exercices. La période de tensions utilisée s'échelonne de septembre 2008 à août 2009. La VAR en période de tensions est calculée hebdomadairement pour tous les portefeuilles. Pour plus de détails sur notre démarche aux fins de la gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2013.

Le tableau ci-après illustre la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché concernant toutes les positions qui sont évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net, sauf en ce qui concerne les positions faisant partie d'une relation de couverture désignée et les positions détenues dans le secteur RBC Assurances.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2014				31 janvier 2014		30 avril 2013	
	Au 30 avril	Pour le trimestre clos à cette date			Au 31 janv.	Pour le trimestre clos à cette date	Au 30 avril	Pour le trimestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne		Moyenne
Actions	16 \$	11 \$	17 \$	7 \$	11 \$	8 \$	12 \$	9 \$
Change	1	2	4	1	3	4	5	4
Marchandises	2	3	5	2	2	4	2	3
Taux d'intérêt	30	33	36	28	30	32	39	39
Risque spécifique de crédit (1)	8	8	11	7	11	10	10	9
Effet de diversification (2)	(24)	(21)	(25)	(16)	(23)	(24)	(25)	(22)
<b>VAR liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>33 \$</b>	<b>36 \$</b>	<b>39 \$</b>	<b>33 \$</b>	<b>34 \$</b>	<b>34 \$</b>	<b>43 \$</b>	<b>42 \$</b>
<b>VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>96 \$</b>	<b>103 \$</b>	<b>114 \$</b>	<b>92 \$</b>	<b>108 \$</b>	<b>103 \$</b>	<b>87 \$</b>	<b>84 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2014				30 avril 2013	
	Au 30 avril	Pour le semestre clos à cette date			Au 30 avril	Pour le semestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne
Actions	16 \$	10 \$	17 \$	5 \$	12 \$	10 \$
Change	1	3	5	1	5	3
Marchandises	2	4	7	2	2	3
Taux d'intérêt	30	32	36	28	39	40
Risque spécifique de crédit (1)	8	9	11	7	10	10
Effet de diversification (2)	(24)	(23)	(30)	(16)	(25)	(24)
<b>VAR liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>33 \$</b>	<b>35 \$</b>	<b>39 \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>43 \$</b>	<b>42 \$</b>
<b>VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché</b>	<b>96 \$</b>	<b>103 \$</b>	<b>121 \$</b>	<b>92 \$</b>	<b>87 \$</b>	<b>81 \$</b>

(1) Le risque lié à l'écart de taux général est évalué en fonction de la VAR liée au taux d'intérêt, tandis que le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(2) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.

#### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

La moyenne de la VAR s'est établie à 36 millions de dollars au deuxième trimestre de 2014, soit un résultat en baisse de 6 millions par rapport à l'exercice précédent. La diminution tient essentiellement à l'actualisation de l'horizon historique utilisé pour calculer la VAR. Plus particulièrement, la volatilité des marchés en 2011 suivant la baisse de la notation des États-Unis n'est plus prise en compte dans l'horizon.

La moyenne de la VAR en période de tensions a augmenté de 19 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'accroissement des positions à l'égard des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres d'emprunt à revenu fixe de première qualité sensibles au risque de crédit relativement auxquels les taux ont été particulièrement volatils au cours de la période historique utilisée pour calculer la VAR en période de tensions, comparativement aux données historiques plus récentes. L'augmentation de la VAR en période de tensions découle également de l'incidence de la conversion des devises sur les portefeuilles libellés en devises.

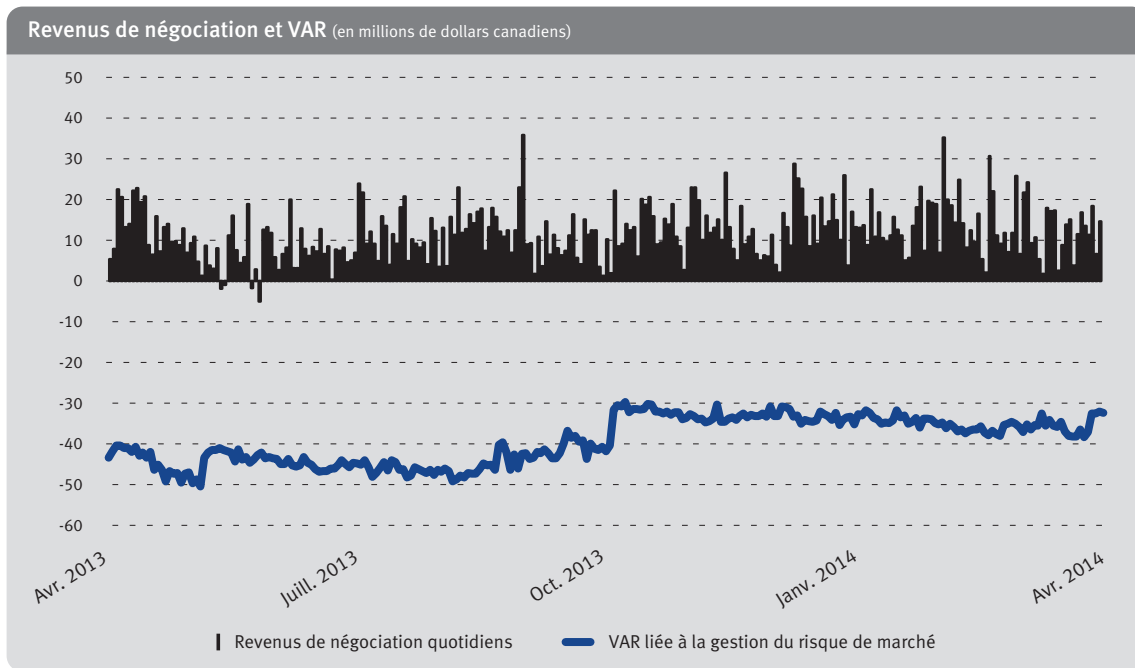
#### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014

La moyenne de la VAR s'est établie à 36 millions de dollars, en hausse de 2 millions par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique principalement par l'accroissement du risque lié aux actions et du risque de taux d'intérêt. La moyenne de la VAR en période de tensions s'est chiffrée à 103 millions de dollars, un résultat inchangé par rapport au trimestre précédent.

#### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013 (résultats semestriels)

La moyenne de la VAR s'est établie à 35 millions de dollars, en baisse de 7 millions par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par l'actualisation de l'horizon historique utilisé pour calculer la VAR. La moyenne de la VAR en période de tensions a augmenté de 22 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, où elle s'était établie à 81 millions, en raison principalement de l'accroissement des positions à l'égard des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres d'emprunt à revenu fixe de première qualité sensibles au risque de crédit, ainsi que de l'incidence de la conversion des devises dont il est fait mention ci-dessus.

Le graphique ci-dessous illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens, ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché. Au cours du trimestre, nous n'avons connu aucune séance marquée par des pertes de négociation nettes.



#### Évaluations du risque de marché – Autres positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

##### Actifs et passifs de RBC Assurances

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des obligations au titre des polices d'assurance sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net; par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement des comptes consolidés de résultat. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. Les passifs relatifs aux obligations au titre des polices d'assurance se chiffraient à 8,2 milliards de dollars au 30 avril 2014. Nous avons des titres détenus à des fins de transaction de 6,3 milliards de dollars à l'appui des passifs. Nous détenons également des titres de 1,7 milliard de dollars classés comme des placements disponibles à la vente.

##### Évaluations du risque de marché – Positions liées au taux d'intérêt structurel

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques. Au cours du deuxième trimestre de 2014, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de nos objectifs.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2014						31 janvier 2014		30 avril 2013	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (2)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Total				
<b>Incidence avant impôt d'une :</b>										
augmentation des taux de 100 p.b	(688)\$	(4)\$	(692)\$	386 \$	11 \$	397 \$	(483)\$	467 \$	(500)\$	437 \$
diminution des taux de 100 p.b	567	1	568	(357)	(1)	(358)	406	(318)	337	(311)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

(2) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

#### Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles significatifs d'activités autres que de négociation

##### Risque de marché – Titres disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente se sont établis à 43 milliards de dollars au 30 avril 2014, comparativement à 40 milliards au 31 janvier 2014. Nous détenons des titres d'emprunt désignés comme disponibles à la vente à des fins de placement principalement et pour gérer le risque de taux d'intérêt lié à nos activités bancaires autres que de négociation. Certains portefeuilles de titres d'emprunt existants sont également classés comme disponibles à la vente. Au 30 avril 2014, notre portefeuille de titres disponibles à la vente (en excluant ceux détenus dans le cadre de nos activités d'assurance) nous exposait au risque de taux d'intérêt, lequel représente une perte avant impôt de 4,8 millions de dollars, ce qui correspond à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements. Le portefeuille nous exposait également au risque lié à l'écart de taux, lequel représente une perte avant impôt de 9,8 millions de dollars, ce qui correspond à la variation de la valeur découlant de l'élargissement de un point de base des écarts de taux. Les variations de la valeur de ces titres sont présentées dans les autres éléments du résultat global. Nos titres disponibles à la vente comprenaient également des risques liés aux actions de 1,7 milliard de dollars au 30 avril 2014, en baisse comparativement à 1,8 milliard au dernier trimestre.

### Dérivés dans le cadre de relations de couverture comptable

Les actifs dérivés dans le cadre d'une relation de couverture comptable désignée se sont établis à 2 milliards de dollars au 30 avril 2014, soit un résultat inchangé par rapport au trimestre précédent, et les passifs dérivés se sont chiffrés à 805 millions au 30 avril 2014, en baisse par rapport à 1,3 milliard au trimestre précédent. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer notre risque de taux d'intérêt structurel, comme il est décrit à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2013. Dans la mesure où ces swaps sont considérés comme des couvertures efficaces, les variations de leurs justes valeurs sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Le risque de taux d'intérêt lié aux couvertures des flux de trésorerie désignées, qui correspond à la variation de la valeur des dérivés découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements, représentait un montant positif de 3,2 millions de dollars au 30 avril 2014.

Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des actifs couverts qui sont liées aux fluctuations des taux d'intérêt sont comptabilisées en résultat.

Nous avons également recours à des dérivés de change pour gérer le risque auquel nous sommes exposés relativement aux placements en titres de capitaux propres dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains et en livres sterling. Les variations de la juste valeur de ces couvertures et les écarts de conversion cumulés liés à notre risque de change structurel sont présentés dans les autres éléments du résultat global.

### Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Le tableau ci-dessous illustre le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ainsi que la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes mesures.

	Au 30 avril 2014			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
Risque lié aux activités de négociation (1)		Risque lié aux activités autres que de négociation (2)		
(en millions de dollars canadiens)				
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	15 879 \$	8 760 \$	7 119 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à des banques (4)	5 210	874	4 336	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	148 398	142 115	6 283	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	43 083	–	43 083	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	133 981	133 776	205	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	324 142	16 908	307 234	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	99 177	434	98 743	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(1 883)	–	(1 883)	Taux d'intérêt
Actif net lié aux fonds distincts (10)	593	–	593	Taux d'intérêt
Dérivés	72 633	68 783	3 850	Taux d'intérêt
Autres actifs (11)	48 178	12 279	35 899	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (12)</b>	<b>6 502</b>			
<b>Total de l'actif</b>	<b>895 893 \$</b>	<b>383 929 \$</b>	<b>505 462 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts (13)	587 122 \$	110 122 \$	477 000 \$	Taux d'intérêt
Passif lié aux fonds distincts (14)	593	–	593	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 423	50 423	–	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (15)	63 790	63 602	188	
Dérivés	73 206	72 003	1 203	Taux d'intérêt
Autres passifs (16)	50 964	14 954	36 010	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	6 486	–	6 486	Taux d'intérêt
Passif au titre des actions privilégiées	490	–	490	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (17)</b>	<b>11 336</b>			
<b>Total du passif</b>	<b>844 410 \$</b>	<b>311 104 \$</b>	<b>521 970 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>51 483 \$</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>895 893 \$</b>			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation

(3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 6 088 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 031 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.

(4) Des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 4 336 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 6 283 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.

(6) Des titres disponibles à la vente de 39 174 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 3 909 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel, et relativement à certains actifs existants.

- (7) Les biens achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 205 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (8) Les prêts de détail comprennent un montant de 307 235 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (9) Les prêts de gros comprennent un montant de 97 620 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 123 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (11) Les autres actifs comprennent un montant de 33 526 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 373 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (12) Les autres actifs comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 6 502 millions de dollars qui ne sont pas exposés au risque de marché.
- (13) Les dépôts comprennent un montant de 477 000 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (15) Les engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat comprennent un montant de 188 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (16) Les autres passifs comprennent un montant de 8 818 millions de dollars utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 27 192 millions utilisé aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.
- (17) Les autres passifs comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 11 336 millions de dollars qui ne sont pas exposés au risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2014			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal associé au risque lié aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	13 786 \$	6 571 \$	7 215 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à des banques (4)	8 245	1 842	6 403	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	148 774	142 483	6 291	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	40 720	–	40 720	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	140 669	140 334	335	
Prêts				
Prêts de détail (8)	322 518	16 667	305 851	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	95 089	419	94 670	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(1 979)	–	(1 979)	Taux d'intérêt
Actif net lié aux fonds distincts (10)	542	–	542	Taux d'intérêt
Dérivés	79 475	75 283	4 192	Taux d'intérêt
Autres actifs (11)	50 797	14 971	35 826	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (12)</b>	6 078			
<b>Total de l'actif</b>	<b>904 714 \$</b>	<b>398 570 \$</b>	<b>500 066 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts (13)	590 423 \$	117 803 \$	472 620 \$	Taux d'intérêt
Passif lié aux fonds distincts (14)	542	–	542	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	48 818	48 818	–	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (15)	67 015	66 690	325	Taux d'intérêt
Dérivés	80 702	79 031	1 671	Taux d'intérêt
Autres passifs (16)	47 538	13 432	34 106	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	6 521	–	6 521	Taux d'intérêt
Passif au titre des actions privilégiées	490	–	490	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (17)	11 150			
<b>Total du passif</b>	<b>853 199 \$</b>	<b>325 774 \$</b>	<b>516 275 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>51 515 \$</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>904 714 \$</b>			

- (1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.
- (2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation
- (3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 6 505 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 710 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.
- (4) Des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 6 403 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 6 169 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.
- (6) Des titres disponibles à la vente de 36 645 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 4 075 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel, et relativement à certains actifs existants.
- (7) Les biens achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 335 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (8) Les prêts de détail comprennent un montant de 305 851 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (9) Les prêts de gros comprennent un montant de 93 578 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 092 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (11) Les autres actifs comprennent un montant de 33 424 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 402 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (12) Les autres actifs comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 6 078 millions de dollars qui ne sont pas exposés au risque de marché.
- (13) Les dépôts comprennent un montant de 472 620 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

- (14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (15) Les engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat comprennent un montant de 325 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (16) Les autres passifs comprennent un montant de 8 582 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 25 524 millions utilisés aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.
- (17) Les autres passifs comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 11 150 millions de dollars qui ne sont pas exposés au risque de marché.

## Gestion des liquidités et du financement

Il n'y a eu aucun changement significatif à notre cadre de gestion des liquidités depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2013. Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée pour mettre à exécution notre stratégie. Les risques de liquidité et de financement auxquels nous sommes exposés demeurent essentiellement dans les limites de notre goût du risque.

Nous continuons de surveiller et, le cas échéant, de modifier nos politiques, nos pratiques et nos processus aux fins de la gestion des risques en fonction des faits nouveaux en matière de réglementation, de manière à nous positionner en prévision de la mise en œuvre des réformes réglementaires dont l'application est prospective, notamment les normes de liquidités réglementaires de l'accord de Bâle III élaborées par le CBCB et appuyées par le BSIF et d'autres autorités. Les normes concernant les liquidités élaborées par le CBCB comprennent des exigences minimales liées à deux mesures de réglementation, soit le ratio de couverture des liquidités et le ratio de capitalisation stable net. En janvier 2013, le CBCB a publié ses règles définitives concernant le ratio de couverture des liquidités, ainsi qu'un échéancier aux fins de la mise en application graduelle de ces exigences, lequel prévoit une couverture minimale de 60 % en 2015, qui augmentera de 10 % annuellement pour atteindre 100 % en 2019. En janvier 2014, le CBCB a publié son document final intitulé Liquidity coverage ratio disclosure standards, ainsi qu'un document consultatif sur les exigences liées au ratio de capitalisation stable net. On s'attend à ce que les banques se conforment aux normes d'information relatives au ratio de couverture des liquidités du CBCB à compter du premier trimestre complet de l'année civile 2015 (soit le deuxième trimestre pour les banques canadiennes). Les commentaires sur le document consultatif à propos du ratio de capitalisation stable net ont été soumis au CBCB au début du mois d'avril. La mise en application du ratio de capitalisation stable net est prévue pour 2018. Pendant la période d'observation intermédiaire, nous présentons au BSIF des rapports réguliers portant sur notre ratio de couverture des liquidités et notre ratio de capitalisation stable net.

En novembre 2013, le BSIF a publié un document consultatif sur la ligne directrice sur les normes de liquidité aux fins d'examen public et de commentaires avant le 24 janvier 2014. Cette ligne directrice a pour objectif de décrire les méthodes à l'appui d'une série de paramètres d'évaluation des liquidités qui seront utilisés par le BSIF pour évaluer l'adéquation des liquidités d'une institution. La ligne directrice sur les normes de liquidité convertit les exigences concernant les liquidités élaborées par le CBCB (y compris celles relatives au ratio de couverture des liquidités, au ratio de capitalisation stable net et aux outils de surveillance) en ligne directrice du BSIF, en plus d'intégrer le paramètre des flux de trésorerie nets cumulatifs du BSIF à la réglementation nationale officielle. Le BSIF a introduit les flux de trésorerie nets cumulatifs en 2010 et nous présentons un rapport de conformité officiel mensuel au BSIF. Dans certains cas, les hypothèses et les paramètres concernant les flux de trésorerie nets cumulatifs intégrés à la ligne directrice sur les normes de liquidité ont été modifiés de façon significative par rapport aux normes actuelles concernant les flux de trésorerie nets cumulatifs. Le BSIF a qualifié les flux de trésorerie nets cumulatifs d'outil de supervision plutôt que de paramètre d'évaluation des liquidités, avec une norme minimale prescrite comme le ratio de couverture des liquidités et, ultérieurement, le ratio de capitalisation stable net. Fait à noter dans la ligne directrice sur les normes de liquidité : tandis que la date de mise en application du ratio de couverture des liquidités de janvier 2015 est conforme aux exigences du CBCB, il n'y aura pas de période d'application progressive, puisque l'exigence minimale liée au ratio de couverture des liquidités pour les institutions canadiennes à cette date sera de 100 %, comparativement à la couverture minimale de 60 % prescrite par le CBCB. La mise en application des outils de surveillance révisés relatifs aux flux de trésorerie nets cumulatifs et aux autres liquidités est également prévue pour janvier 2015. Les outils de surveillance intrajournaliers seront mis en application d'ici 2017. Nous nous attendons à ce que le BSIF publie sa ligne directrice définitive sous peu.

### Mesure du risque

Pour surveiller et contrôler les risques en fonction de seuils de tolérance appropriés, nous établissons des plafonds relatifs à divers paramètres réglementaires et internes qui reflètent divers horizons et degrés de gravité des périodes de tensions. Nous revoyons et corroborons régulièrement les méthodes de gestion des risques et les hypothèses sous-jacentes quant aux paramètres internes afin d'évaluer leur concordance avec notre contexte d'exploitation, la conjoncture et les conditions du marché prévues, les préférences des agences de notation, les exigences des organismes de réglementation et les pratiques reconnues.

Selon nos paramètres internes, nous évaluons le risque de liquidité à l'aide des dates d'échéance contractuelles de certains actifs et passifs (p. ex., les prêts et le financement de gros) et des échéances réelles d'autres actifs et passifs. Dans le cas des évaluations fondées sur les échéances réelles, la valeur de liquidité des actifs et des passifs est calculée en fonction de modèles fondés sur des comportements observés ou sur le marché qui ne sont pas liés à l'échéance contractuelle. Par exemple, l'échéance réelle peut être plus courte que l'échéance contractuelle si le comportement observé de l'actif suggère que ce dernier peut être monétisé avant l'échéance. L'échéance réelle d'un passif peut être plus longue que l'échéance contractuelle si le comportement observé du passif suggère que ce dernier sera prolongé ou reconduit à l'échéance. En ce qui a trait aux actifs, cela est notamment le cas des obligations liées à des gouvernements, car elles peuvent être monétisées de façon rapide et sûre; en ce qui a trait aux passifs, cela est notamment le cas des dépôts basés sur les relations, une valeur de base étant habituellement attribuée à un grand nombre de ces dépôts, même si les dates d'échéance contractuelles peuvent être très rapprochées ou si les dépôts peuvent, sur le plan juridique, être considérés comme étant à vue (inversement, les prêts à vue affichent les attributs d'actifs à plus long terme et ils sont considérés comme tels pour ce qui est de l'échéance réelle). Les hypothèses formulées à l'interne tiennent compte de toutes les données et informations significatives et pertinentes disponibles ainsi que des méthodes utilisées pour quantifier le risque de liquidité.

Pour plus de détails sur nos méthodes et évaluations, se reporter à la rubrique Gestion des liquidités et du financement de notre rapport annuel 2013.

### Profil de risque

Au 30 avril 2014, les dépôts basés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, se sont établis à 375 milliards de dollars, ou 54 % du total du financement (371 milliards<sup>(1)</sup>, ou 52 %<sup>(1)</sup>, au 31 janvier 2014). Notre source de financement pour les actifs très liquides se composait principalement de financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation prévue de ces actifs. Ce financement de gros se composait de passifs à court terme non garantis de 74 milliards de dollars et de passifs garantis (conventions de rachat et ventes à découvert) de 120 milliards, qui représentaient 10 % et 17 % du total du financement au 30 avril 2014, respectivement (84 milliards<sup>(1)</sup> et 120 milliards, ou 12 %<sup>(1)</sup> et 17 % du total du financement, respectivement, au 31 janvier 2014). Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides. Des informations quantitatives supplémentaires sont fournies à la rubrique Financement ci-dessous.

Au 30 avril 2014, nos actifs liquides en cas d'urgence se chiffraient à 12 milliards de dollars, soit 7 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA (12 milliards, soit 7 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA au 31 janvier 2014). Au cours du trimestre clos le 30 avril 2014, nos actifs liquides en cas d'urgence s'élevaient en moyenne à 12 milliards de dollars, soit 7 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA (12 milliards, soit 7 milliards de dollars US et 5 milliards de dollars CA au 31 janvier 2014). Nous détenions également des réserves d'actifs liquides aux fins des activités de mise en gage des dérivés s'élevant à 4 milliards de dollars US au 30 avril 2014 (4 milliards de dollars US au 31 janvier 2014); elles servent à atténuer la volatilité de nos besoins nets relatifs aux activités de mise en gage des dérivés. Ces réserves se sont chiffrées en moyenne à 4 milliards de dollars US au cours du trimestre clos le 30 avril 2014 (4 milliards de dollars US au 31 janvier 2014).

Conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, les tableaux suivants présentent des sommaires de nos réserves de liquidités ainsi que de nos charges grevant les actifs. Les actifs non grevés représentent dans la plupart des cas une source de financement à laquelle nous pouvons rapidement avoir accès, au besoin. Dans le tableau des réserves de liquidités, les actifs liquides disponibles comprennent la trésorerie et les portefeuilles de titres figurant au bilan, ainsi que les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres (conventions de revente et transactions de financement contre sûretés hors bilan) et des transactions sur dérivés, et ils constituent notre source préférée d'accès rapide à des liquidités. Les autres éléments de notre réserve de liquidités sont constitués essentiellement de facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder dans des circonstances exceptionnelles, dans la mesure où certaines conditions préalables peuvent être respectées et lorsque des avances peuvent être appuyées par des actifs admissibles (p. ex. certains prêts non grevés) qui ne sont pas compris dans la catégorie des actifs liquides. Le tableau des charges grevant les actifs présente une vue d'ensemble détaillée des actifs dont peut disposer la banque, pas seulement la réserve de liquidités, et détermine les actifs déjà donnés en garantie, de même que ceux disponibles à titre de garantie (y compris les actifs non grevés du tableau de la réserve de liquidités) aux fins du financement garanti. Les actifs moins liquides tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit peuvent être monétisés en partie, mais la monétisation de ces actifs nécessite un plus long délai d'exécution que celle des actifs liquides. Au 30 avril 2014, nos actifs disponibles à titre de garantie comprenaient 65 % du total de nos actifs liquides. Aux fins des tableaux présentés ci-après, les actifs grevés comprennent : i) les actifs liquides détenus par des banques qui sont donnés en garantie (p. ex., financement de rachat et dérivés donnés en garantie) ou qui ne peuvent être utilisés librement en raison d'exigences réglementaires ou de politiques internes (p. ex., pour assurer le maintien d'une réserve obligatoire ou le respect d'exigences locales en matière d'adéquation des fonds propres, et de manière à maintenir l'accès continu aux systèmes de paiement et de règlement); ii) les titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés qui ont été de nouveau donnés en garantie, lorsque cela est permis (p. ex., pour obtenir un financement à l'aide de conventions de rachat ou pour couvrir des titres vendus à découvert), ou qui n'ont aucune valeur de liquidité puisque qu'ils ne peuvent pas être de nouveau donnés en garantie; iii) les actifs illiquides qui ont été titrisés et vendus sur le marché ou qui ont été donnés en garantie à l'appui des entités de financement à terme structuré. Nous ne considérons pas les actifs grevés comme une source de liquidités disponibles aux fins de l'évaluation du risque de liquidité. Les actifs non grevés représentent l'écart entre le total des actifs et les actifs grevés, qu'ils figurent au bilan ou non.

(1) Certains montants ont été révisés par rapport aux résultats présentés précédemment.

## Réserve de liquidités (1)

	Au 30 avril 2014				
	Actifs liquides détenus par des banques	Titres reçus en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés et de financement de titres	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	12 290 \$	– \$	12 290 \$	1 057 \$	11 233 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	2 957	–	2 957	240	2 717
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2), (3)	212 730	17 041	229 771	106 211	123 560
Autres (2)	94 375	24 017	118 392	58 229	60 163
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (4)	61	–	61	–	61
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (5)	7 907	–	7 907	–	7 907
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (6)	123 083	–	123 083	–	123 083
Autres actifs liquides (7)	10 438	–	10 438	10 438	–
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>463 841 \$</b>	<b>41 058 \$</b>	<b>504 899 \$</b>	<b>176 175 \$</b>	<b>328 724 \$</b>

Au 31 janvier 2014

(en millions de dollars canadiens)	Actifs liquides détenus par des banques	Titres reçus en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés et de financement de titres	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	10 090 \$	– \$	10 090 \$	1 050 \$	9 040 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	3 670	–	3 670	254	3 416
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2), (3)	216 130	19 205	235 335	102 539	132 796
Autres (2)	96 614	23 941	120 555	59 836	60 719
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (4)	64	–	64	–	64
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (5)	7 195	–	7 195	–	7 195
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (6)	124 210	–	124 210	–	124 210
Autres actifs liquides (7)	12 187	–	12 187	12 187	–
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>470 160 \$</b>	<b>43 146 \$</b>	<b>513 306 \$</b>	<b>175 866 \$</b>	<b>337 440 \$</b>

Au

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2014	31 janvier 2014
	Banque Royale du Canada	213 026 \$
Succursales à l'étranger	41 775	41 323
Filiales	73 923	75 982
<b>Total des actifs liquides non grevés</b>	<b>328 724 \$</b>	<b>337 440 \$</b>

- (1) L'information est présentée pour l'ensemble de l'entreprise et les montants indiqués sont fondés sur la valeur nominale. Pour gérer le risque de liquidité, nous tenons compte des restrictions juridiques, réglementaires et fiscales ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.
- (2) Le montant des actifs liquides détenus par des banques tient compte des titres détenus sans condition par la banque ou acquis dans le cadre de transactions financières visant des titres figurant au bilan.
- (3) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités dont une entité gouvernementale américaine est le promoteur et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex. la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (4) Inclut les titres à enchères.
- (5) Inclut les prêts qui sont admissibles à titre de garanties pour la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Les montants sont présentés à la valeur nominale et pourraient être assujettis aux exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garanti à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché est gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer toute perturbation supplémentaire des liquidités sur le marché.
- (6) Représente notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) qui pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garanti à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché est gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer toute perturbation supplémentaire des liquidités sur le marché.
- (7) Représente les biens donnés en garantie dans le cadre de transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

## Charges grevant les actifs (1)

Au

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2014					31 janvier 2014				
	Grevés		Non grevés			Grevés		Non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (2)	Pouvant être donnés en garantie (3)	Autres (4)	Total (5)	Donnés en garantie	Autres (2)	Pouvant être donnés en garantie (3), (6)	Autres (4), (6)	Total (5)
Trésorerie et montants à recevoir de banques	152 \$	1 057 \$	14 376 \$	294 \$	15 879 \$	164 \$	1 050 \$	12 260 \$	312 \$	13 786 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	88	–	5 122	–	5 210	90	–	8 155	–	8 245
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction	55 501	–	91 815	1 082	148 398	53 505	–	94 359	910	148 774
Titres disponibles à la vente	1 854	45	38 266	2 918	43 083	2 007	52	34 026	4 635	40 720
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	112 895	–	68 932	72	181 899	115 624	–	74 714	253	190 591
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	40 047	–	28 455	–	68 502	41 760	–	26 410	–	68 170
Prêts hypothécaires	22 608	–	–	120 145	142 753	22 718	–	–	119 358	142 076
Prêts autres qu'hypothécaires	9 061	–	95 180	8 646	112 887	8 020	–	94 944	9 308	112 272
Prêts de gros	–	–	35 811	63 366	99 177	–	–	36 462	58 627	95 089
Provision pour pertes sur prêts	–	–	–	(1 883)	(1 883)	–	–	–	(1 979)	(1 979)
Actif net des fonds distincts	–	–	–	593	593	–	–	–	542	542
Autres – Dérivés	–	–	–	72 633	72 633	–	–	–	79 475	79 475
– Autres (7)	10 438	–	–	44 242	54 680	12 187	–	–	44 688	56 875
<b>Total de l'actif</b>	<b>252 644 \$</b>	<b>1 102 \$</b>	<b>377 957 \$</b>	<b>312 108 \$</b>	<b>943 811 \$</b>	<b>256 075 \$</b>	<b>1 102 \$</b>	<b>381 330 \$</b>	<b>316 129 \$</b>	<b>954 636 \$</b>

- (1) L'information est présentée pour l'ensemble de l'entreprise et les montants indiqués sont fondés sur la valeur nominale. Pour gérer le risque de liquidité, nous tenons compte des restrictions juridiques, réglementaires et fiscales ainsi que de toute autre restriction susceptible d'entraver le transfert de liquidités entre les unités fonctionnelles de RBC.



- (2) Inclut les actifs qui ne peuvent être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.
- (3) Inclut les prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales. Notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garanti à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Nous déposons également en garantie des prêts qui sont admissibles à titre de garanties au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché a été gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer la perturbation des liquidités sur le marché.
- (4) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme aisément disponibles car ils pourraient ne pas être acceptables par les banques centrales ou conformément à d'autres programmes de prêts.
- (5) Inclut les actifs liquides détenus par des banques et les titres reçus en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés et de financement de titres figurant au bilan.
- (6) Certains prêts autres qu'hypothécaires ont été reclassés des prêts de détail aux prêts de gros. En conséquence, certains montants ont été révisés par rapport aux résultats présentés précédemment.
- (7) Les montants donnés en garantie ont trait aux transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Les autres sources de liquidités qui pourraient être disponibles pour atténuer des périodes de tension comprennent : i) notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est régulièrement évaluée à l'aide d'une méthode qui est revue périodiquement et révisée, selon les besoins; ii) des facilités de crédit de soutien auprès de banques centrales advenant le cas où, dans des circonstances exceptionnelles, les sources sur le marché seraient perturbées et ne seraient temporairement pas assez liquides pour nous permettre de monétiser nos actifs liquides non grevés (par opposition aux prêts, comme il est décrit ci-dessus) pour satisfaire à nos besoins quotidiens normaux (p. ex., la Banque du Canada, la Federal Reserve Bank, la Banque d'Angleterre, la Banque de France et la Banque centrale du Luxembourg).

## Financement

### Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position structurelle de liquidité.

### Profil des dépôts

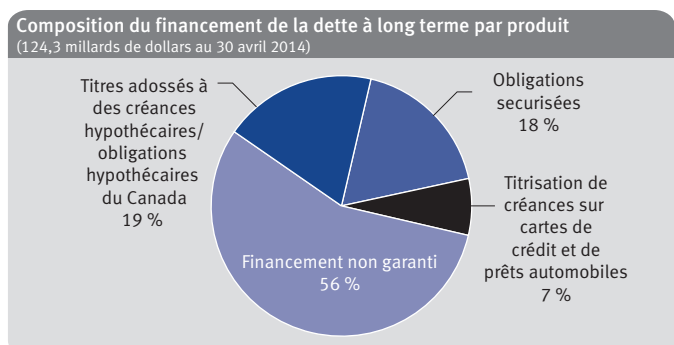
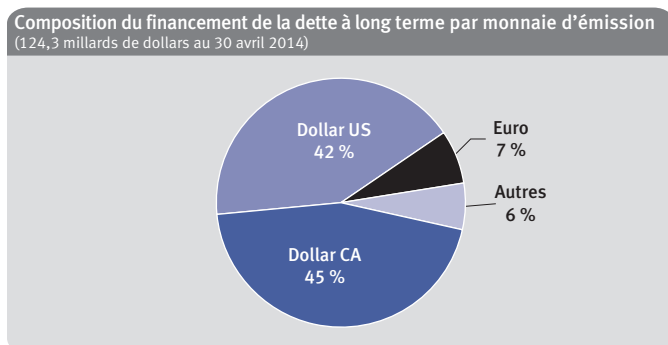
Les dépôts de base représentent actuellement 70 % du total de nos dépôts (70 % au 31 janvier 2014). Ils tiennent compte de nos propres estimations statistiques, ajustées en fonction des liquidités, des tranches très stables des soldes des dépôts basés sur les relations (dépôts à vue, dépôts à préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an. Au cours du trimestre, le niveau des dépôts de base a augmenté d'environ 2 % en raison de l'accroissement des dépôts basés sur les relations et de l'élargissement de notre profil des échéances du financement de gros. Pour plus de détails sur le montant brut de nos dépôts basés sur les relations et sur nos financements de gros arrivant à échéance dans plus de un an, se reporter à la rubrique Profil de risque et au tableau de la composition du financement de gros ci-dessous, respectivement.

### Émission de titres d'emprunt à long terme

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées sur le plan géographique, des secteurs d'investissement, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à déterminer les occasions ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes d'émission de titres d'emprunt à plus long terme enregistrés. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prospectus préalable de base au Canada – 15 milliards de dollars</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme enregistré auprès de la SEC – 25 milliards de dollars US</li> <li>• Obligations sécurisées enregistrées auprès de la SEC – 12 milliards de dollars US</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US</li> <li>• Programme d'obligations sécurisées – 23 milliards d'euros</li> <li>• Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens</li> </ul>

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de dépôt canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH du Canada, d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement nos activités de diversification dans de nouveaux marchés et dans des secteurs d'investissement inexploités par rapport aux coûts d'émission relatifs, car la diversification se traduit par une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier et elle donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel en ce qui a trait à la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque type de produit de financement à long terme. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.



Le tableau suivant illustre la composition de notre financement de gros et il représente une divulgation accrue de renseignements, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

### Composition du financement de gros <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2014							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques <sup>(2)</sup>	4 232 \$	61 \$	122 \$	260 \$	4 675 \$	– \$	– \$	4 675 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	221	5 394	6 217	14 027	25 859	4 131	626	30 616
Papier commercial adossé à des actifs <sup>(3)</sup>	83	808	1 512	3 128	5 531	–	–	5 531
Billets à moyen terme non garantis de premier rang <sup>(4)</sup>	42	819	3 904	8 292	13 057	11 915	41 085	66 057
Obligations structurées non garanties de premier rang <sup>(5)</sup>	319	377	379	1 031	2 106	1 590	3 669	7 365
Titrisation de prêts hypothécaires	9	832	1 154	2 672	4 667	2 032	17 367	24 066
Obligations couvertes/titres adossés à des actifs <sup>(6)</sup>	17	33	50	1 700	1 800	6 728	22 492	31 020
Passifs subordonnés	–	600	–	200	800	3 000	2 632	6 432
Autres <sup>(7)</sup>	4 588	205	843	567	6 203	–	3 536	9 739
<b>Total</b>	<b>9 511 \$</b>	<b>9 129 \$</b>	<b>14 181 \$</b>	<b>31 877 \$</b>	<b>64 698 \$</b>	<b>29 396 \$</b>	<b>91 407 \$</b>	<b>185 501 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	4 598 \$	1 673 \$	2 716 \$	7 500 \$	16 487 \$	8 760 \$	39 859 \$	65 106 \$
– Financement non garanti	4 913	7 456	11 465	24 377	48 211	20 636	51 548	120 395

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2014							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques <sup>(2)</sup>	4 510 \$	49 \$	241 \$	367 \$	5 167 \$	– \$	– \$	5 167 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	6 937	12 233	5 296	10 459	34 925	318	2 557	37 800
Papier commercial adossé à des actifs <sup>(3)</sup>	389	990	1 081	3 101	5 561	–	–	5 561
Billets à moyen terme non garantis de premier rang <sup>(4)</sup>	4	3 273	809	8 473	12 559	11 585	38 715	62 859
Obligations structurées non garanties de premier rang <sup>(5), (8)</sup>	140	345	739	1 027	2 251	1 006	3 500	6 757
Titrisation de prêts hypothécaires	2 008	2 056	876	1 504	6 444	3 680	17 492	27 616
Obligations couvertes/titres adossés à des actifs <sup>(6)</sup>	47	84	113	932	1 176	7 193	21 719	30 088
Passifs subordonnés	–	–	600	200	800	3 000	2 637	6 437
Autres <sup>(7), (8)</sup>	4 619	182	300	901	6 002	–	3 611	9 613
<b>Total</b>	<b>18 654 \$</b>	<b>19 212 \$</b>	<b>10 055 \$</b>	<b>26 964 \$</b>	<b>74 885 \$</b>	<b>26 782 \$</b>	<b>90 231 \$</b>	<b>191 898 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	6 999 \$	3 130 \$	2 071 \$	5 538 \$	17 738 \$	10 873 \$	39 211 \$	67 822 \$
– Financement non garanti	11 655	16 082	7 984	21 426	57 147	15 909	51 020	124 076

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires.

(2) Inclut seulement les dépôts constitués à partir de la trésorerie. Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons à ces banques (p. ex, services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit, les prêts-auto et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation, les billets de dépôt au porteur et d'autres dépôts structurés à long terme.

(8) Certains montants ont été révisés par rapport aux résultats présentés précédemment.

### Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux suivants présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (c'est-à-dire le coût amorti ou la juste valeur), à la date du bilan, et les informations fournies ont été accrues conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements. Les éléments hors bilan sont attribués selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source de renseignements aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2014									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts à des banques	18 127 \$	420 \$	40 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 502 \$	21 089 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	93 380	11	28	25	63	200	629	4 805	49 257	148 398
Titres disponibles à la vente	4 410	4 145	2 010	693	1 108	2 842	14 526	11 487	1 862	43 083
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	61 326	23 792	17 118	9 854	14 229	1 096	–	–	6 566	133 981
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	16 428	14 459	8 703	10 190	10 709	58 967	184 934	30 541	86 505	421 436
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 109	1 487	615	423	2 271	–	6	–	–	10 911
Dérivés	2 095	3 169	2 517	4 178	2 110	7 236	18 370	32 957	1	72 633
Autres actifs financiers	16 776	1 008	516	458	184	175	347	1 082	837	21 383
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>218 651 \$</b>	<b>48 491 \$</b>	<b>31 547 \$</b>	<b>25 821 \$</b>	<b>30 674 \$</b>	<b>70 516 \$</b>	<b>218 812 \$</b>	<b>80 872 \$</b>	<b>147 530 \$</b>	<b>872 914 \$</b>
Autres actifs non financiers	1 594	455	434	611	454	622	1 319	2 193	15 297	22 979
<b>Total de l'actif</b>	<b>220 245 \$</b>	<b>48 946 \$</b>	<b>31 981 \$</b>	<b>26 432 \$</b>	<b>31 128 \$</b>	<b>71 138 \$</b>	<b>220 131 \$</b>	<b>83 065 \$</b>	<b>162 827 \$</b>	<b>895 893 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	29 812 \$	15 181 \$	20 242 \$	17 899 \$	21 066 \$	53 980 \$	52 011 \$	15 729 \$	292 602 \$	518 522 \$
Emprunts garantis	48	1 968	1 914	802	1 300	8 965	22 222	8 933	–	46 152
Obligations couvertes	–	–	–	748	2 535	1 643	13 719	3 803	–	22 448
Autres										
Acceptations	6 109	1 487	615	423	2 271	–	6	–	–	10 911
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 423	–	–	–	–	–	–	–	–	50 423
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	57 705	1 628	528	363	249	1 000	–	–	2 317	63 790
Dérivés	1 942	3 080	3 141	4 546	2 329	8 544	18 500	31 116	8	73 206
Autres passifs financiers	22 979	1 569	532	318	380	346	529	4 395	168	31 216
Débiteures subordonnées	–	–	–	190	–	–	–	6 296	–	6 486
Passifs au titre des actions privilégiées	–	–	–	–	–	–	–	–	490	490
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>169 018 \$</b>	<b>24 913 \$</b>	<b>26 972 \$</b>	<b>25 289 \$</b>	<b>30 130 \$</b>	<b>74 478 \$</b>	<b>106 987 \$</b>	<b>70 272 \$</b>	<b>295 585 \$</b>	<b>823 644 \$</b>
Autres passifs non financiers	1 327	310	336	1 281	777	782	2 211	7 488	6 254	20 766
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	51 483	51 483
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>170 345 \$</b>	<b>25 223 \$</b>	<b>27 308 \$</b>	<b>26 570 \$</b>	<b>30 907 \$</b>	<b>75 260 \$</b>	<b>109 198 \$</b>	<b>77 760 \$</b>	<b>353 322 \$</b>	<b>895 893 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	439 \$	1 070 \$	1 790 \$	2 828 \$	3 179 \$	2 142 \$	4 806 \$	136 \$	58 \$	16 448 \$
Engagements en vertu de baux	57	113	167	162	159	621	1 266	1 267	–	3 812
Engagements de crédit	3 239	4 467	8 752	5 293	5 482	23 595	100 979	9 957	1 829	163 593
Autres engagements	169	471	730	602	2 362	342	906	130	58 542	64 254
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>3 904 \$</b>	<b>6 121 \$</b>	<b>11 439 \$</b>	<b>8 885 \$</b>	<b>11 182 \$</b>	<b>26 700 \$</b>	<b>107 957 \$</b>	<b>11 490 \$</b>	<b>60 429 \$</b>	<b>248 107 \$</b>

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois en pratique ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2014									Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts à des banques	15 679 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	6 352 \$	22 031 \$
<b>Valeurs mobilières</b>										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	96 559	6	40	33	39	271	525	4 796	46 505	148 774
Titres disponibles à la vente	4 024	3 834	1 420	1 287	702	3 081	12 729	11 711	1 932	40 720
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	67 019	23 607	20 504	8 115	11 912	2 064	–	–	7 448	140 669
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts) (2)	14 776	12 643	10 764	9 891	12 802	53 375	186 288	29 520	85 569	415 628
<b>Autres</b>										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 446	1 776	389	670	2 221	–	–	–	1	10 503
Dérivés	3 503	4 187	3 080	2 418	3 839	8 508	20 247	33 688	5	79 475
Autres actifs financiers	18 853	1 386	475	158	470	228	443	810	844	23 667
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>225 859 \$</b>	<b>47 439 \$</b>	<b>36 672 \$</b>	<b>22 572 \$</b>	<b>31 985 \$</b>	<b>67 527 \$</b>	<b>220 232 \$</b>	<b>80 525 \$</b>	<b>148 656 \$</b>	<b>881 467 \$</b>
Autres actifs non financiers	1 836	644	326	372	926	488	1 249	2 132	15 274	23 247
<b>Total de l'actif</b>	<b>227 695 \$</b>	<b>48 083 \$</b>	<b>36 998 \$</b>	<b>22 944 \$</b>	<b>32 911 \$</b>	<b>68 015 \$</b>	<b>221 481 \$</b>	<b>82 657 \$</b>	<b>163 930 \$</b>	<b>904 714 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
<b>Dépôts (3)</b>										
Emprunts non garantis	38 266 \$	24 725 \$	13 523 \$	18 078 \$	16 667 \$	53 571 \$	49 995 \$	13 235 \$	291 243 \$	519 303 \$
Emprunts garantis	2 052	2 842	2 107	1 902	797	8 532	21 702	8 736	–	48 670
Obligations couvertes	–	–	–	–	748	4 244	13 739	3 719	–	22 450
<b>Autres</b>										
Acceptations	5 446	1 776	389	670	2 221	–	–	–	1	10 503
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	48 818	–	–	–	–	–	–	–	–	48 818
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	58 804	3 629	847	307	359	1 500	–	–	1 569	67 015
Dérivés	3 334	4 597	3 185	2 803	3 924	9 434	20 051	33 373	1	80 702
Autres passifs financiers	20 573	1 308	567	319	329	398	541	4 397	152	28 584
Débitures subordonnées	–	–	–	–	213	–	–	6 308	–	6 521
Passifs au titre des actions privilégiées	–	–	–	–	–	–	–	–	490	490
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>177 293 \$</b>	<b>38 877 \$</b>	<b>20 618 \$</b>	<b>24 079 \$</b>	<b>25 258 \$</b>	<b>77 679 \$</b>	<b>106 028 \$</b>	<b>69 768 \$</b>	<b>293 456 \$</b>	<b>833 056 \$</b>
Autres passifs non financiers	2 124	343	216	83	1 270	775	2 017	7 282	6 033	20 143
Titres de participation	–	–	–	–	–	–	–	–	51 515	51 515
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>179 417 \$</b>	<b>39 220 \$</b>	<b>20 834 \$</b>	<b>24 162 \$</b>	<b>26 528 \$</b>	<b>78 454 \$</b>	<b>108 045 \$</b>	<b>77 050 \$</b>	<b>351 004 \$</b>	<b>904 714 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	132 \$	1 204 \$	1 801 \$	1 780 \$	4 209 \$	2 915 \$	4 229 \$	131 \$	67 \$	16 468 \$
Engagements en vertu de baux (2)	57	113	168	163	160	625	1 308	1 304	–	3 898
Engagements de crédit	1 317	3 888	9 067	6 856	7 824	19 501	103 151	9 828	1 627	163 059
Autres engagements	147	383	652	808	2 226	302	795	107	58 925	64 345
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>1 653 \$</b>	<b>5 588 \$</b>	<b>11 688 \$</b>	<b>9 607 \$</b>	<b>14 419 \$</b>	<b>23 343 \$</b>	<b>109 483 \$</b>	<b>11 370 \$</b>	<b>60 619 \$</b>	<b>247 770 \$</b>

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Certains montants ont été révisés par rapport aux résultats présentés précédemment.

(3) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou sur un court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois en pratique ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts présentée précédemment.

## Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et elles sont basées sur leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications de temps à autre, en raison de facteurs comprenant, sans toutefois s'y limiter, notre solidité financière, notre situation concurrentielle et nos liquidités, ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le 24 janvier 2014, Fitch Ratings a confirmé nos notations assorties d'une perspective stable, de même que les notations des six autres principales banques canadiennes.

Le tableau suivant présente nos principales notations<sup>(1)</sup> et perspectives au 21 mai 2014 :

	Au 21 mai 2014 (2)		
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's	P-1	Aa3	stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	stable
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
Dominion Bond Rating Services	R-1(élevé)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Kroll Bond Rating Agency a attribué les notations AA et K1+, respectivement, à la dette à long terme de premier rang ainsi qu'à la dette à court terme et aux dépôts de RBC, avec une perspective stable. Ces notations sont non sollicitées, et nous n'avons pas participé au processus de notation.

#### Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Une révision à la baisse de nos notations pourrait avoir une incidence négative sur notre capacité de financement ou sur notre accès aux marchés financiers. Elle pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations et pourrait faire en sorte que nous devions fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats. Toutefois, en nous basant sur les examens périodiques des éléments susceptibles de déclencher une révision des notations qui sont intégrés dans nos activités actuelles, ainsi que sur notre sensibilité à l'égard de la capacité de financement, nous estimons qu'une légère révision à la baisse n'aurait pas de répercussions importantes sur la composition de notre dette, sur notre accès à du financement, sur le recours à des biens donnés en garantie ni sur les coûts connexes. Le tableau suivant illustre les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse de un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences additionnelles pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative des révisions. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, y compris le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que le passage de position négative à position positive des positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités liées à des contreparties garanties. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

#### Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	30 avril 2014			31 janvier 2014		
	Révision à la baisse de un cran	Révision à la baisse de deux crans	Révision à la baisse de trois crans	Révision à la baisse de un cran	Révision à la baisse de deux crans	Révision à la baisse de trois crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	510 \$	124 \$	760 \$	576 \$	143 \$	874 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	402	113	36	425	143	80

- (1) Comprend les CPG émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York et à Londres.

### Gestion du capital

Il n'y a eu aucun changement significatif à notre cadre de gestion du capital depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2013. Nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de capital réglementaire et de nous y préparer, afin d'assurer le respect intégral et en temps opportun des nouvelles exigences.

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014, les exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit seront appliquées graduellement sur une période de cinq ans débutant en 2014 et se terminant le 31 décembre 2018, afin d'assurer une mise en application similaire à celle effectuée dans d'autres pays. Conformément aux directives, deux options sont possibles pour appliquer graduellement les exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit. RBC a choisi l'option 1, selon laquelle l'ajustement de l'évaluation du crédit a augmenté l'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios des capitaux propres ordinaires de première catégorie, du capital de première catégorie et du capital total; les exigences seront mises en application graduellement à l'aide de multiples de 57 %, de 65 % et de 77 %, respectivement, et varieront d'un exercice à l'autre jusqu'à la fin de 2018.

En janvier 2014, le CBCB a publié la version finale de son document intitulé Basel III leverage ratio framework and disclosure requirements, en vertu duquel les banques doivent présenter le ratio de levier financier et ses composantes, avec prise d'effet au premier trimestre complet de 2015 (le deuxième trimestre de 2015). Le ratio de levier financier se définit comme la mesure du capital divisée par la mesure des risques. La mesure du capital se définit actuellement comme le capital de première catégorie, et le risque correspond à la somme a) des risques figurant au bilan; b) des risques liés aux dérivés; c) des risques liés aux transactions de financement de titres; et d) des éléments hors bilan. Le ratio de levier financier minimum est de 3 %. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion du capital de notre rapport annuel 2013.

Le tableau suivant présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF en vertu de l'accord de Bâle III. Notre position de capital est demeurée solide au cours du trimestre et nos ratios de capital restent bien supérieurs aux cibles de capital réglementaire fixées par le BSIF.

Ratios du capital en vertu de l'accord de Bâle III	Exigences de ratios cibles du capital réglementaire du BSIF applicables aux grandes banques en vertu de l'accord de Bâle III					Ratios du capital de RBC au 30 avril 2014	Ratios cibles du BSIF atteints ou dépassés	Année d'application des exigences de ratios cibles du BSIF (1)
	Ratio minimal	Réserve de conservation des fonds propres	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale (1)	Ratio minimal incluant la réserve de conservation des fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale (1)			
Capitaux propres ordinaires de première catégorie (%)	> 4,5 %	2,5 %	> 7,0 %	1,0 %	> 8,0 %	9,7 %	✓	2013/2016
Capital de première catégorie (%)	> 6,0 %	2,5 %	> 8,5 %	1,0 %	> 9,5 %	11,4 %	✓	2014/2016
Capital total (%)	> 8,0 %	2,5 %	> 10,5 %	1,0 %	> 11,5 %	13,2 %	✓	2014/2016

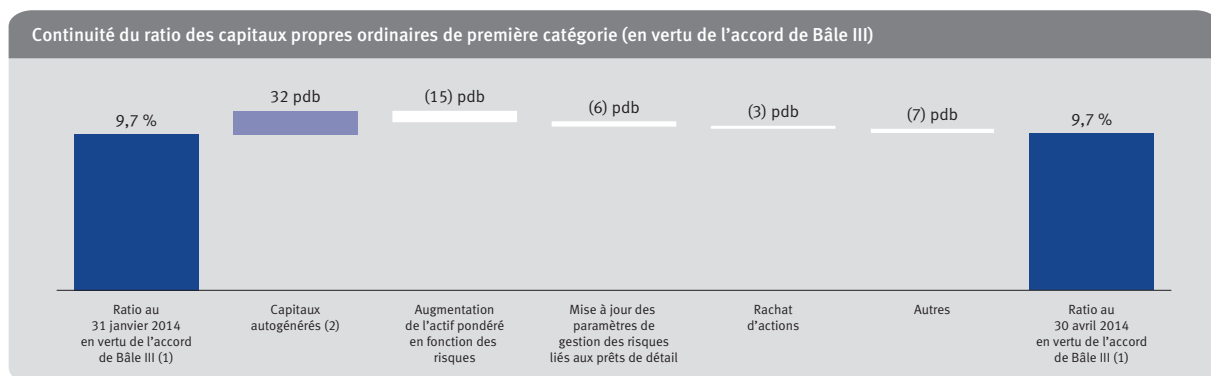
(1) Le supplément qui s'applique aux banques d'importance systémique nationale concerne le capital pondéré en fonction des risques, et il aura prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### Capital réglementaire, actif pondéré en fonction des risques et ratios de capital

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	Au		
	30 avril 2014	31 janvier 2014	30 avril 2013
<b>Capital</b>			
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	33 756 \$	32 998 \$	28 288 \$
Capital de première catégorie	39 725	39 414	34 942
Capital total	46 237	45 978	43 527
<b>Actif pondéré en fonction des risques</b>			
Risque de crédit	258 275 \$	253 799 \$	231 264 \$
Risque de marché	46 104	44 055	37 850
Risque d'exploitation	44 715	43 898	42 323
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>349 094 \$</b>	<b>341 752 \$</b>	<b>311 437 \$</b>
<b>Ratios de capital et coefficients (1)</b>			
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,7 %	9,7 %	9,1 %
Ratio du capital de première catégorie	11,4 %	11,5 %	11,2 %
Ratio du capital total	13,2 %	13,5 %	14,0 %
Coefficient actif-capital (2)	17,5 X	17,6 X	16,6 X
Montant brut de l'actif ajusté (en milliards) (2)	849,8 \$	850,8 \$	788,7 \$

- (1) Afin d'accroître la comparabilité avec les autres institutions financières mondiales, nous utilisons les ratios de capital transitoires suivants : le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie, le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total transitoires étaient de 11,8 %, de 11,8 % et de 13,5 %, respectivement, au 30 avril 2014. La base transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de capital non admissibles au cours de l'exercice considéré.
- (2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2013, le coefficient actif-capital et le montant brut de l'actif ajusté sont calculés sur une base transitoire, conformément à la ligne directrice du BSIF sur les normes de fonds propres.

### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014



- (1) Représente des chiffres arrondis.
- (2) Les capitaux autogénérés de 1,1 milliard de dollars représentent le bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.

Notre ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III s'est établi à 9,7 % au 30 avril 2014, soit le même ratio qu'au trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement les capitaux autogénérés contrebalancés en grande partie par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques, qui tient compte à la fois de la croissance des activités et de la révision des paramètres d'évaluation des risques liés aux prêts de détail. Les rachats d'actions ordinaires ont entraîné une diminution du ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie de 3 points de base.

Notre ratio du capital de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III a diminué de 10 points de base, principalement en raison du rachat d'actions privilégiées de 850 millions de dollars ainsi que de l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques, qui s'explique tant par la croissance des activités que par une mise à jour des paramètres de gestion des risques liés aux prêts de détail, facteurs neutralisés en partie par les capitaux autogénérés.

L'actif pondéré en fonction des risques a augmenté de 7 milliards de dollars pour s'établir à 349 milliards, ce qui reflète principalement la pondération en fonction des risques accrue liée au risque de crédit, qui s'explique essentiellement par la croissance du portefeuille de prêts et par une mise à jour de nos paramètres d'évaluation des risques liés aux prêts de détail, ainsi que la pondération en fonction des risques accrue liée au risque de marché, qui s'explique en grande partie par la hausse du niveau de risque associé à certains portefeuilles de titres à revenu fixe et de titres de participation. Nos paramètres d'évaluation des risques sont validés par des experts indépendants et mis à jour régulièrement. En plus de la mise à jour nos paramètres d'évaluation des risques liés aux prêts de détail effectuée au cours du trimestre considéré, nous effectuons actuellement notre examen des paramètres d'évaluation des risques liés à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et aux grandes entreprises, lequel devrait être terminé au cours des prochains trimestres. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2013.

Notre ratio du capital total a diminué de 30 points de base, principalement en raison du rachat d'actions privilégiées de 850 millions de dollars ainsi que de l'augmentation du risque pondéré en fonction des risques, qui s'explique tant par la croissance des activités que par une mise à jour des paramètres de gestion des risques liés aux prêts de détail, facteurs neutralisés en partie par les capitaux autogénérés.

Au 30 avril 2014, notre coefficient actif-capital (sur une base transitoire) était de 17,5 fois, comparativement à un coefficient actif-capital de 17,6 fois au 31 janvier 2014. Cette diminution reflète principalement les capitaux autogénérés qui ont été contrebalancés en partie par le rachat d'actions privilégiées.

### Principales activités de gestion du capital

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion du capital pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014.

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2014		Pour le semestre clos le 30 avril 2014	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
<b>Capital de première catégorie</b>				
Actions ordinaires émises				
Options sur actions exercées (1)	535	30 \$	1 674	95 \$
Actions achetées aux fins d'annulation	(1 381)	(14)	(1 381)	(14)
Émission d'actions privilégiées de série AK (2)	2 421	61	2 421	61
Émission d'actions privilégiées de série AZ (2), (3)	–	–	20 000	500
Rachat d'actions privilégiées de série AN	(9 000)	(225)	(9 000)	(225)
Rachat d'actions privilégiées de série AP	(11 000)	(275)	(11 000)	(275)
Rachat d'actions privilégiées de série AR	(14 000)	(350)	(14 000)	(350)
<b>Capital de deuxième catégorie</b>				
Remboursement de débetures subordonnées échéant le 4 novembre 2018 (2)		–		(1 000)
Remboursement de titres TruCS 2013 (2)		–		(900)

(1) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(3) En fonction des montants bruts.

### Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Au 30 avril 2014		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires en circulation	1 441 349	14 458 \$	0,71 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation			
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300	0,31
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	0,29
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	13 579	339	0,22
À dividende non cumulatif, série AK (3)	2 421	61	0,17
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300	0,27
À dividende non cumulatif, série AT (3)	11 000	275	0,39
À dividende non cumulatif, série AV (3)	16 000	400	0,39
À dividende non cumulatif, série AX (3)	13 000	325	0,38
À dividende non cumulatif, série AZ (3)	20 000	490	0,31
Actions propres – privilégiées	11	–	
Actions propres – ordinaires	1 097	73	
Options sur actions			
En cours	9 635		
Pouvant être exercées	6 035		
Dividendes			
Actions ordinaires		1 025	
Actions privilégiées		52	

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.

(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2013, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, en vertu de laquelle nous pouvons racheter un nombre maximal de 30 millions de nos actions ordinaires. Cette offre se poursuivra jusqu'au 31 octobre 2014. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2014, nous avons racheté 1,4 million de nos actions ordinaires en vertu de cette offre publique de rachat. Le coût total du rachat d'actions s'est établi à 100 millions de dollars et il se compose d'une valeur comptable de 14 millions et d'une prime supplémentaire de 86 millions payée lors du rachat.

Au 16 mai 2014, le nombre d'actions ordinaires en circulation et d'options sur actions en cours se chiffrait à 1 441 356 056 et à 9 627 524, respectivement, et il y avait 170 000 000 d'actions privilégiées en circulation, dont 20 000 000 sont classées dans le passif au titre des actions privilégiées. Au 16 mai 2014, le nombre de nos actions propres privilégiées et ordinaires s'établissait à (79 779) et à (897 944), respectivement.

### Capital attribué

La méthode que nous utilisons consiste à attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation selon le montant le plus élevé entre le capital économique pleinement diversifié et les exigences en matière de capital réglementaire de l'accord de Bâle III. Nous assurons la concordance du taux de conversion du capital avec notre ratio cible des capitaux propres ordinaires de première catégorie, lequel est établi dans notre plan relatif au capital. L'attribution du capital fondée sur le risque fournit une mesure du rendement uniforme des secteurs d'exploitation, qui permet une comparaison avec notre objectif de rendement global et aide la direction à déterminer l'affectation des ressources, en fonction d'autres facteurs. L'attribution du capital à chaque secteur d'exploitation pourrait varier en raison des changements apportés au cadre réglementaire, tels que la mise en application d'exigences de fonds propres liées à l'ajustement de l'évaluation du crédit avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014, et la mise en œuvre du supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le tableau ci-après présente un sommaire des composantes de notre capital attribué :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 30 avril 2014	le 31 janvier 2014	le 30 avril 2013
Risque de crédit	13 050 \$	13 000 \$	11 700 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	3 600	3 900	3 400
Risque d'exploitation	4 300	4 200	4 050
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 750	2 700	2 600
Risque d'assurance	550	500	450
Goodwill et immobilisations incorporelles	11 350	11 350	10 800
Attribution du capital réglementaire	4 400	3 900	2 650
Capital attribué	40 000 \$	39 550 \$	35 650 \$
Sous-attribution de capital	5 550	4 500	4 200
<b>Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires</b>	<b>45 550 \$</b>	<b>44 050 \$</b>	<b>39 850 \$</b>

### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le capital attribué a augmenté de 4 milliards de dollars, principalement en raison de l'augmentation du risque de crédit reflétant l'incidence de la conversion des devises et l'accroissement des activités. Le risque lié au goodwill et aux immobilisations incorporelles a augmenté, essentiellement en raison de l'incidence de la conversion des devises et de la comptabilisation d'immobilisations incorporelles liées à certaines activités.

L'augmentation du risque d'exploitation et du risque commercial est attribuable à la croissance des revenus. L'attribution du capital réglementaire a augmenté de 2 milliards de dollars, ce qui s'explique surtout par l'inclusion des fonds propres liés à l'ajustement de l'évaluation du crédit et par les variations de taux.

Notre capitalisation demeure favorable, et les niveaux actuels des capitaux disponibles excèdent le capital attribué requis pour couvrir tous nos risques significatifs. Le capital non attribué a augmenté par rapport à l'exercice précédent, puisque nous avons conservé des capitaux additionnels en prévision des exigences supplémentaires du BSIF en matière de capital pour les banques d'importance systémique nationale.

### Deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014

Le capital attribué a augmenté de 500 millions de dollars, principalement en raison de l'accroissement de l'attribution du capital réglementaire découlant de la croissance des activités, ainsi que de l'augmentation du risque d'exploitation et du risque commercial découlant de la hausse des revenus bruts. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une diminution du risque de marché lié aux activités autres que de négociation.



## Information financière supplémentaire

## Risques liés à certains instruments financiers

## Risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, aux titres garantis par des créances (TGC) et aux prêts hypothécaires

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2014				30 avril 2013			
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	Total
<b>Juste valeur des titres</b>	<b>186 \$</b>	<b>240 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>426 \$</b>	<b>184 \$</b>	<b>178 \$</b>	<b>16 \$</b>	<b>378 \$</b>
<b>Juste valeur des titres selon la note</b>								
AAA	4 \$	– \$	– \$		12 \$	– \$	– \$	
AA	37	4	–		38	3	–	
A	33	3	–		15	–	–	
BBB	25	5	–		24	–	–	
Inférieure à BBB	87	228	–		95	175	16	
<b>Total</b>	<b>186 \$</b>	<b>240 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>426 \$</b>	<b>184 \$</b>	<b>178 \$</b>	<b>16 \$</b>	<b>378 \$</b>
<b>Juste valeur des titres par année de montage</b>								
2003 (ou avant)	– \$	24 \$	– \$		7 \$	3 \$	– \$	
2004	8	44	–		6	30	–	
2005	84	114	–		83	83	16	
2006	57	42	–		60	36	–	
2007 et par la suite	37	16	–		28	26	–	
<b>Total</b>	<b>186 \$</b>	<b>240 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>426 \$</b>	<b>184 \$</b>	<b>178 \$</b>	<b>16 \$</b>	<b>378 \$</b>
<b>Coût amorti des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)</b>	<b>8 \$</b>	<b>37 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>45 \$</b>	<b>7 \$</b>	<b>28 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>35 \$</b>
<b>Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A</b>	<b>194 \$</b>	<b>277 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>471 \$</b>	<b>191 \$</b>	<b>206 \$</b>	<b>16 \$</b>	<b>413 \$</b>

## Sensibilité de la juste valeur des titres aux modifications des hypothèses :

Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux	(7)\$	(9)\$
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt	(1)	(11)
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(4)	(5)
Diminution de 25 % des taux de remboursement anticipé	(2)	4

Certaines activités et transactions que nous effectuons nous exposent au risque de défaillance lié aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition aux risques liés aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'établissait à 471 millions de dollars, représentait moins de 0,1 % du total de notre actif au 30 avril 2014, comparativement à 413 millions, ou 0,1 %, à l'exercice précédent. L'augmentation de 58 millions de dollars s'explique principalement par l'achat de certains titres et l'incidence de la conversion des devises.

## Deuxième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2013

Le total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles présenté dans le tableau ci-dessus pourrait être exposé aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. Au 30 avril 2014, notre exposition aux risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain s'établissait à 186 millions de dollars, en hausse de 2 millions, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent. Une tranche de 74 millions de dollars, ou 40 %, de nos placements liés à cette exposition présentait la notation A ou une notation plus élevée, soit une augmentation de 9 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'achat de certains titres.

Au 30 avril 2014, nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain qui présentaient la notation AAA représentaient 2 % du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain, comparativement à 7 % à l'exercice précédent, en raison de la vente de titres. Au 30 avril 2014, notre exposition aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain se chiffrait à 8 millions de dollars, soit un résultat relativement inchangé par rapport au trimestre précédent.

Du total de notre portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements d'une juste valeur de 240 millions de dollars pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain a augmenté de 62 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'achat de certains titres et de l'incidence de la conversion des devises. Environ 24 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis en 2006 ou par la suite, comparativement à 35 % à l'exercice précédent. Au 30 avril 2014, notre exposition aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain, s'établissait à 37 millions de dollars, en hausse de 9 millions par rapport à l'exercice précédent.

À l'heure actuelle, nous ne détenons pas de TGC qui pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou de catégorie Alt-A sur le marché américain. Au 30 avril 2014, les risques liés aux TGC à risque sur le marché américain ont diminué de 16 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison de la vente de ces titres. Au 30 avril 2014, la juste valeur de nos TGC de sociétés, qui se composent principalement de titres garantis par des prêts de sociétés de 1,2 milliard de dollars, a diminué de 0,6 milliard par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement du rachat de certains titres.

### Arrangements hors bilan

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 30 avril 2014, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

### Financement avec endettement

Les activités de prêt avec endettement se rapportent à l'octroi de financement par emprunt dont le produit est généralement utilisé par les emprunteurs pour financer les rachats de participations, les fusions et acquisitions, les restructurations d'entreprise et les facilités de crédit-relais, et pour répondre à certains critères de levier financier. Nous avons revu notre définition au cours du trimestre; nous considérons auparavant que le financement avec endettement concernait principalement une entité liée à un promoteur financier. Au 30 avril 2014, le total de nos engagements, y compris les montants capitalisés et non capitalisés, s'établissait à 15,8 milliards de dollars.

### Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 124 millions de dollars au 30 avril 2014.

### Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Nos instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans les niveaux 1, 2 ou 3, selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur définie dans IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. Pour de plus amples renseignements sur la juste valeur de nos instruments financiers et sur les transferts d'instruments entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, se reporter à la note 3 de nos états financiers résumés.

Le tableau ci-dessous illustre le total de la juste valeur de chaque catégorie principale d'actifs financiers et de passifs financiers évalués à la juste valeur, ainsi que le pourcentage de la juste valeur pour chaque catégorie classée dans les niveaux 1, 2 ou 3 au 30 avril 2014.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2014				Total
	Juste valeur (1)	Niveau 1 (1)	Niveau 2 (1)	Niveau 3 (1)	
<b>Actifs financiers</b>					
Valeurs mobilières évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net	148 398 \$	41 %	58 %	1 %	100 %
Disponibles à la vente	42 682	15 %	73 %	12 %	100 %
Prêts de gros	2 312	0 %	80 %	20 %	100 %
Dérivés	107 286	2 %	97 %	1 %	100 %
Autres actifs	997	61 %	39 %	0 %	100 %
<b>Passifs financiers</b>					
Dépôts	72 094 \$	0 %	92 %	8 %	100 %
Dérivés	108 495	2 %	96 %	2 %	100 %

(1) Les actifs et passifs dérivés présentés dans le tableau ci-dessus ne reflètent pas l'incidence de la compensation.

## Questions en matière de comptabilité et de contrôle

### Sommaire des méthodes comptables et des estimations

Nos états financiers résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les principales méthodes comptables sont présentées à la note 2 de nos états financiers résumés, ainsi qu'à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

### Changements de méthodes comptables et informations à fournir

Nous avons adopté plusieurs IFRS nouvelles et modifiées avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2013. Ces normes nouvelles et modifiées comprennent IFRS 10, *États financiers consolidés*, IFRS 11, *Partenariats*, IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, IAS 27, *États financiers individuels*, IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, IAS 19, *Avantages du personnel*, IFRS 7, *Instruments financiers – informations à fournir – compensation des actifs financiers et des passifs financiers*, et les dispositions sur le risque de crédit propre d'IFRS 9, *Instruments financiers*. Pour des détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

### Contrôles et procédures

#### Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 30 avril 2014, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux règles adoptées par la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Selon cette évaluation, le chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 30 avril 2014.

#### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2014, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

### Transactions entre parties liées

Nos politiques et procédures relatives aux transactions entre parties liées n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2013. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 28 de nos états financiers consolidés annuels de 2013.

## Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, qui a été mis en place par le Conseil de stabilité financière, a publié un rapport (intitulé Enhancing the Risk Disclosures of Banks) dans lequel il présente 32 recommandations visant à présenter des renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques. En conséquence, les informations à fournir supplémentaires sont présentées dans notre rapport annuel 2013, dans notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2014 et dans notre document d'information financière complémentaire.

L'index suivant présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements :

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	51	114	
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques	–	54-58	–
	3	Risques principaux et risques émergents	–	207-209	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	38, 45-46	76, 91-92	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques	–	54-58	–
	6	Culture à l'égard du risque	–	54	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités	–	58	–
	8	Simulation de crise	–	56-57, 70	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de capital minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique nationale	45-46	91-92	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire	–	–	22-27
	11	État de l'évolution du capital réglementaire	–	–	28
	12	Planification stratégique en matière de capital	–	90	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité	–	–	31
	14	Analyse des exigences de capital et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe	–	59-62	29-30
	15	Information relative au risque de crédit lié aux actifs pondérés en fonction des risques et mesures de risque connexes	–	–	42-44
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque	–	–	31
Liquidités	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle	–	60	42
	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	38-40	78-79	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	40, 45	78-79 86	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	42-44	83-84	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	41-42	80-81	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	36-38	75	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	34-35	70-71, 73	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché	–	70	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés	–	70-71	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la banque	26-33	59-69 151-154	32-44
	27	Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan Politiques de détermination des prêts douteux	33	109-112 103 131-132	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice	–	–	34, 38
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse	–	–	46
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit	–	61	41
	Autres	31	Autres risques	–	86-89
32		Événements publics comportant des risques	–	89,194	–

## Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	30 avril 2014	31 janvier 2014	31 octobre 2013	30 avril 2013
<b>Actif</b>				
<b>Trésorerie et montants à recevoir de banques</b>	15 879 \$	13 786 \$	15 550 \$	14 311 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts à des banques</b>	5 210	8 245	9 039	6 966
<b>Valeurs mobilières</b> (note 4)				
Titres détenus à des fins de transaction	148 398	148 774	144 023	139 787
Titres disponibles à la vente	43 083	40 720	38 687	36 534
	191 481	189 494	182 710	176 321
<b>Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	133 981	140 669	117 517	124 644
<b>Prêts</b> (note 5)				
Prêts de détail	324 142	322 518	320 627	311 594
Prêts de gros	99 177	95 089	90 182	86 974
	423 319	417 607	410 809	398 568
Provision pour pertes sur prêts (note 5)	(1 883)	(1 979)	(1 959)	(1 966)
	421 436	415 628	408 850	396 602
<b>Actif net des fonds distincts</b>	593	542	513	438
<b>Autres</b>				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	10 911	10 503	9 953	9 275
Dérivés (note 6)	72 633	79 475	74 822	93 693
Locaux et matériel	2 603	2 650	2 636	2 653
Goodwill	8 566	8 616	8 332	8 077
Autres immobilisations incorporelles	2 802	2 815	2 777	2 712
Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	273	290	247	606
Actifs au titre des avantages du personnel	299	265	161	150
Autres actifs	29 226	31 736	26 638	29 992
	127 313	136 350	125 566	147 158
<b>Total de l'actif</b>	895 893 \$	904 714 \$	859 745 \$	866 440 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>				
<b>Dépôts</b> (note 8)				
Particuliers	202 670 \$	200 125 \$	194 943 \$	188 163 \$
Entreprises et gouvernements	365 369	371 764	350 864	328 904
Banques	19 083	18 534	13 543	15 058
	587 122	590 423	559 350	532 125
<b>Passif au titre des fonds distincts</b>	593	542	513	438
<b>Autres</b>				
Acceptations	10 911	10 503	9 953	9 275
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 423	48 818	47 128	49 628
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	63 790	67 015	60 416	72 384
Dérivés (note 6)	73 206	80 702	76 745	97 665
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	8 163	8 115	8 034	8 228
Passifs au titre des avantages du personnel	2 034	1 979	2 027	2 631
Autres passifs	41 192	38 091	38 676	38 856
	249 719	255 223	242 979	278 667
<b>Débiteures subordonnées</b> (note 10)	6 486	6 521	7 443	8 503
<b>Passif au titre des actions privilégiées</b> (note 10)	490	490	–	–
<b>Total du passif</b>	844 410	853 199	810 285	819 733
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>				
Actions privilégiées	3 750	4 600	4 600	4 813
Actions ordinaires (émises – 1 441 348 556, 1 442 194 698, 1 441 055 616 et 1 444 372 468) (note 10)	14 458	14 442	14 377	14 354
Actions propres – privilégiées [détenues – (11 321), 1 829, (46 641) et 12 098]	–	–	1	–
– ordinaires [détenues – (1 097 349), (555 867), (666 366) et (701 082)]	73	33	41	40
Bénéfices non distribués	29 496	28 551	27 438	24 876
Autres composantes des capitaux propres	1 913	2 117	1 208	852
	49 690	49 743	47 665	44 935
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>	1 793	1 772	1 795	1 772
<b>Total des capitaux propres</b>	51 483	51 515	49 460	46 707
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	895 893 \$	904 714 \$	859 745 \$	866 440 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les montants comparatifs antérieurs au 1<sup>er</sup> novembre 2013 ont été retraités afin de tenir compte de l'adoption de nouvelles normes comptables. Se reporter à la note 2.

## Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2014	le 31 janvier 2014	le 30 avril 2013	le 30 avril 2014	le 30 avril 2013
<b>Revenu d'intérêt</b>					
Prêts	4 162 \$	4 230 \$	3 994 \$	8 392 \$	8 047 \$
Valeurs mobilières	1 006	957	887	1 963	1 848
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	235	246	237	481	486
Dépôts et autres	17	17	14	34	27
	5 420	5 450	5 132	10 870	10 408
<b>Frais d'intérêt</b>					
Dépôts et autres	1 459	1 458	1 399	2 917	2 835
Autres passifs	451	470	420	921	884
Débitures subordonnées	61	62	91	123	183
	1 971	1 990	1 910	3 961	3 902
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>3 449</b>	<b>3 460</b>	<b>3 222</b>	<b>6 909</b>	<b>6 506</b>
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>					
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 125	1 282	1 246	2 407	2 267
Revenus tirés des activités de négociation	300	310	151	610	507
Commissions de gestion de placements et de services de garde	714	718	605	1 432	1 214
Revenus tirés des fonds communs de placement	729	729	622	1 458	1 216
Commissions de courtage en valeurs mobilières	351	341	336	692	657
Frais bancaires	364	364	354	728	708
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	428	401	401	829	870
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	237	168	186	405	361
Revenus sur cartes	153	175	150	328	321
Commissions de crédit	237	287	246	524	532
Profit net sur les titres disponibles à la vente (note 4)	71	23	44	94	110
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	34	38	35	72	72
Autres	78	158	119	236	234
	4 821	4 994	4 495	9 815	9 069
<b>Total des revenus</b>	<b>8 270</b>	<b>8 454</b>	<b>7 717</b>	<b>16 724</b>	<b>15 575</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b> (note 5)	<b>244</b>	<b>292</b>	<b>287</b>	<b>536</b>	<b>636</b>
<b>Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance</b>	<b>830</b>	<b>982</b>	<b>938</b>	<b>1 812</b>	<b>1 643</b>
<b>Frais autres que d'intérêt</b>					
Ressources humaines (note 9)	2 734	2 850	2 572	5 584	5 221
Matériel	288	284	257	572	515
Frais d'occupation	331	316	303	647	605
Communications	190	156	174	346	331
Honoraires	162	160	182	322	342
Impartition de services de traitement	69	60	69	129	129
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	163	156	139	319	274
Autres	389	399	313	788	635
	4 326	4 381	4 009	8 707	8 052
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>2 870</b>	<b>2 799</b>	<b>2 483</b>	<b>5 669</b>	<b>5 244</b>
Impôt sur le résultat	669	707	574	1 376	1 288
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 201 \$</b>	<b>2 092 \$</b>	<b>1 909 \$</b>	<b>4 293 \$</b>	<b>3 956 \$</b>
<b>Bénéfice net attribuable aux :</b>					
Actionnaires	2 175 \$	2 067 \$	1 885 \$	4 242 \$	3 907 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	26	25	24	51	49
	2 201 \$	2 092 \$	1 909 \$	4 293 \$	3 956 \$
<b>Bénéfice de base par action</b> (en dollars) (note 11)	<b>1,47 \$</b>	<b>1,39 \$</b>	<b>1,26 \$</b>	<b>2,86 \$</b>	<b>2,61 \$</b>
<b>Bénéfice dilué par action</b> (en dollars) (note 11)	<b>1,47</b>	<b>1,38</b>	<b>1,25</b>	<b>2,85</b>	<b>2,59</b>
<b>Dividendes par action ordinaire</b> (en dollars)	<b>0,71</b>	<b>0,67</b>	<b>0,63</b>	<b>1,38</b>	<b>1,23</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les montants comparatifs antérieurs au 1<sup>er</sup> novembre 2013 ont été retraités afin de tenir compte de l'adoption de nouvelles normes comptables. Se reporter à la note 2.

## États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2014	le 31 janvier 2014	le 30 avril 2013	le 30 avril 2014	le 30 avril 2013
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 201 \$</b>	<b>2 092 \$</b>	<b>1 909 \$</b>	<b>4 293 \$</b>	<b>3 956 \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>					
<b>Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :</b>					
Variation nette des (pertes) profits latents sur les titres disponibles à la vente					
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	8	74	102	82	104
Reclassement en résultat de (profits nets) pertes nettes sur les titres disponibles à la vente	(24)	(11)	(23)	(35)	(73)
	(16)	63	79	47	31
Écarts de change					
(Pertes) profits de change latents	(458)	2 480	169	2 022	117
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	232	(1 513)	(95)	(1 281)	(58)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les activités de couverture des investissements nets	–	–	–	–	–
	(226)	967	74	741	59
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	40	(118)	(73)	(78)	(49)
Reclassement de (profits) pertes sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(2)	(3)	(8)	(5)	(20)
	38	(121)	(81)	(83)	(69)
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :</b>					
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 9)	17	77	(202)	94	(157)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(82)	–	–	(82)	–
	(65)	77	(202)	12	(157)
<b>Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>	<b>(269)</b>	<b>986</b>	<b>(130)</b>	<b>717</b>	<b>(136)</b>
<b>Total du bénéfice global</b>	<b>1 932 \$</b>	<b>3 078 \$</b>	<b>1 779 \$</b>	<b>5 010 \$</b>	<b>3 820 \$</b>
<b>Total du bénéfice global attribuable aux :</b>					
Actionnaires	1 906 \$	3 053 \$	1 755 \$	4 959 \$	3 771 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	26	25	24	51	49
	1 932 \$	3 078 \$	1 779 \$	5 010 \$	3 820 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2014	le 31 janvier 2014	le 30 avril 2013	le 30 avril 2014	le 30 avril 2013
Charge (économie) d'impôt liée aux profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	4 \$	26 \$	37 \$	30 \$	28 \$
(Charge) économie d'impôt liée au reclassement en résultat de (profits nets) pertes nettes sur les titres disponibles à la vente	(2)	(1)	(4)	(3)	(9)
(Économie) charge d'impôt liée aux (pertes) profits de change latents	(1)	5	–	4	(1)
Charge (économie) d'impôt liée aux profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	82	(536)	(33)	(454)	(20)
Économie d'impôt liée au reclassement en résultat de pertes (profits) sur les activités de couverture des investissements nets	–	1	–	1	–
Charge (économie) d'impôt liée aux profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	14	(42)	(26)	(28)	(18)
(Charge) économie d'impôt liée au reclassement en résultat de (profits) pertes sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	–	(1)	(3)	(1)	(7)
Charge (économie) d'impôt liée aux réévaluations des régimes d'avantages du personnel	2	28	(71)	30	(55)
(Économie) charge d'impôt liée à la variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(30)	–	–	(30)	–
<b>Total de la charge (de l'économie) d'impôt</b>	<b>69 \$</b>	<b>(520) \$</b>	<b>(100) \$</b>	<b>(451) \$</b>	<b>(82) \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les montants comparatifs antérieurs au 1<sup>er</sup> novembre 2013 ont été retraités afin de tenir compte de l'adoption de nouvelles normes comptables. Se reporter à la note 2.

## États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Autres composantes des capitaux propres										Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres			
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écarts de change	Couvertures de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Couvertures de flux de trésorerie							
(en millions de dollars canadiens)																	
<b>Solde au 31 janvier 2013</b>	4 813 \$	14 367 \$	(1) \$	(22) \$	24 289 \$	371 \$	181 \$	228 \$	780 \$	44 226 \$	1 764 \$	45 990 \$					
Variations des capitaux propres																	
Capital social émis	–	8	–	–	–	–	–	–	–	8	–	8					
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(21)	–	–	(107)	–	–	–	–	(128)	–	(128)					
Actions propres – vente	–	–	25	1 256	–	–	–	–	–	1 281	–	1 281					
Actions propres – achat	–	–	(24)	(1 194)	–	–	–	–	–	(1 218)	–	(1 218)					
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–					
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(910)	–	–	–	–	(910)	–	(910)					
Dividendes sur actions privilégiées, passif au titre des actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(64)	–	–	–	–	(64)	–	(64)					
Autres	–	–	–	–	(15)	–	–	–	–	(15)	–	(31)					
Bénéfice net	–	–	–	–	1 885	–	–	–	–	1 885	24	1 909					
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	(202)	79	74	(81)	72	(130)	–	(130)					
<b>Solde au 30 avril 2013</b>	4 813 \$	14 354 \$	– \$	40 \$	24 876 \$	450 \$	255 \$	147 \$	852 \$	44 935 \$	1 772 \$	46 707 \$					
<b>Solde au 31 octobre 2013</b>	4 600 \$	14 377 \$	1 \$	41 \$	27 438 \$	347 \$	686 \$	175 \$	1 208 \$	47 665 \$	1 795 \$	49 460 \$					
Variations des capitaux propres																	
Capital social émis	–	65	–	–	–	–	–	–	–	65	–	65					
Actions propres – vente	–	–	20	1 061	–	–	–	–	–	1 081	–	1 081					
Actions propres – achat	–	–	(21)	(1 069)	–	–	–	–	–	(1 090)	–	(1 090)					
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(2)	–	–	–	–	(2)	–	(2)					
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(966)	–	–	–	–	(966)	–	(966)					
Dividendes sur actions privilégiées, passif au titre des actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(62)	–	–	–	–	(62)	(47)	(109)					
Autres	–	–	–	–	(1)	–	–	–	–	(1)	(1)	(2)					
Bénéfice net	–	–	–	–	2 067	–	–	–	–	2 067	25	2 092					
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	77	63	967	(121)	909	986	–	986					
<b>Solde au 31 janvier 2014</b>	4 600 \$	14 442 \$	– \$	33 \$	28 551 \$	410 \$	1 653 \$	54 \$	2 117 \$	49 743 \$	1 772 \$	51 515 \$					
Variations des capitaux propres																	
Capital social émis	–	30	–	–	–	–	–	–	–	30	–	30					
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(14)	–	–	(86)	–	–	–	–	(100)	–	(100)					
Actions privilégiées rachetées	(850)	–	–	–	–	–	–	–	–	(850)	–	(850)					
Actions propres – vente	–	–	13	1 041	–	–	–	–	–	1 054	–	1 054					
Actions propres – achat	–	–	(13)	(1 001)	–	–	–	–	–	(1 014)	–	(1 014)					
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	(3)	–	–	–	–	(3)	–	(3)					
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(1 025)	–	–	–	–	(1 025)	–	(1 025)					
Dividendes sur actions privilégiées, passif au titre des actions privilégiées et autres	–	–	–	–	(52)	–	–	–	–	(52)	–	(52)					
Autres	–	–	–	–	1	–	–	–	–	1	(5)	(4)					
Bénéfice net	–	–	–	–	2 175	–	–	–	–	2 175	26	2 201					
Total des autres éléments du résultat global	–	–	–	–	(65)	(16)	(226)	38	(204)	(269)	–	(269)					
<b>Solde au 30 avril 2014</b>	3 750 \$	14 458 \$	– \$	73 \$	29 496 \$	394 \$	1 427 \$	92 \$	1 913 \$	49 690 \$	1 793 \$	51 483 \$					

## États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité) (suite)

	Autres composantes des capitaux propres										Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écarts de change	Couvertures de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
<b>en millions de dollars canadiens)</b>												
<b>Solde au 31 octobre 2012</b>	4 813 \$	14 323 \$	1 \$	30 \$	23 162 \$	419 \$	196 \$	216 \$	831 \$	43 160 \$	1 761 \$	44 921 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	-	52	-	-	-	-	-	-	-	52	-	52
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(21)	-	-	(107)	-	-	-	-	(128)	-	(128)
Actions propres – vente	-	-	70	1 892	-	-	-	-	-	1 962	-	1 962
Actions propres – achat	-	-	(71)	(1 882)	-	-	-	-	-	(1 953)	-	(1 953)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(2)	-	-	-	-	(2)	-	(2)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(1 778)	-	-	-	-	(1 778)	-	(1 778)
Dividendes sur actions privilégiées, passif au titre des actions privilégiées et autres	-	-	-	-	(129)	-	-	-	-	(129)	(47)	(176)
Autres	-	-	-	-	(20)	-	-	-	-	(20)	9	(11)
Bénéfice net	-	-	-	-	3 907	-	-	-	-	3 907	49	3 956
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	(157)	31	59	(69)	21	(136)	-	(136)
<b>Solde au 30 avril 2013</b>	4 813 \$	14 354 \$	- \$	40 \$	24 876 \$	450 \$	255 \$	147 \$	852 \$	44 935 \$	1 772 \$	46 707 \$
<b>Solde au 31 octobre 2013</b>	4 600 \$	14 377 \$	1 \$	41 \$	27 438 \$	347 \$	686 \$	175 \$	1 208 \$	47 665 \$	1 795 \$	49 460 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	-	95	-	-	-	-	-	-	-	95	-	95
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(14)	-	-	(86)	-	-	-	-	(100)	-	(100)
Actions privilégiées rachetées	(850)	-	-	-	-	-	-	-	-	(850)	-	(850)
Actions propres – vente	-	-	33	2 102	-	-	-	-	-	2 135	-	2 135
Actions propres – achat	-	-	(34)	(2 070)	-	-	-	-	-	(2 104)	-	(2 104)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(5)	-	-	-	-	(5)	-	(5)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(1 991)	-	-	-	-	(1 991)	-	(1 991)
Dividendes sur actions privilégiées, passif au titre des actions privilégiées et autres	-	-	-	-	(114)	-	-	-	-	(114)	(47)	(161)
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(6)	(6)
Bénéfice net	-	-	-	-	4 242	-	-	-	-	4 242	51	4 293
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	12	47	741	(83)	705	717	-	717
<b>Solde au 30 avril 2014</b>	3 750 \$	14 458 \$	- \$	73 \$	29 496 \$	394 \$	1 427 \$	92 \$	1 913 \$	49 690 \$	1 793 \$	51 483 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les montants comparatifs antérieurs au 1<sup>er</sup> novembre 2013 ont été retraités afin de tenir compte de l'adoption de nouvelles normes comptables. Se reporter à la note 2.



## Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2014	le 31 janvier 2014	le 30 avril 2013	le 30 avril 2014	le 30 avril 2013
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>					
Bénéfice net	2 201 \$	2 092 \$	1 909 \$	4 293 \$	3 956 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet de trésorerie et autres					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	244	292	287	536	636
Amortissement	123	119	109	242	216
Impôt différé	(95)	248	(210)	153	(88)
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	163	156	139	319	274
Perte (profit) à la vente de locaux et de matériel	7	(2)	(1)	5	(2)
Profit sur les titres disponibles à la vente	(78)	(39)	(48)	(117)	(127)
Perte de valeur de titres disponibles à la vente	5	10	4	15	17
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	(34)	(38)	(35)	(72)	(72)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	48	81	272	129	307
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	259	(49)	250	210	(155)
Impôt exigible	287	(853)	(228)	(566)	155
Actifs dérivés	6 842	(4 653)	(6 446)	2 189	(2 396)
Passifs dérivés	(7 496)	3 957	5 402	(3 539)	903
Titres détenus à des fins de transaction	450	(4 699)	(9 029)	(4 249)	(19 004)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation	(5 712)	(7 149)	(5 236)	(12 861)	(7 934)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et des titres empruntés	6 688	(23 152)	(3 311)	(16 464)	(12 387)
Variation des dépôts	(3 301)	32 391	7 611	29 090	14 046
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(3 225)	6 599	8 055	3 374	8 352
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	1 605	1 706	(434)	3 311	8 872
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	270	(267)	(368)	3	157
Autres	4 566	(6 182)	3 162	(1 616)	2 705
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation</b>	<b>3 817</b>	<b>568</b>	<b>1 854</b>	<b>4 385</b>	<b>(1 569)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	3 035	794	1 514	3 829	3 280
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	997	2 076	755	3 073	3 854
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	8 672	8 886	9 674	17 558	20 826
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(12 263)	(11 529)	(8 370)	(23 792)	(20 587)
Produit de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à leur échéance	70	142	48	212	198
Acquisitions de titres détenus jusqu'à leur échéance	(53)	(132)	(47)	(185)	(173)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(231)	(311)	(150)	(542)	(396)
Flux de trésorerie affectés aux acquisitions	-	-	(2 537)	-	(2 537)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement</b>	<b>227</b>	<b>(74)</b>	<b>887</b>	<b>153</b>	<b>4 465</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>					
Rachat de titres de fiducie de capital	-	(900)	-	(900)	-
Émission de débentures subordonnées	-	-	-	-	2 046
Remboursement de débentures subordonnées	-	(1 000)	(1 000)	(1 000)	(1 000)
Émission d'actions ordinaires	30	65	8	95	52
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(100)	-	(128)	(100)	(128)
Passif au titre de l'émission d'actions privilégiées	-	490	-	490	-
Rachat d'actions privilégiées	(850)	-	-	(850)	-
Actions propres - vente	1 054	1 081	1 281	2 135	1 962
Actions propres - achat	(1 014)	(1 090)	(1 218)	(2 104)	(1 953)
Dividendes versés	(1 028)	(1 026)	(933)	(2 054)	(1 865)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	-	(47)	-	(47)	(47)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(3)	5	1	2	(96)
<b>Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement</b>	<b>(1 911)</b>	<b>(2 422)</b>	<b>(1 989)</b>	<b>(4 333)</b>	<b>(1 029)</b>
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(40)	164	20	124	16
<b>Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques</b>	<b>2 093</b>	<b>(1 764)</b>	<b>772</b>	<b>329</b>	<b>1 883</b>
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	13 786	15 550	13 539	15 550	12 428
<b>Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)</b>	<b>15 879 \$</b>	<b>13 786 \$</b>	<b>14 311 \$</b>	<b>15 879 \$</b>	<b>14 311 \$</b>
<b>Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :</b>					
Intérêts versés	1 487 \$	2 170 \$	1 379 \$	3 657 \$	3 751 \$
Intérêts reçus	4 994	5 407	4 733	10 401	9 796
Dividendes reçus	384	369	365	753	734
Impôt sur le résultat payé	519	712	817	1 231	1 064

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 2,3 milliards de dollars au 30 avril 2014 (2,6 milliards au 31 janvier 2014; 2,6 milliards au 31 octobre 2013; 2,6 milliards au 30 avril 2013; 2,6 milliards au 31 janvier 2013; 2,1 milliards au 31 octobre 2012).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les montants comparatifs antérieurs au 1<sup>er</sup> novembre 2013 ont été retraités afin de tenir compte de l'adoption de nouvelles normes comptables. Se reporter à la note 2.

## Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels, et ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels 2013 audités et les notes annexes présentés aux pages 115 à 203 de notre rapport annuel 2013. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 21 mai 2014, le conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

## Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

À l'exception de ce qui est expliqué ci-après, les états financiers résumés ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels de 2013 audités.

### Changements de méthodes comptables

Au cours du trimestre, nous avons adopté la nouvelle norme comptable suivante :

#### Dispositions sur le risque de crédit propre d'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9)

Les dispositions sur le risque de crédit propre d'IFRS 9 changent la manière de comptabiliser les passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Auparavant, sous IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39), toutes les variations de la juste valeur des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net étaient comptabilisées en résultat net. En vertu d'IFRS 9, les variations de la juste valeur de ces passifs attribuables à notre risque de crédit propre sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'en résultat. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ne seront pas reclassés en résultat net dans une période future.

Nous avons adopté de façon prospective les dispositions sur le risque de crédit propre d'IFRS 9; la date de la première application est le 1<sup>er</sup> novembre 2013. Les variations de la juste valeur de nos passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net attribuables aux modifications de notre risque de crédit propre sont désormais comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les autres variations de la juste valeur continuent d'être comptabilisées aux postes Revenus tirés des activités de négociation ou Revenus autres que d'intérêts – Autres. Nous n'avons pas retraité nos résultats trimestriels ou annuels pour les périodes antérieures au 1<sup>er</sup> février 2014, puisque les montants n'étaient pas importants. Les montants constatés dans le compte de résultat du premier trimestre de 2014 ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour le trimestre considéré.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence de l'adoption de la norme susmentionnée sur notre état consolidé du résultat global et sur notre compte consolidé de résultat pour le semestre clos le 30 avril 2014. Les données présentées en vertu des dispositions sur le risque de crédit propre d'IFRS 9 sont comparées aux résultats pro forma que nous aurions comptabilisés si nous avions continué d'appliquer IAS 39. L'adoption n'a pas eu d'incidence sur notre bilan consolidé.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour le semestre clos le 30 avril 2014		
	Données pro forma (IAS 39)	Incidence	Données présentées (IFRS 9)
<b>État consolidé du résultat global</b>			
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	799 \$	(82)\$	717 \$
<b>Compte consolidé de résultat</b>			
Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation	503 \$	107 \$	610 \$
Revenus autres que d'intérêt – Autres	231	5	236
Frais autres que d'intérêt – Ressources humaines (1)	5 548	36	5 584
Bénéfice net	4 237	56	4 293
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,82	0,04	2,86
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,81	0,04	2,85

(1) Les ajustements ont trait aux arrangements de rémunération variable.

Au cours du premier trimestre, nous avons adopté les nouvelles normes comptables suivantes :

#### Modifications à IAS 19, *Avantages du personnel* (IAS 19)

Les modifications à IAS 19 changent la manière de comptabiliser les prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi, particulièrement les gains actuariels et les pertes actuarielles, les coûts des services passés, les frais d'intérêt et le rendement des actifs des régimes. La norme modifiée élimine le report et l'amortissement des écarts actuariels par le biais du résultat net, exigeant plutôt la comptabilisation immédiate des écarts actuariels dans les autres éléments du résultat global. Les coûts des services passés sont également comptabilisés immédiatement dans la période où un régime est modifié. Le montant net des intérêts, calculé en appliquant le taux d'actualisation à l'actif net ou au passif net au titre des prestations définies, remplace les composantes coût financier et rendement prévu des actifs des régimes de la charge au titre des régimes à prestations définies. Les modifications présentent également un certain nombre d'exigences en matière d'informations intermédiaires et annuelles à fournir sur les régimes à prestations définies.

Nous avons adopté les modifications de façon rétrospective le 1<sup>er</sup> novembre 2013. Aux termes de la norme modifiée, nous comptabilisons la valeur actualisée de notre obligation au titre des prestations définies pour chaque régime de retraite à prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime, comme un passif au poste Passifs au titre des avantages du personnel dans nos bilans consolidés. Dans le cas des régimes comportant un actif net au titre des prestations définies, le montant est comptabilisé comme un actif au poste Actifs au titre des avantages du personnel. Les nouvelles informations intermédiaires à fournir sont présentées à la note 9.

#### IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10)

IFRS 10 remplace les exigences relatives à la consolidation prévues par IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (IAS 27), et SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc* (SIC-12), et elle fournit un modèle de consolidation unique applicable à tous les types d'entités. IFRS 10 est fondée sur le principe qu'une entité doit consolider toutes les autres entités qu'elle contrôle.

Aux termes d'IAS 27 et de SIC-12, le contrôle était basé sur le fait de détenir la majorité des participations avec droit de vote ou, dans le cas des entités ad hoc, sur une évaluation globale de l'objet et de la conception de l'entité, de nos droits décisionnels et de notre exposition à la majorité des risques et avantages attachés à la propriété. Aux termes d'IFRS 10, trois conditions doivent être remplies pour avoir le contrôle : i) il faut avoir un pouvoir décisionnel en ce qui a trait aux activités pertinentes, ii) il faut être exposé à des rendements variables et iii) il doit y avoir un lien entre pouvoir décisionnel et rendements. IFRS 10 présente un guide d'application substantiel qui approfondit les principes nouveaux et existants liés à la détermination du contrôle. Elle met davantage l'accent sur le pouvoir décisionnel en en faisant une condition pour avoir le contrôle, ne présente plus une définition claire de l'évaluation de l'exposition aux risques et aux avantages, mais amène de nouveaux faits à prendre en considération pour déterminer si nous agissons pour notre propre compte ou comme mandataire pour des entités sur lesquelles nous exerçons un pouvoir décisionnel. La détermination du contrôle est fondée sur les faits et circonstances actuels et doit faire l'objet d'une évaluation sur une base continue.

Nous avons adopté IFRS 10 de façon rétrospective le 1<sup>er</sup> novembre 2013. Lors de l'adoption, la Fiducie de capital RBC II a été déconsolidée, car notre participation ne nous expose pas à des rendements variables. Se reporter à la note 20 de notre rapport annuel de 2013 pour en savoir davantage sur les instruments de capital innovateurs.

#### **IFRS 11, *Partenariats* (IFRS 11)**

IFRS 11 exige d'une partie à un partenariat qu'elle détermine le type de partenariat auquel elle participe en évaluant ses droits et obligations issus du partenariat. IFRS 11 exige d'un coparticipant qu'il comptabilise et évalue les actifs et passifs liés à sa participation dans le partenariat, et d'un coentrepreneur qu'il applique la méthode de la mise en équivalence. Nous avons adopté IFRS 11 de façon rétrospective le 1<sup>er</sup> novembre 2013. Par suite de l'adoption, nous utilisons la méthode de la mise en équivalence pour la comptabilisation des coentreprises, et non plus la méthode de la consolidation proportionnelle.

#### **IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* (IFRS 12)**

IFRS 12 fournit des directives plus détaillées sur les informations à fournir annuellement à l'égard des intérêts d'une entité présentant l'information financière dans d'autres entités. La norme exige qu'une entité présente de l'information qui aide les utilisateurs à évaluer i) la nature de ses intérêts détenus dans des filiales, des coentreprises, des entreprises associées et des entités structurées non consolidées (structures hors bilan) et les risques qui leur sont associés et ii) l'incidence de ces intérêts sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité. Nous avons adopté IFRS 12 le 1<sup>er</sup> novembre 2013. Toutefois, l'adoption d'IFRS 12 n'a eu aucune incidence sur les états financiers résumés. Les informations annuelles requises par IFRS 12, y compris celles des périodes comparatives, seront présentées dans nos états financiers annuels consolidés pour l'exercice 2014.

#### **IAS 27, *États financiers individuels* (IAS 27) et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (IAS 28)**

En raison des nouvelles IFRS, soit IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12, l'IASB a publié les normes suivantes, qui ont été révisées et dont l'intitulé a été modifié : IAS 27, *États financiers individuels*, et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*. Nous avons adopté de façon rétrospective ces nouvelles exigences le 1<sup>er</sup> novembre 2013. L'adoption n'a eu aucune incidence sur nos états financiers résumés.

#### **IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (IFRS 13)**

IFRS 13 présente une définition révisée de la juste valeur et établit, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur. IFRS 13 exige également la présentation d'informations à fournir plus exhaustives sur l'évaluation de la juste valeur. Les exigences relatives à l'évaluation et aux informations à fournir d'IFRS 13 s'appliquent lorsqu'une autre norme impose ou permet que l'élément soit évalué à la juste valeur, sauf quelques exceptions limitées. Nous avons adopté de façon prospective IFRS 13 le 1<sup>er</sup> novembre 2013. L'adoption n'a pas eu une incidence significative sur nos états financiers résumés. Les nouvelles informations intermédiaires à fournir aux termes d'IAS 34 par suite de l'adoption d'IFRS 13 sont présentées à la note 3.

#### **IFRS 7, *Informations à fournir – Compensation des actifs financiers et des passifs financiers* (IFRS 7)**

Les modifications à IFRS 7 exigent la présentation d'informations supplémentaires afin de permettre aux utilisateurs d'évaluer l'incidence des accords de compensation sur la situation financière d'une entité. En vertu des modifications, les entités doivent présenter le montant brut et le montant net des conventions-cadres de compensation et des accords semblables, y compris l'incidence des garanties financières, qu'elles soient présentées ou non au montant net dans le bilan. Nous avons adopté les modifications à IFRS 7 le 1<sup>er</sup> novembre 2013. L'adoption des modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers résumés. Les informations annuelles requises par les modifications, y compris celles des périodes comparatives, seront présentées dans les états annuels consolidés pour l'exercice 2014.

**Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements (suite)**

L'incidence de l'adoption au premier trimestre des normes expliquées ci-dessus sur nos bilans consolidés au 31 octobre 2013, au 30 avril 2013 et au 31 octobre 2012 et sur nos comptes consolidés de résultat pour les exercices clos les 31 octobre 2013 et 2012 est présentée dans les tableaux suivants.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Au 31 octobre 2013					
	Montant publié (1)	Ajustements			Incidence totale	Montant retraité
		IAS 19	IFRS 10	IFRS 11		
<b>Bilan consolidé</b>						
Trésorerie et montants à recevoir de banques	15 870 \$	– \$	– \$	(320)\$	(320)\$	15 550 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	9 061	–	–	(22)	(22)	9 039
Valeurs mobilières – Titres détenus aux fins de transaction et Titres disponibles à la vente	182 718	–	1	(9)	(8)	182 710
Prêts – Prêts de gros (1)	89 998	–	3	181	184	90 182
Autres – Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	112	–	–	135	135	247
Autres – Actifs au titre des avantages du personnel	1 084	(923)	–	–	(923)	161
Autres – Autres postes touchés par les changements de méthodes comptables (2)	40 503	292	–	(412)	(120)	40 383
Postes non touchés par les changements de méthodes comptables	521 473	–	–	–	–	521 473
<b>Total de l'actif</b>	<b>860 819</b>	<b>(631)</b>	<b>4</b>	<b>(447)</b>	<b>(1 074)</b>	<b>859 745</b>
Dépôts – Entreprises et gouvernements (1)	349 994	–	903	(33)	870	350 864
Autres – Passifs au titre des avantages du personnel	1 759	268	–	–	268	2 027
Autres – Autres passifs	39 113	(24)	1	(414)	(437)	38 676
Titres de fiducie de capital	900	–	(900)	–	(900)	–
Bénéfices non distribués	28 314	(876)	–	–	(876)	27 438
Autres composantes des capitaux propres	1 207	1	–	–	1	1 208
Postes non touchés par les changements de méthodes comptables	439 532	–	–	–	–	439 532
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>860 819 \$</b>	<b>(631)\$</b>	<b>4 \$</b>	<b>(447)\$</b>	<b>(1 074)\$</b>	<b>859 745 \$</b>
<b>Compte consolidé de résultat</b>						
Bénéfice net (exercice clos le 31 octobre 2013)	8 429 \$	(87)\$	– \$	– \$	(87)\$	8 342 \$
<i>Trimestre clos le 31 janvier 2013</i>	2 070	(23)	–	–	(23)	2 047
<i>Trimestre clos le 30 avril 2013</i>	1 936	(27)	–	–	(27)	1 909
<i>Trimestre clos le 31 juillet 2013</i>	2 304	(19)	–	–	(19)	2 285
<i>Trimestre clos le 31 octobre 2013</i>	2 119	(18)	–	–	(18)	2 101
Bénéfice de base par action (en dollars) (exercice clos le 31 octobre 2013)	5,60	(0,07)	–	–	(0,07)	5,53
Bénéfice dilué par action (en dollars) (exercice clos le 31 octobre 2013)	5,54	(0,05)	–	–	(0,05)	5,49

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2013					
	Montant publié (1)	Ajustements			Incidence totale	Montant retraité
		IAS 19	IFRS 10	IFRS 11		
<b>Bilan consolidé</b>						
Trésorerie et montants à recevoir de banques	14 503 \$	– \$	– \$	(192)\$	(192)\$	14 311 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	6 981	–	–	(15)	(15)	6 966
Valeurs mobilières – Titres détenus aux fins de transaction et Titres disponibles à la vente	176 329	–	2	(10)	(8)	176 321
Prêts – Prêts de gros (1)	86 975	–	3	(4)	(1)	86 974
Autres – Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	132	–	–	474	474	606
Autres – Actifs au titre des avantages du personnel	1 089	(939)	–	–	(939)	150
Autres – Autres postes touchés par les changements de méthodes comptables (2)	43 843	431	–	(840)	(409)	43 434
Postes non touchés par les changements de méthodes comptables	537 678	–	–	–	–	537 678
<b>Total de l'actif</b>	<b>867 530</b>	<b>(508)</b>	<b>5</b>	<b>(587)</b>	<b>(1 090)</b>	<b>866 440</b>
Dépôts – Entreprises et gouvernements (1)	328 026	–	903	(25)	878	328 904
Autres – Passifs au titre des avantages du personnel	1 786	845	–	–	845	2 631
Autres – Autres passifs	39 454	(37)	1	(562)	(598)	38 856
Titres de fiducie de capital	899	–	(899)	–	(899)	–
Bénéfices non distribués	26 191	(1 315)	–	–	(1 315)	24 876
Autres composantes des capitaux propres	853	(1)	–	–	(1)	852
Postes non touchés par les changements de méthodes comptables	470 321	–	–	–	–	470 321
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>867 530 \$</b>	<b>(508) \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>(587)\$</b>	<b>(1 090)\$</b>	<b>866 440 \$</b>

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Au 31 octobre 2012 et pour l'exercice clos à cette date					Montant retraité
	Montant publié (1)	Ajustements			Incidence totale	
		IAS 19	IFRS 10	IFRS 11		
<b>Bilan consolidé</b>						
Trésorerie et montants à recevoir de banques	12 617 \$	– \$	– \$	(189)\$	(189)\$	12 428 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	10 255	–	–	(9)	(9)	10 246
Valeurs mobilières – Titres détenus aux fins de transaction et Titres disponibles à la vente	161 611	–	1	(10)	(9)	161 602
Prêts – Prêts de gros (1)	79 953	–	3	(7)	(4)	79 949
Autres – Participations dans des coentreprises et des entreprises associées	125	–	–	452	452	577
Autres – Actifs au titre des avantages du personnel	1 049	(920)	–	–	(920)	129
Autres – Autres postes touchés par les changements de méthodes comptables (2)	47 881	367	–	(834)	(467)	47 414
Postes non touchés par les changements de méthodes comptables	511 609	–	–	–	–	511 609
<b>Total de l'actif</b>	<b>825 100</b>	<b>(553)</b>	<b>4</b>	<b>(597)</b>	<b>(1 146)</b>	<b>823 954</b>
Dépôts – Entreprises et gouvernements (1)	312 314	–	903	(21)	882	313 196
Autres – Passifs au titre des avantages du personnel	1 729	589	–	–	589	2 318
Autres – Autres passifs	41 371	(35)	1	(576)	(610)	40 761
Titres de fiducie de capital	900	–	(900)	–	(900)	–
Bénéfices non distribués	24 270	(1 108)	–	–	(1 108)	23 162
Autres composantes des capitaux propres	830	1	–	–	1	831
Postes non touchés par les changements de méthodes comptables	443 686	–	–	–	–	443 686
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>825 100 \$</b>	<b>(553)\$</b>	<b>4 \$</b>	<b>(597)\$</b>	<b>(1 146)\$</b>	<b>823 954 \$</b>
<b>Compte consolidé de résultat</b>						
Bénéfice net	7 539 \$	(32)\$	– \$	– \$	(32)\$	7 507 \$
Bénéfice de base par action (en dollars)	4,98	(0,02)	–	–	(0,02)	4,96
Bénéfice dilué par action (en dollars)	4,93	(0,02)	–	–	(0,02)	4,91

(1) Les montants ont été retraités par rapport à ceux publiés initialement afin de refléter les changements de classement effectués au cours de la période considérée.

(2) Comprend les locaux et le matériel, le goodwill, les autres immobilisations incorporelles et les autres actifs.

### Note 3 Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Nous déterminons la juste valeur en tenant compte de tous les facteurs que les participants du marché prendraient en considération pour établir un prix, y compris les méthodes d'évaluation généralement reconnues.

Le Conseil d'administration surveille l'évaluation des instruments financiers principalement par l'entremise du Comité d'audit et du Comité de révision et de la politique du risque. Le Comité d'audit revoit la présentation des instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur et les informations à fournir, tandis que le Comité de révision et de la politique du risque évalue le caractère adéquat des structures de gouvernance et des processus de contrôle concernant ces instruments.

Nous avons mis en place des politiques, des procédures et des contrôles liés aux méthodes et aux techniques d'évaluation afin de nous assurer que la juste valeur fait l'objet d'une estimation raisonnable. Les principaux processus et contrôles d'évaluation comprennent, sans s'y limiter, la ventilation des profits et des pertes, la vérification indépendante des prix et les normes de validation des modèles. Ces processus de contrôle sont gérés soit par le groupe Finance, soit par la Gestion des risques du Groupe et ils sont indépendants des secteurs d'activité connexes et de leurs fonctions de négociation. La ventilation des profits et des pertes est un processus qui vise à expliquer les variations de la juste valeur de certaines positions et elle est effectuée quotidiennement pour les portefeuilles de négociation. Tous les instruments comptabilisés à la juste valeur sont soumis à la vérification indépendante des prix, soit un processus en vertu duquel les évaluations de la fonction de négociation sont comparées aux cours du marché externe et à d'autres données de marché pertinentes. Les sources de données de marché comprennent les cours du marché, les courtiers et les prix du vendeur. D'autres techniques d'évaluation sont utilisées lorsque les prix ou les cours ne sont pas disponibles. Certains processus d'évaluation ont recours à des modèles d'évaluation pour déterminer la juste valeur. Notre démarche en matière d'utilisation de modèles est systématique et constante. L'utilisation de modèles d'évaluation conformes à notre cadre de gestion des risques liés aux modèles est approuvée. Le cadre traite, entre autres choses, des normes d'établissement des modèles, des processus et procédures de validation et des autorités d'approbation. Le processus de validation est l'un des principaux contrôles de modèles. La validation des modèles a pour objectif de s'assurer qu'un modèle est adéquat pour l'utilisation prévue et de définir des limitations quant à son utilisation. Tous les modèles sont régulièrement soumis au processus de validation.

Au nombre des autres contrôles figure l'utilisation d'une liste de sources tierces attestées pour l'établissement des prix. La liste de sources tierces pour l'établissement des prix accorde la priorité aux services et aux prix dont l'exactitude est la plus élevée et la plus constante. Le niveau d'exactitude est établi au fil du temps en comparant les prix déterminés par des tiers aux prix déterminés par des courtiers ou un système, aux prix déterminés par d'autres services d'établissement des prix et, lorsqu'elles sont disponibles, aux données de négociation réelles.

Pour une description des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur de nos principaux actifs et passifs financiers, se reporter à la note 2 de notre rapport annuel 2013. Aucun changement important n'a été apporté à nos techniques d'évaluation. Comme il est mentionné à la note 10, nous avons émis de nouvelles actions privilégiées qui sont évaluées en fonction des prix de transaction récents.

Pour déterminer la juste valeur, on utilise une hiérarchie qui place en ordre de priorité les données utilisées dans les techniques d'évaluation. Selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, le plus haut niveau correspond aux prix cotés non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1) et le niveau le plus bas correspond aux données non observables (niveau 3). La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Les données du niveau 1 correspondent aux prix cotés non ajustés sur des marchés actifs, auxquels nous avons accès à la date d'évaluation, pour des actifs ou des passifs identiques. Les données du niveau 2 comprennent les prix cotés pour des actifs ou passifs semblables sur des marchés actifs, les prix cotés pour des actifs ou passifs identiques ou semblables sur des marchés qui sont inactifs, et les données du modèle qui sont observables ou qui peuvent être corroborées par des données observables sur le marché sur pratiquement toute la durée de vie des actifs ou des passifs. Les

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)

données du niveau 3 correspondent à une ou à plusieurs données non observables qui sont importantes aux fins du calcul de la juste valeur de l'actif ou du passif. Les données non observables sont utilisées pour évaluer la juste valeur dans la mesure où des données observables ne sont pas disponibles à la date d'évaluation. La disponibilité des données aux fins de l'évaluation peut influencer sur la sélection des techniques d'évaluation. Un instrument financier est classé aux fins de présentation en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

**Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers**

Les tableaux suivants illustrent la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier.

	Au 30 avril 2014								
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti			
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actifs financiers</b>									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	138 783 \$	9 615 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	148 398 \$	148 398 \$	
Titres disponibles à la vente	–	–	42 696	–	–	387	43 083	43 083	
<b>Total des valeurs mobilières</b>	<b>138 783</b>	<b>9 615</b>	<b>42 696</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>387</b>	<b>191 481</b>	<b>191 481</b>	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	90 262	–	43 719	43 719	–	133 981	133 981	
Prêts									
Prêts de détail	–	–	–	322 989	322 323	–	322 989	322 323	
Prêts de gros	718	1 594	–	96 135	95 806	–	98 447	98 118	
<b>Total des prêts</b>	<b>718</b>	<b>1 594</b>	<b>–</b>	<b>419 124</b>	<b>418 129</b>	<b>–</b>	<b>421 436</b>	<b>420 441</b>	
Autres									
Dérivés	72 633	–	–	–	–	–	72 633	72 633	
Autres actifs	–	997	–	30 792	30 792	–	31 789	31 789	
<b>Passifs financiers</b>									
Dépôts									
Particuliers	– \$	11 512 \$	–	191 158 \$	191 461 \$	–	202 670 \$	202 973 \$	
Entreprises et gouvernements (1)	–	54 259	–	311 110	312 251	–	365 369	366 510	
Banques (2)	–	6 323	–	12 760	12 759	–	19 083	19 082	
<b>Total des dépôts</b>	<b>–</b>	<b>72 094</b>	<b>–</b>	<b>515 028</b>	<b>516 471</b>	<b>–</b>	<b>587 122</b>	<b>588 565</b>	
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 423	–	–	–	–	–	50 423	50 423	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	58 063	–	5 727	5 727	–	63 790	63 790	
Dérivés	73 206	–	–	–	–	–	73 206	73 206	
Autres passifs	1	119	–	41 566	41 566	–	41 686	41 686	
Débetures subordonnées	–	112	–	6 374	6 389	–	6 486	6 501	
Passif au titre des actions privilégiées	–	–	–	490	519	–	490	519	

	Au 31 janvier 2014							
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur		
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
<b>Actifs financiers</b>								
<b>Valeurs mobilières</b>								
Titres détenus à des fins de transaction	139 381 \$	9 393 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	148 774 \$	148 774 \$
Titres disponibles à la vente	–	–	40 310	–	–	410	40 720	40 720
<b>Total des valeurs mobilières</b>	<b>139 381</b>	<b>9 393</b>	<b>40 310</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>410</b>	<b>189 494</b>	<b>189 494</b>
<b>Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	<b>–</b>	<b>98 008</b>	<b>–</b>	<b>42 661</b>	<b>42 661</b>	<b>–</b>	<b>140 669</b>	<b>140 669</b>
<b>Prêts</b>								
Prêts de détail	–	–	–	321 290	318 888	–	321 290	318 888
Prêts de gros	815	671	–	92 852	92 239	–	94 338	93 725
<b>Total des prêts</b>	<b>815</b>	<b>671</b>	<b>–</b>	<b>414 142</b>	<b>411 127</b>	<b>–</b>	<b>415 628</b>	<b>412 613</b>
<b>Autres</b>								
Dérivés	79 475	–	–	–	–	–	79 475	79 475
Autres actifs	–	1 483	–	32 122	32 122	–	33 605	33 605
<b>Passifs financiers</b>								
<b>Dépôts</b>								
Particuliers	– \$	9 968 \$	–	190 157 \$	190 413 \$	–	200 125 \$	200 381 \$
Entreprises et gouvernements (1), (3)	–	62 832	–	308 932	309 895	–	371 764	372 727
Banques (2)	–	4 864	–	13 670	13 670	–	18 534	18 534
<b>Total des dépôts</b>	<b>–</b>	<b>77 664</b>	<b>–</b>	<b>512 759</b>	<b>513 978</b>	<b>–</b>	<b>590 423</b>	<b>591 642</b>
<b>Autres</b>								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	48 818	–	–	–	–	–	48 818	48 818
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	60 194	–	6 821	6 821	–	67 015	67 015
Dérivés	80 702	–	–	–	–	–	80 702	80 702
Autres passifs	(16)	125	–	38 511	38 511	–	38 620	38 620
Débitures subordonnées	–	112	–	6 409	6 373	–	6 521	6 485
Passif au titre des actions privilégiées	–	–	–	490	500	–	490	500





	Au 30 avril 2013							Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur			
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction au coût amorti	Prêts et créances et passifs autres que détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti	Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti			
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actifs financiers</b>									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	129 502 \$	10 285 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	139 787 \$	139 787 \$	
Titres disponibles à la vente	–	–	36 051	–	–	483	36 534	36 534	
<b>Total des valeurs mobilières</b>	<b>129 502</b>	<b>10 285</b>	<b>36 051</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>483</b>	<b>176 321</b>	<b>176 321</b>	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	93 681	–	30 963	30 963	–	124 644	124 644	
Prêts									
Prêts de détail	–	–	–	310 463	309 334	–	310 463	309 334	
Prêts de gros	46	1 720	–	84 373	84 101	–	86 139	85 867	
<b>Total des prêts</b>	<b>46</b>	<b>1 720</b>	<b>–</b>	<b>394 836</b>	<b>393 435</b>	<b>–</b>	<b>396 602</b>	<b>395 201</b>	
Autres									
Dérivés	93 693	–	–	–	–	–	93 693	93 693	
Autres actifs	–	907	–	31 661	31 661	–	32 568	32 568	
<b>Passifs financiers</b>									
Dépôts									
Particuliers	– \$	7 276 \$	–	180 887 \$	181 111 \$	–	188 163 \$	188 387 \$	
Entreprises et gouvernements (1), (3)	–	55 542	–	273 362	274 769	–	328 904	330 311	
Banques (2)	–	2 285	–	12 773	12 773	–	15 058	15 058	
<b>Total des dépôts</b>	<b>–</b>	<b>65 103</b>	<b>–</b>	<b>467 022</b>	<b>468 653</b>	<b>–</b>	<b>532 125</b>	<b>533 756</b>	
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	49 628	–	–	–	–	–	49 628	49 628	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	64 591	–	7 793	7 793	–	72 384	72 384	
Dérivés	97 665	–	–	–	–	–	97 665	97 665	
Autres passifs	85	30	–	39 005	39 005	–	39 120	39 120	
Débiteures subordonnées	–	108	–	8 395	8 365	–	8 503	8 473	
Passif au titre des actions privilégiées	–	–	–	–	–	–	–	–	

(1) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(2) Les banques désignent les banques réglementées.

(3) La juste valeur de certains dépôts a été révisée par rapport aux résultats présentés précédemment.

Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur de nos passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ainsi que leur valeur à l'échéance contractuelle et leur valeur comptable. Les variations de la juste valeur de nos passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net attribuables aux modifications du risque de crédit représentent la différence entre le total des variations de la juste valeur de l'instrument au cours de la période et les variations de la juste valeur attribuables aux changements dans les conditions du marché tels que les variations du taux d'intérêt de référence ou du taux de change.

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)**Passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net**

	Au 30 avril 2014				
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Différence entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	Variations de la juste valeur pour le semestre clos attribuables aux modifications du risque de crédit comprises dans les autres éléments du résultat global relativement aux positions encore détenues	Variation cumulative de la juste valeur attribuable aux modifications du risque de crédit relativement aux positions encore détenues (1)
(en millions de dollars canadiens)					
<b>Dépôts à terme</b>					
Particuliers	11 391 \$	11 512 \$	121 \$	29 \$	35 \$
Entreprises et gouvernements (2)	54 292	54 259	(33)	79	64
Banques (3)	6 324	6 323	(1)	–	–
<b>Total des dépôts à terme</b>	<b>72 007</b>	<b>72 094</b>	<b>87</b>	<b>108</b>	<b>99</b>
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	58 064	58 063	(1)	–	–
Autres passifs	119	119	–	–	–
Déventures subordonnées	107	112	5	1	(5)
<b>Total</b>	<b>130 297 \$</b>	<b>130 388 \$</b>	<b>91 \$</b>	<b>109 \$</b>	<b>94 \$</b>

(1) La variation cumulative est mesurée depuis la comptabilisation initiale des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Pour le semestre clos le 30 avril 2014, des pertes liées à la juste valeur de 3 millions de dollars comprises antérieurement dans les autres éléments du résultat global ont été réalisées relativement aux passifs financiers décomptabilisés au cours de la période.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

**Juste valeur des actifs et des passifs évalués de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur**

Les tableaux suivants présentent les instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur définie dans IFRS 13.

(en millions de dollars canadiens)	Au											
	30 avril 2014					31 janvier 2014						
	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1				Niveau 2	Niveau 3				
<b>Actifs financiers</b>												
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	785 \$	– \$	785 \$	\$	785 \$	– \$	1 766 \$	– \$	1 766 \$	\$	1 766 \$
<b>Valeurs mobilières</b>												
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)												
Gouvernement fédéral	7 797	7 274	–	15 071		15 071	9 240	7 478	–	16 718		16 718
Provinces et municipalités	–	12 275	–	12 275		12 275	–	12 485	–	12 485		12 485
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	3 693	24 470	21	28 184		28 184	4 429	24 858	4	29 291		29 291
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	4 637	6 838	–	11 475		11 475	4 158	7 386	–	11 544		11 544
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	958	36	994		994	–	994	30	1 024		1 024
Titres adossés à des actifs												
TGC (3)	–	76	18	94		94	–	14	19	33		33
Titres non garantis par des créances	–	1 074	433	1 507		1 507	–	936	297	1 233		1 233
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	15	29 071	455	29 541		29 541	5	29 547	389	29 941		29 941
Titres de participation	45 306	3 733	218	49 257		49 257	41 919	4 401	185	46 505		46 505
	61 448	85 769	1 181	148 398		148 398	59 751	88 099	924	148 774		148 774
<b>Titres disponibles à la vente (4)</b>												
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)												
Gouvernement fédéral	312	10 220	–	10 532		10 532	313	9 195	–	9 508		9 508
Provinces et municipalités	–	637	–	637		637	–	552	–	552		552
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	–	5 247	2 119	7 366		7 366	22	4 447	2 160	6 629		6 629
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	5 750	6 057	–	11 807		11 807	6 511	5 538	–	12 049		12 049
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	157	–	157		157	–	166	–	166		166
Titres adossés à des actifs												
TGC	–	1 031	81	1 112		1 112	–	1 194	93	1 287		1 287
Titres non garantis par des créances	–	275	169	444		444	–	270	171	441		441
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	7 202	1 577	8 779		8 779	–	5 908	1 837	7 745		7 745
Titres de participation	149	470	1 103	1 722		1 722	149	581	1 064	1 794		1 794
Titres de substitut de prêt	102	24	–	126		126	99	24	–	123		123
	6 313	31 320	5 049	42 682		42 682	7 094	27 875	5 325	40 294		40 294
<b>Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>												
Prêts	–	90 262	–	90 262		90 262	–	98 008	–	98 008		98 008
Autres	–	1 848	464	2 312		2 312	–	1 039	447	1 486		1 486
<b>Dérivés</b>												
Contrats de taux d'intérêt	22	78 746	226	78 994		78 994	28	78 125	311	78 464		78 464
Contrats de change	–	21 797	50	21 847		21 847	–	28 390	66	28 456		28 456
Dérivés de crédit	–	228	22	250		250	–	198	27	225		225
Autres contrats	2 475	3 793	438	6 706		6 706	2 126	2 926	945	5 997		5 997
Ajustements de l'évaluation (5)	–	(422)	(89)	(511)		(511)	–	(499)	(60)	(559)		(559)
Total des dérivés, montant brut	2 497	104 142	647	107 286		107 286	2 154	109 140	1 289	112 583		112 583
Ajustements de compensation					(34 653)	(34 653)					(33 108)	(33 108)
Total des dérivés						72 633						79 475
Autres actifs	611	386	–	997		997	603	880	–	1 483		1 483
	70 869 \$	314 512 \$	7 341 \$	392 722 \$	(34 653)	358 069 \$	69 602 \$	326 807 \$	7 985 \$	404 394 \$	(33 108)	371 286 \$
<b>Passifs financiers</b>												
<b>Dépôts</b>												
Particuliers	– \$	10 986 \$	526 \$	11 512 \$		11 512 \$	– \$	9 452 \$	516 \$	9 968 \$		9 968 \$
Entreprises et gouvernements	–	49 187	5 072	54 259		54 259	–	58 070	4 762	62 832		62 832
Banques	–	6 323	–	6 323		6 323	–	4 864	–	4 864		4 864
<b>Autres</b>												
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	36 646	13 752	25	50 423		50 423	32 546	16 262	10	48 818		48 818
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	58 063	–	58 063		58 063	–	60 194	–	60 194		60 194
<b>Dérivés</b>												
Contrats de taux d'intérêt	10	74 276	774	75 060		75 060	16	74 066	720	74 802		74 802
Contrats de change	–	22 921	26	22 947		22 947	–	29 453	21	29 474		29 474
Dérivés de crédit	–	307	27	334		334	–	279	32	311		311
Autres contrats	2 031	7 010	1 074	10 115		10 115	2 209	5 892	1 589	9 690		9 690
Ajustements de l'évaluation (5)	–	4	35	39		39	–	(28)	20	(8)		(8)
Total des dérivés, montant brut	2 041	104 518	1 936	108 495		108 495	2 225	109 662	2 382	114 269		114 269
Ajustements de compensation					(35 289)	(35 289)					(33 567)	(33 567)
Total des dérivés						73 206						80 702
Autres passifs	–	119	1	120		120	–	125	(16)	109		109
Débitures subordonnées	–	–	112	112		112	–	–	112	112		112
	38 687 \$	242 948 \$	7 672 \$	289 307 \$	(35 289)	254 018 \$	34 771 \$	258 629 \$	7 766 \$	301 166 \$	(33 567)	267 599 \$

## Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au										
	31 octobre 2013					30 avril 2013					
	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluations à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1				Niveau 2	Niveau 3			
(en millions de dollars canadiens)											
<b>Actifs financiers</b>											
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	– \$	2 424 \$	–	2 424 \$	–	2 424 \$	– \$	544 \$	–	544 \$	544 \$
<b>Valeurs mobilières</b>											
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>											
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)											
Gouvernement fédéral	11 978	6 663	–	18 641	18 641	8 975	7 789	–	16 764	–	16 764
Provinces et municipalités	–	12 108	–	12 108	12 108	–	10 761	–	10 761	–	10 761
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	5 480	23 980	22	29 482	29 482	3 328	24 808	64	28 200	–	28 200
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	2 815	6 671	370	9 856	9 856	4 417	9 160	1	13 578	–	13 578
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	802	28	830	830	–	862	43	905	–	905
Titres adossés à des actifs											
TGC (3)	–	–	31	31	31	–	–	31	31	–	31
Titres non garantis par des créances	–	1 084	260	1 344	1 344	–	1 020	255	1 275	–	1 275
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	26 127	415	26 542	26 542	23	24 101	677	24 801	–	24 801
Titres de participation	41 874	3 132	183	45 189	45 189	41 038	2 238	196	43 472	–	43 472
	62 147	80 567	1 309	144 023	144 023	57 781	80 739	1 267	139 787	–	139 787
<b>Titres disponibles à la vente (4)</b>											
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)											
Gouvernement fédéral	153	9 669	–	9 822	9 822	358	10 616	–	10 974	–	10 974
Provinces et municipalités	–	667	–	667	667	–	1 079	–	1 079	–	1 079
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	26	4 238	2 014	6 278	6 278	23	3 872	1 784	5 679	–	5 679
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	5 463	5 319	–	10 782	10 782	3 490	4 959	–	8 449	–	8 449
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	139	–	139	139	–	224	–	224	–	224
Titres adossés à des actifs											
TGC	–	1 294	103	1 397	1 397	–	–	1 740	1 740	–	1 740
Titres non garantis par des créances	–	283	180	463	463	–	188	309	497	–	497
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	5 232	1 673	6 905	6 905	–	3 981	1 639	5 620	–	5 620
Titres de participation	137	585	969	1 691	1 691	126	626	885	1 637	–	1 637
Titres de substitut de prêt	103	24	–	127	127	113	25	–	138	–	138
	5 882	27 450	4 939	38 271	38 271	4 110	25 570	6 357	36 037	–	36 037
<b>Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	–	82 023	–	82 023	82 023	–	93 681	–	93 681	–	93 681
Prêts	–	1 164	414	1 578	1 578	–	1 219	547	1 766	–	1 766
<b>Autres</b>											
<b>Dérivés</b>											
Contrats de taux d'intérêt	22	78 517	333	78 872	78 872	16	96 065	445	96 526	–	96 526
Contrats de change	–	20 709	76	20 785	20 785	–	21 919	70	21 989	–	21 989
Dérivés de crédit	–	193	32	225	225	–	160	65	225	–	225
Autres contrats	2 558	3 219	858	6 635	6 635	2 382	2 634	416	5 432	–	5 432
Ajustements de l'évaluation (5)	(2)	(398)	(105)	(505)	(505)	(20)	(385)	(210)	(615)	–	(615)
Total des dérivés, montant brut	2 578	102 240	1 194	106 012	106 012	2 378	120 393	786	123 557	–	123 557
Ajustements de compensation	–	–	–	–	(31 190)	–	–	–	–	(29 864)	(29 864)
Total des dérivés	–	–	–	–	74 822	–	–	–	–	–	93 693
Autres actifs	520	452	11	983	983	474	421	12	907	–	907
	71 127	\$296 320	\$ 7 867	\$375 314	\$ (31 190)	\$344 124	\$ 64 743	\$322 567	\$ 8 969	\$396 279	\$ (29 864)
<b>Passifs financiers</b>											
<b>Dépôts</b>											
Particuliers	– \$	8 033 \$	1 036 \$	9 069 \$	9 069 \$	– \$	340 \$	6 936 \$	7 276 \$	–	7 276 \$
Entreprises et gouvernements	–	52 104	3 933	56 037	56 037	–	52 540	3 002	55 542	–	55 542
Banques	–	1 932	–	1 932	1 932	–	2 285	–	2 285	–	2 285
<b>Autres</b>											
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	31 832	15 280	16	47 128	47 128	33 817	15 806	5	49 628	–	49 628
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	53 948	–	53 948	53 948	–	64 591	–	64 591	–	64 591
<b>Dérivés</b>											
Contrats de taux d'intérêt	9	74 113	791	74 913	74 913	17	89 690	987	90 694	–	90 694
Contrats de change	–	22 715	193	22 908	22 908	–	28 559	281	28 840	–	28 840
Dérivés de crédit	–	295	37	332	332	–	216	77	293	–	293
Autres contrats	2 379	5 979	1 727	10 085	10 085	1 759	4 978	1 301	8 038	–	8 038
Ajustements de l'évaluation (5)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	–	s.o.
Total des dérivés, montant brut	2 388	103 102	2 748	108 238	108 238	1 776	123 443	2 646	127 865	–	127 865
Ajustements de compensation	–	–	–	–	(31 493)	–	–	–	–	(30 200)	(30 200)
Total des dérivés	–	–	–	–	76 745	–	–	–	–	–	97 665
Autres passifs	–	37	3	40	40	–	29	86	115	–	115
Débiteures subordonnées	–	–	109	109	109	–	–	108	108	–	108
	34 220	\$234 436	\$ 7 845	\$276 501	\$ (31 493)	\$245 008	\$ 35 593	\$259 034	\$12 783	\$307 410	\$ (30 200)

(1) Au 30 avril 2014, les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction étaient de 5 117 millions de dollars et de 91 millions (5 992 millions et 114 millions au 31 janvier 2014; 4 934 millions et 93 millions au 31 octobre 2013; 10 052 millions et 82 millions au 30 avril 2013), respectivement, et ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres disponibles à la vente se chiffraient à 5 301 millions et à 33 millions (3 627 millions et 34 millions au 31 janvier 2014; 3 512 millions et 35 millions au 31 octobre 2013; 3 550 millions et 45 millions au 30 avril 2013), respectivement.

(2) OCDE signifie « Organisation de Coopération et de Développement Économiques ».

(3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».

(4) Ne comprend pas les titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 14 millions de dollars et de 387 millions, respectivement (16 millions et 410 millions au 31 janvier 2014; 15 millions et 401 millions au 31 octobre 2013; 14 millions et 483 millions au 30 avril 2013), qui sont comptabilisés au coût.

(5) Les exigences d'IFRS 13 sont appliquées de façon prospective, et la norme permet une exception, au moyen d'un choix de méthode comptable, visant l'évaluation de la juste valeur d'un portefeuille d'instruments financiers selon la position de risque nette ouverte lorsque certains critères sont respectés. Nous avons opté pour ce choix de méthode afin de déterminer la juste valeur de certains portefeuilles d'instruments financiers, principalement des dérivés, en fonction de l'exposition nette au risque de crédit ou de marché. Les montants de l'ajustement de l'évaluation figurant dans ce tableau comprennent ceux établis pour l'ensemble du portefeuille.

**Information quantitative sur les évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)**

Le tableau suivant présente la juste valeur de nos principaux instruments financiers de niveau 3, les techniques d'évaluation utilisées pour déterminer leur juste valeur, les fourchettes et les moyennes pondérées des données non observables.

Au 30 avril 2014 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)

Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur		Techniques d'évaluation	Principales données non observables (1)	Fourchette des valeurs des données (2), (3), (4)			
		Actifs	Passifs			Bas	Haut	Moyenne pondérée/ventilation des données (5)	
<b>Instruments financiers non dérivés</b>									
Titres adossés à des actifs									
	Titres adossés à des actifs	548 \$		Fondée sur les prix	Prix	72,22 \$	102,13 \$		88,55 \$
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		25 \$	Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	0,74 %	7,76 %		3,45 %
					Rendements	2,00 %	2,00 %		2,00 %
					Taux de défaillance	1,00 %	5,00 %		2,00 %
					Taux de remboursement anticipé	15,00 %	30,00 %		20,00 %
					Ampleur des taux de perte	30,00 %	70,00 %		50,00 %
Titres à enchères									
	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 599		Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	1,47 %	4,58 %		3,25 %
	Titres adossés à des actifs	153			Taux de défaillance	9,00 %	10,00 %		9,65 %
					Taux de remboursement anticipé	4,00 %	8,00 %		5,02 %
					Taux de recouvrement	40,00 %	97,50 %		81,87 %
Titres d'emprunt de sociétés									
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	327		Fondée sur les prix	Prix	0,01 \$	117,03 \$		88,98 \$
	Prêts	464		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	3,23 %	8,29 %		4,79 %
					Écarts de taux	0,70 %	5,10 %		4,14 %
					Taux de capitalisation	6,33 %	14,76 %		10,55 %
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales									
	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	541		Fondée sur les prix	Prix	18,73 \$	129,60 \$		98,34 \$
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 705		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	0,02 %	21,95 %		1,64 %
Financement bancaire et dépôts									
	Dépôts		4 865	Flux de trésorerie actualisés	Écarts de financement	0,00 %	0,50 %		0,50 %
	Débiteures subordonnées		112						
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes									
	Titres de participation	1 321		Cours de marché comparable	Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA	3,00X	5,90X		5,73X
	Actifs liés aux dérivés	-		Fondée sur les prix	Ratios c/b	15,08X	15,08X		15,08X
	Passifs liés aux dérivés		494		Ratios valeur de l'entreprise/revenus	1,70X	6,90X		5,03X
					Escomptes de liquidité (6)	20,00 %	30,00 %		28,05 %
					Valeurs liquidatives/ prix (7)	s.o.	s.o.		s.o.
Certificats de placement garantis de municipalités (8)									
	Dépôts		-	Flux de trésorerie actualisés	Rendements	s.o.	s.o.		s.o.
<b>Instruments financiers dérivés</b>									
Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (9)									
	Actifs liés aux dérivés	245		Flux de trésorerie actualisés	Taux d'intérêt	3,24 %	3,35 %		Tranche inférieure
	Dépôts		207	Modèle d'évaluation des options	Taux des swaps sur IPC	1,77 %	2,35 %		Ventilation égale
	Passifs liés aux dérivés		797		Écarts de financement	0,48 %	0,50 %		Tranche supérieure
					Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt	19,00 %	67,00 %		Ventilation égale
					Corrélation taux de change/taux d'intérêt	29,00 %	56,00 %		Ventilation égale
					Corrélation taux de change/taux de change	75,00 %	75,00 %		Ventilation égale
					Volatilités des taux d'intérêt	18,21 %	38,50 %		Tranche supérieure
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (9)									
	Actifs liés aux dérivés	354		Flux de trésorerie actualisés	Rendements des actions	0,02 %	15,56 %		Tranche inférieure
	Dépôts		526	Modèle d'évaluation des options	Écarts de financement	0,48 %	0,52 %		Ventilation égale
	Passifs liés aux dérivés		514		Corrélation cours des actions/cours des actions	7,40 %	99,00 %		Milieu
					Corrélation cours des actions/taux de change	(72,30)%	49,70 %		Milieu
					Volatilités des cours des actions	3,00 %	153,00 %		Tranche inférieure
<b>Autres (10)</b>									
	Titres adossés à des créances hypothécaires	36							
	Actifs liés aux dérivés	48							
	Passifs liés aux dérivés		131						
	Autres passifs		1						
<b>Total</b>		<b>7 341 \$</b>	<b>7 672 \$</b>						

### Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 31 janvier 2014 (en millions de dollars canadiens, sauf les prix, les pourcentages et les ratios)

Produits	Poste dans le tableau de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur	Juste valeur			Principales données non observables (1)	Fourchette des valeurs des données (2), (3), (4)		Moyenne pondérée/ventilation des données (5)
		Actifs	Passifs	Techniques d'évaluation		Bas	Haut	
<b>Instruments financiers non dérivés</b>								
Titres adossés à des actifs	Titres adossés à des actifs	424 \$		Fondée sur les prix	Prix	68,49 \$	115,16 \$	94,28 \$
	Engagements afférents à des titres vendus à découvert		10 \$	Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	1,07 %	6,91 %	1,89 %
					Rendements	0,26 %	1,32 %	1,09 %
					Taux de défaillance	2,00 %	2,00 %	2,00 %
					Taux de remboursement anticipé	20,00 %	20,00 %	20,00 %
					Ampleur des taux de perte	30,00 %	70,00 %	50,00 %
Titres à enchères	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 624		Flux de trésorerie actualisés	Marges d'escompte	1,59 %	4,68 %	3,35 %
	Titres adossés à des actifs	156			Taux de défaillance	9,00 %	10,00 %	9,65 %
					Taux de remboursement anticipé	4,00 %	8,00 %	5,02 %
					Taux de recouvrement	40,00 %	97,50 %	81,78 %
Titres d'emprunt de sociétés	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	432		Fondée sur les prix	Prix	47,70 \$	124,18 \$	103,91 \$
	Prêts	447		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	4,00 %	15,00 %	4,99 %
					Écarts de taux	0,92 %	5,40 %	4,40 %
					Taux de capitalisation	6,70 %	14,30 %	8,27 %
Créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	540		Fondée sur les prix	Prix	22,00 \$	105,44 \$	98,66 \$
	Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 794		Flux de trésorerie actualisés	Rendements	0,02 %	11,76 %	0,83 %
Financement bancaire et dépôts	Dépôts		3 169	Flux de trésorerie actualisés	Écarts de financement	0,20 %	0,58 %	0,54 %
	Débitures subordonnées		112					
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	Titres de participation	1 249		Cours de marché comparable	Ratios valeur de l'entreprise/BALIA	3,00X	7,37X	7,10X
	Actifs liés aux dérivés	22		Fondée sur les prix	Ratios c/b	2,22X	12,82X	8,49X
	Passifs liés aux dérivés		515		Ratios valeur de l'entreprise/revenus	1,21X	7,10X	4,92X
					Escomptes de liquidité (6)	15,00 %	30,00 %	26,91 %
					Valeurs liquidatives/ prix (7)	s.o.	s.o.	s.o.
Certificats de placement garantis de municipalités (8)	Dépôts		492	Flux de trésorerie actualisés	Rendements	2,48 %	2,79 %	2,72 %
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Dérivés sur taux d'intérêt et obligations structurées liées à des taux d'intérêt (9)	Actifs liés aux dérivés	270		Flux de trésorerie actualisés	Taux d'intérêt	3,17 %	3,39 %	Ventilation égale
	Dépôts		1 101	Modèle d'évaluation des options	Taux des swaps sur IPC	1,50 %	2,28 %	Ventilation égale
	Passifs liés aux dérivés		740		Écarts de financement	0,19 %	0,58 %	Tranche supérieure
					Corrélation taux d'intérêt/taux d'intérêt	19,00 %	67,00 %	Ventilation égale
					Corrélation taux de change/taux d'intérêt	29,00 %	56,00 %	Ventilation égale
					Corrélation taux de change/taux de change	75,00 %	75,00 %	Ventilation égale
					Volatilités des taux d'intérêt	20,02 %	36,00 %	Milieu
Dérivés sur actions et obligations structurées liées à des titres de participation (9)	Actifs liés aux dérivés	826		Flux de trésorerie actualisés	Rendements des actions	0,08 %	16,56 %	Tranche inférieure
	Dépôts		516	Modèle d'évaluation des options	Écarts de financement	0,50 %	0,58 %	Ventilation égale
	Passifs liés aux dérivés		945		Corrélation cours des actions/cours des actions	3,70 %	97,40 %	Milieu
					Corrélation cours des actions/taux de change	(72,00)%	53,90 %	Tranche inférieure
					Volatilités des cours des actions	6,00 %	157,00 %	Tranche inférieure
<b>Autres (10)</b>								
	Titres adossés à des créances hypothécaires	30						
	Actifs liés aux dérivés	171						
	Passifs liés aux dérivés		182					
	Autres passifs		(16)					
<b>Total</b>		<b>7 985 \$</b>	<b>7 766 \$</b>					

(1) Les acronymes désignent les termes suivants : i) bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (BALIA); ii) cours/bénéfice (c/b); et iii) indice des prix à la consommation (IPC).

(2) L'information comparative relative aux périodes antérieures au 1<sup>er</sup> novembre 2013 n'est pas requise en vertu d'IFRS 13.

(3) Les valeurs du bas et du haut représentent les données des niveaux réels le plus bas et le plus élevé qui sont utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie de produits en particulier. Ces fourchettes de données ne reflètent pas le niveau d'incertitude des données, mais sont influencées par les différents instruments sous-jacents de la catégorie de produits. Par conséquent, les fourchettes de données varieront d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à chaque date de bilan. Lorsqu'elle est présentée, la moyenne pondérée des valeurs des données est calculée en fonction de la juste valeur relative des instruments de la catégorie de produits. Les moyennes pondérées des dérivés ne sont pas présentées dans le tableau, car elles ne constituent pas une mesure comparable, mais la ventilation des principales données non observables dans la fourchette indiquée pour chacune des catégories de produits y est présentée.

(4) Les données fondées sur les prix sont importantes pour certains titres d'emprunt et elles sont fondées sur des données de référence externes, des instruments comparables ou des données de négociation datées d'avant la fin du trimestre. Pour ces instruments, la donnée sur le prix est exprimée en dollars pour chaque tranche de 100 \$ de la valeur nominale. Par exemple, si la donnée sur le prix est de 105 \$, un instrument est évalué à prime sur sa valeur nominale.

(5) Le niveau de regroupement et de diversité de chaque catégorie d'instruments dérivés peut faire en sorte que certaines fourchettes de données soient étendues et que les données y soient réparties inégalement. Dans le tableau, nous avons indiqué si la majorité des données sont concentrées dans la partie supérieure, centrale ou inférieure de la fourchette, ou si elles sont réparties également dans la fourchette.

(6) La juste valeur des titres, compte tenu des données sur les escomptes de liquidité, totalisait 96 millions de dollars (134 millions au 31 janvier 2014).

- (7) La valeur liquidative d'un fonds de couverture est la juste valeur totale de l'actif moins le passif, divisée par le nombre de parts du fonds. La valeur liquidative des fonds et les dérivés sur actions correspondants fondés sur la valeur liquidative ne sont pas considérés comme des données observables, car nous ne pouvons racheter certains de ces fonds de couverture à la valeur liquidative avant la prochaine date de clôture trimestrielle. Les titres de placements privés sont évalués à la valeur liquidative ou selon des techniques d'évaluation. La fourchette de la valeur liquidative par part ou du prix par action n'a pas été présentée pour les fonds de couverture ou les titres de placements privés en raison de la dispersion des prix qui découle de la diversité des placements.
- (8) Les certificats de placement garantis de municipalités ont été sortis du niveau 3 au deuxième trimestre de 2014.
- (9) Les obligations structurées comprennent des dérivés incorporés sur taux d'intérêt et sur actions dont les données non observables sont semblables à celles des dérivés sur actions et sur taux d'intérêt.
- (10) La catégorie Autres inclut principalement des instruments non importants comme les dérivés sur marchandises, les dérivés de change, les dérivés de crédit et les contrats d'assurance vie détenus par des banques.

## Sensibilité aux données non observables et relations entre les données non observables

### *Rendement, écarts de taux/marges d'escompte*

Le rendement d'un instrument financier est le taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs dans un modèle d'évaluation. Une augmentation du rendement, de façon isolée, se traduirait par une diminution de l'évaluation de la juste valeur, et réciproquement. Un écart de taux/une marge d'escompte est la différence entre le rendement d'un instrument d'emprunt et le rendement d'un instrument de référence. Les instruments de référence sont assortis de notations élevées et d'échéances semblables et sont souvent des obligations d'entités gouvernementales. Par conséquent, l'écart de taux/la marge d'escompte représente le taux d'actualisation utilisé pour présenter la valeur des flux de trésorerie d'un actif afin de refléter le rendement du marché nécessaire pour compenser l'incertitude des flux de trésorerie estimatifs. L'écart de taux ou la marge d'escompte d'un instrument fait partie du rendement utilisé pour calculer les flux de trésorerie actualisés. En général, une augmentation de l'écart de taux ou la marge d'escompte se traduira par une diminution de la juste valeur, et réciproquement.

### *Écart de financement*

Les écarts de financement sont les écarts de taux qui s'appliquent particulièrement aux taux de nos dépôts ou de nos financements. Une diminution des écarts de financement, de façon isolée, se traduira par une augmentation de la juste valeur de nos passifs, et réciproquement.

### *Taux de défaillance*

Le taux de défaillance est le taux auquel les emprunteurs omettent d'effectuer leurs remboursements prévus. Une diminution du taux de défaillance donnera habituellement lieu à une augmentation de la juste valeur du prêt, et réciproquement. Cet effet sera beaucoup plus prononcé pour un prêt aux étudiants non garanti par un gouvernement que pour un prêt garanti par un gouvernement.

### *Taux de remboursement anticipé*

Le taux de remboursement anticipé est le taux auquel un prêt sera remboursé par anticipation par rapport à son amortissement prévu. Les remboursements anticipés modifient les flux de trésorerie futurs d'un prêt. Une augmentation du taux de remboursement anticipé, de façon isolée, se traduira par une augmentation de la juste valeur si le taux d'intérêt du prêt est inférieur au taux de réinvestissement en vigueur, et une diminution du taux de remboursement anticipé, de façon isolée, se traduira par une diminution de la juste valeur si le taux d'intérêt d'un prêt est inférieur au taux de réinvestissement en vigueur. Les taux de remboursement anticipés sont, en général, corrélés négativement par rapport aux taux d'intérêt.

### *Taux de recouvrement et ampleur des taux de perte*

Le taux de recouvrement est une estimation du montant qui devrait être recouvré dans un scénario de prêt en défaillance. Le taux de recouvrement est le pourcentage du montant recouvré divisé par le solde du prêt. La notion inverse du recouvrement est l'ampleur des taux de perte. L'ampleur des taux de perte est une estimation du montant qui ne sera pas recouvré si un prêt est en défaillance. L'ampleur des taux de perte est le pourcentage de la perte divisé par le solde du prêt. En général, une augmentation du taux de recouvrement ou une diminution de l'ampleur des taux de perte se traduira par une augmentation de la juste valeur du prêt, et réciproquement.

Les données non observables liées aux titres à enchères, y compris celles présentées ci-dessus, soit la marge d'escompte, le taux de défaillance, le taux de remboursement anticipé, le taux de recouvrement et l'ampleur des taux de perte, pourraient ne pas être indépendantes l'une de l'autre. Une variation du taux de défaillance, du taux de remboursement anticipé, du taux de recouvrement et de l'ampleur des taux de perte pourrait avoir une incidence sur la marge d'escompte des titres à enchères. En général, les marges d'escompte diminueront si les taux de défaillance diminuent ou si les taux de recouvrement augmentent. Les remboursements anticipés pourraient se traduire par une augmentation ou une diminution de la juste valeur.

### *Taux de capitalisation*

Un taux de capitalisation est le taux de rendement d'un placement dans un bien immobilier calculé en divisant le revenu du bien par la valeur du bien. Un taux de capitalisation moins élevé se traduira par une augmentation de la valeur du bien, et réciproquement.

### *Taux de volatilité*

La volatilité mesure la variabilité potentielle des prix futurs et est souvent évaluée comme l'écart normal des fluctuations des prix. La volatilité est une donnée des modèles d'évaluation des options qui est utilisée pour déterminer la valeur des dérivés et des obligations structurées émises. La volatilité est utilisée pour évaluer les options sur actions, sur taux d'intérêt, sur marchandises et sur devises. Un taux de volatilité plus élevé représente une plus forte probabilité que le taux ou le prix sous-jacent fluctuera. Des taux de volatilité plus élevés pourraient se traduire par une augmentation ou une diminution de la juste valeur de l'option, selon les modalités de l'option. La détermination des taux de volatilité dépend de divers facteurs y compris, sans s'y limiter, le cours du marché sous-jacent, le prix d'exercice et l'échéance.

### *Rendement de l'action*

Le rendement de l'action correspond au rendement prévu des actions sous-jacentes, exprimé en pourcentage annuel de leur prix. Le rendement de l'action est utilisé comme donnée des modèles d'évaluation des prix des contrats à terme de gré à gré sur actions et des options. Une augmentation du rendement de l'action se traduira par une diminution du prix à terme et réciproquement. Une augmentation du rendement de l'action se traduira par une augmentation ou une diminution de la valeur d'une option, selon les modalités de l'option.

### *Taux de corrélation*

La corrélation est la relation linéaire entre les variations de deux variables différentes. La corrélation est une donnée utilisée pour évaluer les contrats dérivés et les obligations structurées émises lorsque le rendement d'un instrument est déterminé par des variables corrélées. Lorsque les variables sont corrélées positivement, une augmentation d'une variable se traduira par une augmentation de l'autre variable. Lorsque les variables sont corrélées négativement, une augmentation d'une variable se traduira par une diminution de l'autre variable. Les variables en question peuvent faire

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)

partie d'une seule catégorie d'actifs ou d'un seul marché (cours des actions, taux d'intérêt, prix des marchandises, écarts de taux et taux de change) ou faire partie de différentes catégories d'actifs (cours des actions par rapport aux taux de change, taux d'intérêt par rapport aux taux de change, etc). Les variations de la corrélation donneront lieu à une augmentation ou à une diminution de la juste valeur d'un instrument financier selon les modalités de son rendement contractuel.

*Taux d'intérêt*

Un taux d'intérêt est le montant à payer en pourcentage sur le capital ou le capital nominal. Une augmentation des taux d'intérêt entraînera une diminution de la valeur des flux de trésorerie actualisés d'un instrument financier, et réciproquement.

*Taux des swaps sur l'indice des prix à la consommation*

Le taux d'un swap sur l'indice des prix à la consommation (IPC) est exprimé en pourcentage d'une augmentation du prix moyen d'un panier de produits et services, par exemple dans les secteurs du transport, de l'alimentation et des soins de santé. Une augmentation du taux des swaps sur IPC se traduira par une augmentation des paiements des swaps sur inflation, et réciproquement.

*Ratios valeur de l'entreprise/BAIIA, ratios c/b, ratios valeur de l'entreprise/revenus et escomptes de liquidité*

Les données d'évaluation des titres de placements privés incluent les ratios valeur de l'entreprise/BAIIA, les ratios c/b et les ratios valeur de l'entreprise/revenus. Ces ratios sont utilisés pour calculer soit la valeur de l'entreprise, soit la valeur de l'action d'une société en se fondant sur un multiple des bénéfices ou des revenus estimés. Des multiples plus élevés se traduiront par des justes valeurs plus élevées pour tous les types de ratios, et réciproquement. Un escompte de liquidité peut être appliqué lorsqu'il y a peu de transactions sur lesquelles fonder les évaluations, voire aucune.



## Variations de l'évaluation à la juste valeur pour les instruments évalués de façon récurrente et classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent les variations des évaluations récurrentes à la juste valeur pour les instruments compris dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur.

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2014								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 30 avril 2014
	Juste valeur au 1 <sup>er</sup> février 2014	Total des profits (pertes) réalisés/latents dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transfert hors du niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2014	
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actifs</b>									
<b>Valeurs mobilières</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	4 \$	– \$	(1)\$	19 \$	(6)\$	5 \$	– \$	21 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	30	1	(1)	49	(26)	1	(18)	36	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	19	–	–	10	(3)	7	(15)	18	–
Titres non garantis par des créances	297	–	(4)	646	(516)	16	(6)	433	(2)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	389	4	2	154	(62)	–	(32)	455	2
Titres de participation	185	(1)	(2)	56	(20)	–	–	218	(1)
	924	4	(6)	934	(633)	29	(71)	1 181	(1)
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 160	–	(15)	–	(17)	–	(9)	2 119	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	93	–	1	–	(13)	–	–	81	s.o.
Titres non garantis par des créances	171	–	(1)	–	(1)	–	–	169	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 837	–	(36)	284	(439)	–	(69)	1 577	s.o.
Titres de participation	1 064	38	12	13	(24)	–	–	1 103	s.o.
	5 325	38	(39)	297	(494)	–	(78)	5 049	s.o.
<b>Prêts de gros</b>	447	(3)	(6)	27	(1)	–	–	464	(3)
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(409)	(49)	(3)	1	(13)	–	(75)	(548)	(47)
Contrats de change	45	(20)	(1)	–	2	(2)	–	24	(15)
Dérivés de crédit	(5)	(9)	–	–	9	–	–	(5)	(2)
Autres contrats	(644)	22	9	(19)	42	(42)	(4)	(636)	43
Ajustements de l'évaluation	(80)	1	(1)	–	(106)	–	62	(124)	–
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	5 603 \$	(16)\$	(47)\$	1 240 \$	(1 194)\$	(15)\$	(166)\$	5 405 \$	(25)\$
<b>Passifs</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	(516)\$	(11)\$	1 \$	(133)\$	51 \$	(74)\$	156 \$	(526)\$	(7)\$
Entreprises et gouvernements	(4 762)	(108)	42	(769)	63	–	462	(5 072)	(111)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Autres</b>									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(10)	1	–	(84)	68	–	–	(25)	–
Autres passifs	16	39	(1)	–	(55)	–	–	(1)	(17)
Débitures subordonnées	(112)	(1)	1	–	–	–	–	(112)	(1)
	(5 384)\$	(80)\$	43 \$	(986)\$	127 \$	(74)\$	618 \$	(5 736)\$	(136)\$

## Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014

	Juste valeur au 1 <sup>er</sup> novembre 2013	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transfert hors du niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2014	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 31 janvier 2014
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actifs</b>									
<b>Valeurs mobilières</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	22 \$	– \$	2 \$	12 \$	(29)\$	– \$	(3)\$	4 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	370	–	(4)	–	–	–	(366)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	28	(1)	2	17	(12)	–	(4)	30	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	31	8	–	6	(26)	–	–	19	7
Titres non garantis par des créances	260	2	16	663	(641)	–	(3)	297	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	415	(6)	31	78	(119)	–	(10)	389	(6)
Titres de participation	183	6	12	7	(31)	8	–	185	6
	1 309	9	59	783	(858)	8	(386)	924	7
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 014	–	146	–	–	–	–	2 160	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	103	–	10	–	(12)	–	(8)	93	s.o.
Titres non garantis par des créances	180	(4)	13	–	(18)	–	–	171	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 673	–	106	239	(181)	–	–	1 837	s.o.
Titres de participation	969	9	109	9	(32)	–	–	1 064	s.o.
	4 939	5	384	248	(243)	–	(8)	5 325	s.o.
<b>Prêts de gros</b>	414	6	26	–	1	–	–	447	6
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(458)	(4)	(2)	14	1	–	40	(409)	(12)
Contrats de change	(117)	12	1	–	–	–	149	45	12
Dérivés de crédit	(5)	(6)	(2)	–	8	–	–	(5)	2
Autres contrats	(869)	37	(49)	(14)	19	(51)	283	(644)	1
Ajustements de l'évaluation	(105)	8	(1)	–	–	–	18	(80)	6
Autres actifs	11	–	–	–	–	–	(11)	–	–
	5 119 \$	67 \$	416 \$	1 031 \$	(1 072)\$	(43)\$	85 \$	5 603 \$	22 \$
<b>Passifs</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	(1 036)\$	13 \$	(57)\$	(174)\$	74 \$	(40)\$	704 \$	(516)\$	2 \$
Entreprises et gouvernements	(3 933)	(45)	(238)	(613)	39	–	28	(4 762)	(54)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Autres</b>									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(16)	–	(1)	(18)	25	–	–	(10)	–
Autres passifs	(3)	14	1	–	–	–	4	16	15
Débitures subordonnées	(109)	–	(3)	–	–	–	–	(112)	–
	(5 097)\$	(18)\$	(298)\$	(805)\$	138 \$	(40)\$	736 \$	(5 384)\$	(37)\$

Pour le trimestre clos le 30 avril 2013

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 1 <sup>er</sup> février 2013	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents/autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2013	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 30 avril 2013
<b>Actifs</b>									
<b>Valeurs mobilières</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	42 \$	1 \$	– \$	90 \$	(69)\$	1 \$	(1)\$	64 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	330	–	–	–	(78)	–	(251)	1	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	122	2	–	4	(94)	9	–	43	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	41	6	–	–	(16)	–	–	31	6
Titres non garantis par des créances	189	–	1	1 272	(1 255)	67	(19)	255	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	417	–	(1)	177	68	55	(39)	677	5
Titres de participation	258	6	2	2	(72)	–	–	196	1
	1 399	15	2	1 545	(1 516)	132	(310)	1 267	12
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 764	–	21	–	(1)	–	–	1 784	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	1 854	–	22	–	(136)	–	–	1 740	s.o.
Titres non garantis par des créances	317	(1)	4	–	(11)	–	–	309	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 586	6	22	277	(252)	–	–	1 639	s.o.
Titres de participation	906	13	(3)	–	(31)	–	–	885	s.o.
	6 427	18	66	277	(431)	–	–	6 357	s.o.
<b>Prêts de gros</b>	468	3	5	145	(74)	–	–	547	1
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(477)	(76)	2	(1)	(30)	–	40	(542)	(45)
Contrats de change	(179)	(85)	28	20	2	13	(10)	(211)	(43)
Dérivés de crédit	(17)	(3)	–	–	8	–	–	(12)	(7)
Autres contrats	(875)	(69)	(7)	52	37	(47)	24	(885)	(20)
Ajustements de l'évaluation	(209)	1	(1)	–	–	(1)	–	(210)	7
Autres actifs	12	–	–	–	–	–	–	12	–
	6 549 \$	(196)\$	95 \$	2 038 \$	(2 004)\$	97 \$	(256)\$	6 323 \$	(95)\$
<b>Passifs</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	(6 974)\$	(67)\$	8 \$	(2 053)\$	2 085 \$	– \$	65 \$	(6 936)\$	(12)\$
Entreprises et gouvernements	(2 663)	(133)	(2)	(376)	135	–	37	(3 002)	(28)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Autres</b>									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	–	–	–	–	–	(5)	–	(5)	–
Autres passifs	(65)	(21)	–	–	–	–	–	(86)	(19)
Débitures subordonnées	(110)	(5)	7	–	–	–	–	(108)	(4)
	(9 812)\$	(226)\$	13 \$	(2 429)\$	2 220 \$	(5)\$	102 \$	(10 137)\$	(63)\$

## Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Pour le semestre clos le 30 avril 2014								Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs pour la période close le 30 avril 2014
	Juste valeur au 1 <sup>er</sup> novembre 2013	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2014	
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actifs</b>									
<b>Valeurs mobilières</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	22 \$	– \$	1 \$	31 \$	(35)\$	5 \$	(3)\$	21 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	370	–	(4)	–	–	–	(366)	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	28	–	1	66	(38)	1	(22)	36	–
Titres adossés à des actifs									
TGC	31	8	–	16	(29)	7	(15)	18	–
Titres non garantis par des créances	260	2	12	1 309	(1 157)	16	(9)	433	(2)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	415	(2)	33	232	(181)	–	(42)	455	6
Titres de participation	183	5	10	63	(51)	8	–	218	(11)
	1 309	13	53	1 717	(1 491)	37	(457)	1 181	(7)
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 014	–	131	–	(17)	–	(9)	2 119	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	103	–	11	–	(25)	–	(8)	81	s.o.
Titres non garantis par des créances	180	(4)	12	–	(19)	–	–	169	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 673	–	70	523	(620)	–	(69)	1 577	s.o.
Titres de participation	969	47	121	22	(56)	–	–	1 103	s.o.
	4 939	43	345	545	(737)	–	(86)	5 049	s.o.
<b>Prêts de gros</b>	414	3	20	27	–	–	–	464	(8)
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(458)	(53)	(5)	15	(12)	–	(35)	(548)	(73)
Contrats de change	(117)	(8)	–	–	2	(2)	149	24	(5)
Dérivés de crédit	(5)	(15)	(2)	–	17	–	–	(5)	(3)
Autres contrats	(869)	59	(40)	(33)	61	(93)	279	(636)	12
Ajustements de l'évaluation	(105)	9	(2)	–	(106)	–	80	(124)	(1)
Autres actifs	11	–	–	–	–	–	(11)	–	–
	5 119 \$	51 \$	369 \$	2 271 \$	(2 266)\$	(58)\$	(81)\$	5 405 \$	(85)\$
<b>Passifs</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	(1 036)\$	2 \$	(56)\$	(307)\$	125 \$	(114)\$	860 \$	(526)\$	(2)\$
Entreprises et gouvernements	(3 933)	(153)	(196)	(1 382)	102	–	490	(5 072)	(154)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Autres</b>									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(16)	1	(1)	(102)	93	–	–	(25)	–
Autres passifs	(3)	53	–	–	(55)	–	4	(1)	(2)
Débitures subordonnées	(109)	(1)	(2)	–	–	–	–	(112)	(1)
	(5 097)\$	(98)\$	(255)\$	(1 791)\$	265 \$	(114)\$	1 354 \$	(5 736)\$	(159)\$

Pour le semestre clos le 30 avril 2013

	Juste valeur au 1 <sup>er</sup> novembre 2012	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2013	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titres des actifs et des passifs pour la période close le
									30 avril 2013
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actifs</b>									
<b>Valeurs mobilières</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	99 \$	2 \$	– \$	238 \$	(310)\$	36 \$	(1)\$	64 \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	375	–	–	200	(168)	–	(406)	1	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	55	6	–	4	(18)	10	(14)	43	1
Titres adossés à des actifs									
TGC	59	8	–	–	(36)	–	–	31	8
Titres non garantis par des créances	23	–	1	2 460	(2 264)	68	(33)	255	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	397	17	(5)	383	(125)	63	(53)	677	16
Titres de participation	302	11	2	31	(152)	2	–	196	9
	1 310	44	(2)	3 316	(3 073)	179	(507)	1 267	34
<b>Titres disponibles à la vente</b>									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 906	–	22	–	(144)	–	–	1 784	s.o.
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	s.o.
Titres adossés à des actifs									
TGC	1 996	1	29	–	(286)	–	–	1 740	s.o.
Titres non garantis par des créances	645	(2)	13	–	(347)	–	–	309	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 446	3	11	791	(632)	20	–	1 639	s.o.
Titres de participation	948	48	(42)	4	(73)	–	–	885	s.o.
	6 941	50	33	795	(1 482)	20	–	6 357	s.o.
<b>Prêts de gros</b>	403	3	4	216	(79)	–	–	547	1
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(487)	(17)	–	20	(61)	–	3	(542)	(53)
Contrats de change	(198)	(38)	15	20	(13)	13	(10)	(211)	(36)
Dérivés de crédit	(22)	(7)	–	–	17	–	–	(12)	(9)
Autres contrats	(1 052)	(140)	(8)	124	89	(54)	156	(885)	14
Ajustements de l'évaluation	(282)	79	–	(5)	–	(2)	–	(210)	74
Autres actifs	14	(2)	–	–	–	–	–	12	1
	6 627 \$	(28)\$	42 \$	4 486 \$	(4 602)\$	156 \$	(358)\$	6 323 \$	26 \$
<b>Passifs</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	(6 840)\$	(349)\$	131 \$	(3 617)\$	3 668 \$	– \$	71 \$	(6 936)\$	(175)\$
Entreprises et gouvernements	(2 519)	(99)	13	(734)	288	–	49	(3 002)	(10)
Banques	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Autres</b>									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(8)	10	–	(72)	66	(5)	4	(5)	–
Autres passifs	(101)	12	–	–	3	–	–	(86)	16
Débitures subordonnées	(122)	(8)	22	–	–	–	–	(108)	(8)
	(9 590)\$	(434)\$	166 \$	(4 423)\$	4 025 \$	(5)\$	124 \$	(10 137)\$	(177)\$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres disponibles à la vente se sont établis à 41 millions de dollars, comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, pour le trimestre clos le 30 avril 2014 (profits de 63 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014; profits de 6 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2013), et les profits se sont chiffrés à 104 millions pour le semestre clos le 30 avril 2014 (pertes de 17 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2013), à l'exclusion des profits ou des pertes de change qui découlent de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés en résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 30 avril 2014 comprend des actifs dérivés de 647 millions de dollars (1 289 millions au 31 janvier 2014; 1 194 millions au 31 octobre 2013; 786 millions au 30 avril 2013) et des passifs dérivés de 1 936 millions (2 382 millions au 31 janvier 2014; 2 748 millions 31 octobre 2013; 2 646 millions au 30 avril 2013).

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)**Total des profits (pertes) réalisés/latents des instruments de niveau 3 comptabilisés en résultat** (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos						Pour le semestre clos		
	le 30 avril 2014			le 31 janvier 2014			le 30 avril 2014		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt									
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	– \$	– \$	– \$	1 \$	– \$	1 \$	1 \$	– \$	1 \$
Revenus tirés des activités de négociation	174	(300)	(126)	303	(253)	50	477	(553)	(76)
Profit net sur les titres disponibles à la vente	38	–	38	5	–	5	43	–	43
Commissions de crédit et autres	(1)	(7)	(8)	(1)	(6)	(7)	(2)	(13)	(15)
	<b>211 \$</b>	<b>(307)\$</b>	<b>(96)\$</b>	<b>308 \$</b>	<b>(259)\$</b>	<b>49 \$</b>	<b>519 \$</b>	<b>(566)\$</b>	<b>(47)\$</b>

**Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux positions encore détenues au titre des actifs et des passifs à la fin des périodes** (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos						Pour le semestre clos		
	le 30 avril 2014			le 31 janvier 2014			le 30 avril 2014		
	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total	Actifs	Passifs	Total
Revenus autres que d'intérêt									
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Revenus tirés des activités de négociation	63	(223)	(160)	283	(297)	(14)	103	(347)	(244)
Commissions de crédit et autres	(2)	1	(1)	(1)	–	(1)	(2)	2	–
	<b>61 \$</b>	<b>(222)\$</b>	<b>(161)\$</b>	<b>282 \$</b>	<b>(297)\$</b>	<b>(15)\$</b>	<b>101 \$</b>	<b>(345)\$</b>	<b>(244)\$</b>

(1) L'information comparative relative aux périodes antérieures au 1<sup>er</sup> novembre 2013 n'est pas requise en vertu d'IFRS 13.

**Transferts entre les niveaux de hiérarchie de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente**

Les transferts entre les niveaux 1 et 2, et les transferts d'instruments dans le niveau 3 et les sorties d'instruments de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré dans le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les sorties du niveau 3 effectuées au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette colonne du tableau de rapprochement ci-dessus.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours du marché sur les marchés actifs (niveau 1) ou estimée au moyen des données observables d'un modèle de flux de trésorerie actualisés (niveau 2). Au cours du trimestre clos le 30 avril 2014, certaines obligations liées à des gouvernements d'un montant de 585 millions de dollars, présentées au poste Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains des catégories des titres détenus à des fins de transaction et des titres disponibles à la vente, et un montant de 150 millions présenté au poste Engagements afférents à des titres vendus à découvert ont été transférés du niveau 1 aux soldes du niveau 2 correspondants (552 millions et 191 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014).

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2014, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprennent ce qui suit : i) des options sur actions négociées sur le marché hors cote de 668 millions de dollars au titre des actifs liés aux dérivés et de 660 millions au titre des passifs liés aux dérivés, pour un solde net de 8 millions, dans les autres contrats en raison de l'observabilité accrue de la volatilité des titres de participation; ii) des certificats de placement garantis de municipalités de 462 millions inclus au poste Dépôts – Entreprises et gouvernements, car les rendements sont devenus observables; et iii) certaines obligations liées à des titres de participation de 156 millions, incluses dans les dépôts des particuliers, les données non observables n'ayant pas eu une incidence importante sur leurs justes valeurs.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014, les transferts importants du niveau 3 au niveau 2 comprennent ce qui suit : i) des créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE de 366 millions de dollars en raison de la transparence accrue des prix; ii) certaines obligations liées à des titres de participation de 704 millions, incluses dans les dépôts des particuliers; iii) des polices d'assurance vie détenues par des banques de 311 millions adossées à des actifs sous-jacents dont les prix sont observables; et iv) des swaps de devises de 149 millions, inclus dans les soldes nets des dérivés en raison de durées jusqu'à l'échéance plus courtes.

**Variation de la juste valeur positive et négative des instruments financiers de niveau 3 évalués de façon récurrente découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles**

Un instrument financier est classé dans le niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Le tableau suivant résume l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles. Cette analyse de sensibilité vise à illustrer l'incidence éventuelle que peut avoir le facteur d'incertitude relative lié à la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour la présentation des sensibilités ci-dessous, nous avons pris en considération les soldes qui se compensaient lorsque : i) la variation du facteur d'évaluation compensait la juste valeur positive et négative, ii) les deux éléments qui se compensaient étaient classés dans le niveau 3 et iii) les risques étaient gérés et présentés sur la base du solde net. En ce qui concerne la sensibilité globale, il est en pratique improbable que l'ensemble des autres hypothèses raisonnablement possibles se réalisent simultanément.

	Au					
	30 avril 2014			31 janvier 2014		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses relativement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses relativement possibles
(en millions de dollars canadiens)						
<b>Valeurs mobilières</b>						
<b>Titres détenus à des fins de négociation</b>						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	21 \$	– \$	– \$	4 \$	– \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	36	2	(2)	30	1	(2)
Titres adossés à des actifs	451	12	(15)	316	8	(9)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	455	41	(34)	389	38	(31)
Titres de participation	218	3	(3)	185	–	–
<b>Titres disponibles à la vente</b>						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 119	26	(75)	2 160	21	(71)
Titres adossés à des actifs	250	11	(16)	264	12	(17)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 577	10	(11)	1 837	12	(12)
Titres de participation	1 103	18	(22)	1 064	26	(24)
<b>Prêts</b>	464	1	(13)	447	6	(8)
<b>Dérivés</b>	647	29	(23)	1 289	56	(48)
	7 341 \$	153 \$	(214)\$	7 985 \$	180 \$	(222)\$
<b>Dépôts</b>	(5 598)	75	(43)	(5 278)	74	(46)
<b>Dérivés</b>	(1 936)	45	(62)	(2 382)	65	(84)
<b>Autres, titres vendus à découvert, autres passifs et débentures subordonnées</b>	(138)	4	(3)	(106)	1	–
<b>Total</b>	(7 672)\$	124 \$	(108)\$	(7 766)\$	140 \$	(130)\$

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)

	Au					
	31 octobre 2013			30 avril 2013		
	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
(en millions de dollars canadiens)						
<b>Valeurs mobilières</b>						
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	22 \$	– \$	(1)\$	64 \$	– \$	– \$
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	370	–	–	1	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	28	1	(2)	43	–	–
Titres adossés à des actifs	291	3	(3)	286	3	(4)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	415	42	(32)	677	54	(40)
Titres de participation	183	–	–	196	1	(1)
<b>Titres disponibles à la vente</b>						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	2 014	20	(64)	1 784	26	(50)
Titres adossés à des actifs	283	9	(16)	2 049	26	(32)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	1 673	9	(10)	1 639	8	(8)
Titres de participation	969	24	(20)	885	21	(13)
<b>Prêts</b>	414	3	(3)	547	4	(5)
<b>Dérivés</b>	1 194	84	(85)	786	80	(80)
<b>Autres actifs</b>	11	–	–	12	–	–
	7 867 \$	195 \$	(236)\$	8 969 \$	223 \$	(233)\$
<b>Dépôts</b>	(4 969)	60	(39)	(9 938)	98	(98)
<b>Dérivés</b>	(2 748)	77	(100)	(2 646)	63	(73)
<b>Autres, titres vendus à découvert, autres passifs et débentures subordonnées</b>	(128)	1	–	(199)	2	(2)
	(7 845)\$	138 \$	(139)\$	(12 783)\$	163 \$	(173)\$

**Sensibilité**

Au 30 avril 2014, l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles se traduirait par une augmentation de 153 millions de dollars et une diminution de 214 millions de la juste valeur des positions d'actif de niveau 3, dont une tranche de 65 millions et une tranche de 124 millions seraient inscrites dans les autres composantes des capitaux propres. L'utilisation de ces hypothèses se traduirait par une diminution de 124 millions de dollars et par une augmentation de 108 millions de la juste valeur des positions de passif de niveau 3.



**Données de l'évaluation des instruments de niveau 3 et approches utilisées pour formuler les autres hypothèses raisonnablement possibles**

Les données non observables utilisées pour les instruments de niveau 3 et les approches adoptées pour l'élaboration des autres hypothèses raisonnablement possibles utilisées dans l'analyse de la sensibilité sont résumées ci-dessous.

Actifs ou passifs financiers	Méthode d'analyse de la sensibilité
Titres adossés à des actifs, titres d'emprunt de sociétés, créances d'entités gouvernementales et obligations municipales	Les sensibilités positives et négatives sont déterminées en utilisant un écart type positif ou négatif des écarts entre le cours acheteur et le cours vendeur ou des prix des données d'entrée, si un nombre suffisant de prix sont relevés, ou en utilisant les prix plafonds et planchers du vendeur comme autre hypothèse raisonnablement possible.
Titres à enchères	En calculant la sensibilité de ces titres à enchères, nous avons diminué la marge d'escompte pour l'établir entre 11 % et 14 % et l'avons augmentée pour l'établir entre 18 % et 34 %, en fonction de la fourchette raisonnable d'incertitude liée à la juste valeur pour chaque marché relatif à un instrument financier en particulier. Les modifications de la marge d'escompte reflètent les fluctuations mensuelles historiques sur le marché des titres adossés à des actifs liés aux prêts étudiants.
Titres de placements privés, placements dans des fonds de couverture et dérivés sur actions connexes	Les valeurs liquidatives des titres de placements privés, des fonds de couverture et des dérivés sur actions connexes sont fournies par le gestionnaire du fonds. Par conséquent, il n'y a pas d'autre hypothèse raisonnablement possible pour ces placements.
Dérivés sur taux d'intérêt	Les sensibilités des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises sont dérivées au moyen d'un écart type positif ou négatif de ces données et d'un montant basé sur l'incertitude du modèle et des paramètres, le cas échéant.
Dérivés sur actions	La sensibilité de la position de niveau 3 est déterminée en appliquant aux données non observables du modèle un écart type positif ou négatif par rapport aux données de marché des services d'établissement des prix, notamment la volatilité, les dividendes ou les corrélations, selon le cas.
Financement bancaire et dépôts	Les sensibilités des dépôts sont calculées en appliquant à la courbe de financement une fluctuation positive ou négative d'un certain nombre de points de base.
Obligations structurées	Les sensibilités dans le cas des obligations structurées liées à des taux d'intérêt et à des titres de participation sont dérivées en ajustant les données selon un écart type positif ou négatif et, dans le cas des autres dépôts, en estimant une fluctuation positive ou négative raisonnable de la courbe de financement de certains points de base.
Certificats de placement garanti de municipalités	La sensibilité est calculée au moyen d'un écart type positif ou négatif par rapport à l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur de la courbe de financement.

**Note 4 Valeurs mobilières****Profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente <sup>(1), (2)</sup>**

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2014				31 janvier 2014			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	10 242 \$	328 \$	(2)\$	10 568 \$	9 200 \$	363 \$	(1)\$	9 562 \$
Provinces et municipalités	632	6	(1)	637	548	5	(1)	552
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains <sup>(3)</sup>	7 495	8	(137)	7 366	6 777	8	(156)	6 629
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	11 856	8	(2)	11 862	12 098	9	(3)	12 104
Titres adossés à des créances hypothécaires	150	7	–	157	158	8	–	166
Titres adossés à des actifs								
TGC	1 078	37	(3)	1 112	1 245	47	(5)	1 287
Titres non garantis par des créances	520	4	(80)	444	536	4	(82)	458
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	9 047	46	(18)	9 075	8 002	52	(25)	8 029
Titres de participation	1 358	384	(6)	1 736	1 432	387	(9)	1 810
Titres de substitut de prêt	125	2	(1)	126	125	–	(2)	123
	<b>42 503 \$</b>	<b>830 \$</b>	<b>(250)\$</b>	<b>43 083 \$</b>	<b>40 121 \$</b>	<b>883 \$</b>	<b>(284)\$</b>	<b>40 720 \$</b>

**Note 4 Valeurs mobilières (suite)**

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2013				30 avril 2013			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	9 551 \$	340 \$	(2) \$	9 889 \$	10 597 \$	534 \$	– \$	11 131 \$
Provinces et municipalités	665	3	(1)	667	1 072	7	–	1 079
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	6 422	9	(153)	6 278	5 810	15	(146)	5 679
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	10 826	12	(4)	10 834	8 480	33	(15)	8 498
Titres adossés à des créances hypothécaires	130	10	(1)	139	210	14	–	224
Titres adossés à des actifs								
TGC	1 343	58	(4)	1 397	1 674	70	(4)	1 740
Titres non garantis par des créances	545	3	(85)	463	592	9	(104)	497
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	7 165	51	(29)	7 187	5 877	46	(26)	5 897
Titres de participation	1 407	312	(13)	1 706	1 430	234	(13)	1 651
Titres de substitut de prêt	125	3	(1)	127	125	13	–	138
	38 179 \$	801 \$	(293) \$	38 687 \$	35 867 \$	975 \$	(308) \$	36 534 \$

- (1) Comprend des titres détenus jusqu'à leur échéance de 387 millions de dollars au 30 avril 2014 (410 millions au 31 janvier 2014; 401 millions au 31 octobre 2013; 483 millions au 30 avril 2013).
- (2) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient à 32 millions de dollars, à 1 million, à néant et à 33 millions, respectivement, au 30 avril 2014 (33 millions, 1 million, néant et 34 millions au 31 janvier 2014; 34 millions, 1 million, néant et 35 millions au 31 octobre 2013; 43 millions, 2 millions, néant et 45 millions au 30 avril 2013).
- (3) Comprend des titres émis par des entités autres que des agences aux États-Unis adossés à des actifs assurés par le gouvernement, ainsi que des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

**Profit net et perte nette sur les titres disponibles à la vente (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2014	le 31 janvier 2014	le 30 avril 2013	le 30 avril 2014	le 30 avril 2013
	Profits réalisés	77 \$	40 \$	51 \$	117 \$
Pertes réalisées	(1)	(7)	(3)	(8)	(7)
Pertes de valeur	(5)	(10)	(4)	(15)	(17)
	71 \$	23 \$	44 \$	94 \$	110 \$

- (1) Les montants qui suivent ont trait à nos activités d'assurance et ils ne sont pas constatés au poste Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente. Ils sont constatés au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires des comptes consolidés de résultat : les profits réalisés pour le trimestre clos le 30 avril 2014 se sont chiffrés à 3 millions de dollars (6 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014; néant pour le trimestre clos le 30 avril 2013); les profits réalisés pour le semestre clos le 30 avril 2014 se sont chiffrés à 9 millions de dollars (néant pour le trimestre clos le 30 avril 2013). Pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2014, les pertes réalisées se sont élevées à 1 million de dollars. Il n'y a eu aucune perte réalisée pour les trimestres clos le 31 janvier 2014 et le 30 avril 2013, ni pour le semestre clos le 30 avril 2013. De plus, il n'y a eu aucune perte de valeur relativement à nos activités d'assurance au cours des trimestres et des semestres clos le 30 avril 2014 et le 30 avril 2013.

Les titres disponibles à la vente font l'objet de tests pour vérifier s'il y a une indication objective de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons des méthodes particulières pour évaluer si le coût/coût amorti du titre sera recouvré.

Au 30 avril 2014, le total du coût/coût amorti du portefeuille de titres disponibles à la vente a augmenté de 2 382 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au 31 janvier 2014, principalement en raison des achats nets de créances d'entités gouvernementales canadiennes, de titres d'emprunt de sociétés et autres et de créances d'États, de municipalités et d'organismes américains.

Au 30 avril 2014, les profits bruts latents ont diminué de 53 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au 31 janvier 2014, pour s'établir à 830 millions. Cette diminution est principalement attribuable aux ventes ainsi qu'à la diminution de la juste valeur découlant de la hausse des taux d'intérêt sur les Créances d'entités gouvernementales canadiennes – Gouvernement fédéral.

Au 30 avril 2014, les pertes brutes latentes ont diminué de 34 millions de dollars, ou 12 %, par rapport au 31 janvier 2014, pour s'établir à 250 millions. Cette diminution reflète en grande partie l'augmentation de la juste valeur découlant du resserrement des écarts de taux et de la baisse des taux d'intérêt à long terme de même que le rachat partiel de créances d'États, de municipalités et d'organismes américains.

La direction est d'avis qu'il n'y a pas d'indication objective de dépréciation des titres susmentionnés qui affichaient une perte latente au 30 avril 2014.

**Titres détenus jusqu'à leur échéance**

Les titres détenus jusqu'à leur échéance comptabilisés au coût amorti font périodiquement l'objet de tests de dépréciation et sont classés comme ayant subi une dépréciation lorsque la direction estime que le plein recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Le test de dépréciation des titres détenus jusqu'à leur échéance se fonde principalement sur le modèle de dépréciation utilisé pour les prêts. La direction est d'avis qu'il n'y a pas d'indication objective de dépréciation de nos titres détenus jusqu'à leur échéance au 30 avril 2014.

**Profit net (perte nette) sur les titres disponibles à la vente**

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2014, des profits nets de 71 millions de dollars ont été constatés dans les revenus autres que d'intérêt, comparativement à 23 millions au cours du trimestre précédent et à 44 millions à l'exercice précédent. Les résultats de la période considérée reflètent principalement des profits nets réalisés de 76 millions de dollars, principalement composés des distributions et des profits à la vente de certains titres de participation et à la vente de créances d'entités gouvernementales canadiennes. Les profits nets réalisés ont été neutralisés en partie par des pertes de valeur de 5 millions de dollars liées à des titres de participation.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2014, des profits nets de 94 millions de dollars ont été constatés dans les revenus autres que d'intérêt, comparativement à 110 millions à l'exercice précédent. Les résultats de la période considérée reflètent des profits nets réalisés de 109 millions de dollars, principalement composé des distributions provenant des titres de participation ainsi que des profits à la vente de certains de ces titres et sur le rachat et la restructuration de certains titres adossés à des actifs, de même qu'à la vente de certaines créances d'entités gouvernementales canadiennes. Les profits nets réalisés ont été neutralisés en partie par des pertes de valeur de 15 millions de dollars liées à des titres de participation.

## Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux

### Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2014						Solde à la fin de la période
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	
<b>Prêts de détail</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	166 \$	9 \$	(6)\$	– \$	(6)\$	4 \$	167 \$
Prêts aux particuliers	611	90	(184)	28	(7)	(4)	534
Prêts sur cartes de crédit	384	91	(119)	28	–	2	386
Prêts aux petites entreprises	67	11	(13)	2	–	(1)	66
	1 228	201	(322)	58	(13)	1	1 153
<b>Prêts de gros</b>							
Prêts aux entreprises	749	43	(52)	4	(10)	(6)	728
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	751	43	(52)	4	(10)	(6)	730
<b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>	<b>1 979</b>	<b>244</b>	<b>(374)</b>	<b>62</b>	<b>(23)</b>	<b>(5)</b>	<b>1 883</b>
Provision pour éléments hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 070 \$</b>	<b>244 \$</b>	<b>(374)\$</b>	<b>62 \$</b>	<b>(23)\$</b>	<b>(5)\$</b>	<b>1 974 \$</b>
Évalués individuellement	221	30	(95)	–	(7)	(2)	147
Évalués collectivement	1 849	214	(279)	62	(16)	(3)	1 827
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 070 \$</b>	<b>244 \$</b>	<b>(374)\$</b>	<b>62 \$</b>	<b>(23)\$</b>	<b>(5)\$</b>	<b>1 974 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014						Solde à la fin de la période
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	
<b>Prêts de détail</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	151 \$	12 \$	(7)\$	– \$	(7)\$	17 \$	166 \$
Prêts aux particuliers	583	140	(121)	24	(5)	(10)	611
Prêts sur cartes de crédit	385	85	(111)	26	–	(1)	384
Prêts aux petites entreprises	61	14	(10)	2	(1)	1	67
	1 180	251	(249)	52	(13)	7	1 228
<b>Prêts de gros</b>							
Prêts aux entreprises	777	41	(70)	8	(10)	3	749
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	779	41	(70)	8	(10)	3	751
<b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>	<b>1 959</b>	<b>292</b>	<b>(319)</b>	<b>60</b>	<b>(23)</b>	<b>10</b>	<b>1 979</b>
Provision pour engagements hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 050 \$</b>	<b>292 \$</b>	<b>(319)\$</b>	<b>60 \$</b>	<b>(23)\$</b>	<b>10 \$</b>	<b>2 070 \$</b>
Évalués individuellement	240	28	(48)	4	(6)	3	221
Évalués collectivement	1 810	264	(271)	56	(17)	7	1 849
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 050 \$</b>	<b>292 \$</b>	<b>(319)\$</b>	<b>60 \$</b>	<b>(23)\$</b>	<b>10 \$</b>	<b>2 070 \$</b>

**Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux (suite)**

Pour le trimestre clos le 30 avril 2013

(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin de la période
<b>Prêts de détail</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	125 \$	10 \$	(6)\$	1 \$	(7)\$	2 \$	125 \$
Prêts aux particuliers	538	95	(120)	22	(4)	9	540
Prêts sur cartes de crédit	402	93	(120)	27	–	(9)	393
Prêts aux petites entreprises	73	8	(10)	3	(1)	–	73
	1 138	206	(256)	53	(12)	2	1 131
<b>Prêts de gros</b>							
Prêts aux entreprises	814	81	(64)	9	(10)	3	833
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	816	81	(64)	9	(10)	3	835
<b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>	<b>1 954</b>	<b>287</b>	<b>(320)</b>	<b>62</b>	<b>(22)</b>	<b>5</b>	<b>1 966</b>
Provision pour engagements hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 045 \$</b>	<b>287 \$</b>	<b>(320)\$</b>	<b>62 \$</b>	<b>(22)\$</b>	<b>5 \$</b>	<b>2 057 \$</b>
Évalués individuellement	257	56	(40)	–	(8)	3	268
Évalués collectivement	1 788	231	(280)	62	(14)	2	1 789
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 045 \$</b>	<b>287 \$</b>	<b>(320)\$</b>	<b>62 \$</b>	<b>(22)\$</b>	<b>5 \$</b>	<b>2 057 \$</b>

Pour le semestre clos le 30 avril 2014

(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin de la période
<b>Prêts de détail</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	151 \$	21 \$	(13)\$	– \$	(13)\$	21 \$	167 \$
Prêts aux particuliers	583	230	(305)	52	(12)	(14)	534
Prêts sur cartes de crédit	385	176	(230)	54	–	1	386
Prêts aux petites entreprises	61	25	(23)	4	(1)	–	66
	1 180	452	(571)	110	(26)	8	1 153
<b>Prêts de gros</b>							
Prêts aux entreprises	777	84	(122)	12	(20)	(3)	728
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	779	84	(122)	12	(20)	(3)	730
<b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>	<b>1 959</b>	<b>536</b>	<b>(693)</b>	<b>122</b>	<b>(46)</b>	<b>5</b>	<b>1 883</b>
Provision pour engagements hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 050 \$</b>	<b>536 \$</b>	<b>(693)\$</b>	<b>122 \$</b>	<b>(46)\$</b>	<b>5 \$</b>	<b>1 974 \$</b>
Évalués individuellement	240	58	(143)	4	(13)	1	147
Évalués collectivement	1 810	478	(550)	118	(33)	4	1 827
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 050 \$</b>	<b>536 \$</b>	<b>(693)\$</b>	<b>122 \$</b>	<b>(46)\$</b>	<b>5 \$</b>	<b>1 974 \$</b>

Pour le semestre clos le 30 avril 2013

(en millions de dollars canadiens)	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Variation des taux de change/autres	Solde à la fin de la période
<b>Prêts de détail</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	124 \$	20 \$	(11)\$	1 \$	(12)\$	3 \$	125 \$
Prêts aux particuliers	543	200	(244)	44	(7)	4	540
Prêts sur cartes de crédit	403	182	(234)	52	–	(10)	393
Prêts aux petites entreprises	72	16	(18)	5	(1)	(1)	73
	1 142	418	(507)	102	(20)	(4)	1 131
<b>Prêts de gros</b>							
Prêts aux entreprises	852	218	(235)	16	(23)	5	833
Prêts aux banques (1)	2	–	–	–	–	–	2
	854	218	(235)	16	(23)	5	835
<b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>	<b>1 996</b>	<b>636</b>	<b>(742)</b>	<b>118</b>	<b>(43)</b>	<b>1</b>	<b>1 966</b>
Provision pour engagements hors bilan et autres (2)	91	–	–	–	–	–	91
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 087 \$</b>	<b>636 \$</b>	<b>(742)\$</b>	<b>118 \$</b>	<b>(43)\$</b>	<b>1 \$</b>	<b>2 057 \$</b>
Évalués individuellement	298	178	(197)	4	(15)	–	268
Évalués collectivement	1 789	458	(545)	114	(28)	1	1 789
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	<b>2 087 \$</b>	<b>636 \$</b>	<b>(742)\$</b>	<b>118 \$</b>	<b>(43)\$</b>	<b>1 \$</b>	<b>2 057 \$</b>

(1) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(2) La provision pour éléments hors bilan et autres est présentée séparément au poste Autres passifs.

## Prêts en souffrance mais non douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2014				31 janvier 2014			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 769 \$	1 282 \$	321 \$	4 372 \$	3 460 \$	1 473 \$	358 \$	5 291 \$
Prêts de gros	504	336	–	840	520	288	17	825
	3 273 \$	1 618 \$	321 \$	5 212 \$	3 980 \$	1 761 \$	375 \$	6 116 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2013				30 avril 2013			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 953 \$	1 358 \$	329 \$	4 640 \$	2 677 \$	1 331 \$	353 \$	4 361 \$
Prêts de gros	624	303	17	944	490	304	17	811
Total	3 577 \$	1 661 \$	346 \$	5 584 \$	3 167 \$	1 635 \$	370 \$	5 172 \$

## Valeur comptable brute des prêts évalués individuellement comme étant douteux (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	30 avril 2014	31 janvier 2014	31 octobre 2013	30 avril 2013
	Prêts de détail	– \$	65 \$	71 \$
Prêts de gros				
Prêts aux entreprises	569	653	815	865
Prêts aux banques (2)	3	3	3	3
	572 \$	721 \$	889 \$	868 \$

(1) Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux était de 647 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2014 (806 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014; 851 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2013; 875 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2013). Pour le semestre clos le 30 avril 2014, le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux était de 728 millions de dollars (911 millions pour le semestre clos le 30 avril 2013).

(2) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

## Note 6 Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

## Instruments dérivés et non dérivés

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2014				31 janvier 2014			
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture				Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			
	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture
<b>Actif</b>								
Instruments dérivés	512 \$	1 428 \$	86 \$	70 607 \$	500 \$	1 446 \$	14 \$	77 515 \$
<b>Passif</b>								
Instruments dérivés	444	321	40	72 401	540	283	434	79 445
Instruments non dérivés	–	–	19 938	–	–	–	18 693	–

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2013				30 avril 2013			
	Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture				Désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture			
	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	Non désignés comme instruments de couverture
<b>Actif</b>								
Instruments dérivés	555 \$	1 461 \$	32 \$	72 774 \$	767 \$	1 622 \$	173 \$	91 131 \$
<b>Passif</b>								
Instruments dérivés	460	376	95	75 814	690	292	92	96 591
Instruments non dérivés	–	–	17 499	–	–	–	16 959	–

**Note 6 Instruments financiers dérivés et activités de couverture** (suite)**Résultats des activités de couverture comptabilisées en résultat net et dans les autres éléments du résultat global**

	Pour les trimestres clos								
	le 30 avril 2014			le 31 janvier 2014			le 30 avril 2013		
	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Couvertures de la juste valeur</b>									
(Pertes) profits sur les instruments de couverture	(87)\$	s.o.	s.o.	88 \$	s.o.	s.o.	185 \$	s.o.	s.o.
Profits (pertes) sur les éléments couverts attribuables au risque couvert	60	s.o.	s.o.	(119)	s.o.	s.o.	(201)	s.o.	s.o.
Tranche inefficace	(27)	s.o.	s.o.	(31)	s.o.	s.o.	(16)	s.o.	s.o.
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>									
Tranche inefficace	2	s.o.	s.o.	(1)	s.o.	s.o.	(17)	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	40	s.o.	s.o.	(118)	s.o.	s.o.	(73)
Reclassées en résultat au cours de la période (1)	s.o.	2	s.o.	s.o.	4	s.o.	s.o.	11	s.o.
<b>Couvertures de l'investissement net</b>									
Tranche inefficace	1	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.
(Pertes) profits de change	s.o.	s.o.	(458)	s.o.	s.o.	2 480	s.o.	s.o.	169
Profits (pertes) liés aux couvertures	s.o.	s.o.	232	s.o.	s.o.	(1 513)	s.o.	s.o.	(95)
	(24)\$	2 \$	(186)\$	(32)\$	4 \$	849 \$	(33)\$	11 \$	1 \$

	Pour les semestres clos					
	le 30 avril 2014			le 30 avril 2013		
	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global	Profits nets (pertes nettes) compris dans les revenus autres que d'intérêt	Profits nets (pertes nettes) compris dans le revenu net d'intérêt	Profits (pertes) latents après impôt compris dans les autres éléments du résultat global
(en millions de dollars canadiens)						
<b>Couvertures de la juste valeur</b>						
Profits (pertes) sur les instruments de couverture	1 \$	s.o.	s.o.	(103)\$	s.o.	s.o.
(Pertes) profits sur les éléments couverts attribuables au risque couvert	(59)	s.o.	s.o.	75	s.o.	s.o.
Tranche inefficace	(58)	s.o.	s.o.	(28)	s.o.	s.o.
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>						
Tranche inefficace	1	s.o.	s.o.	(16)	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(78)	s.o.	s.o.	(49)
Reclassées en résultat au cours de la période (1)	s.o.	6	s.o.	s.o.	27	s.o.
<b>Couvertures de l'investissement net</b>						
Tranche inefficace	1	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.
Profits (pertes) de change	s.o.	s.o.	2 022	s.o.	s.o.	117
(Pertes) profits liés aux couvertures	s.o.	s.o.	(1 281)	s.o.	s.o.	(58)
	(56)\$	6 \$	663 \$	(44)\$	27 \$	10 \$

(1) Au cours du trimestre clos le 30 avril 2014, des profits après impôt de 2 millions de dollars ont été reclassés des autres composantes des capitaux propres au résultat (profits de 3 millions au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014; profits de 8 millions au cours du trimestre clos le 30 avril 2013). Au cours du semestre clos le 30 avril 2014, des profits de 5 millions de dollars ont été reclassés (profits de 20 millions pour le semestre clos le 30 avril 2013).

s.o. sans objet

## Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à leur échéance

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2014				31 janvier 2014			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés	14 069 \$	25 606 \$	32 958 \$	72 633 \$	17 027 \$	28 755 \$	33 693 \$	79 475 \$
Passifs dérivés	15 038	27 044	31 124	73 206	17 843	29 485	33 374	80 702

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2013				30 avril 2013			
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actifs dérivés	13 695 \$	27 340 \$	33 787 \$	74 822 \$	15 152 \$	31 444 \$	47 097 \$	93 693 \$
Passifs dérivés	15 672	29 104	31 969	76 745	16 267	35 952	45 446	97 665

## Note 7 Cessions importantes

## Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

Le 29 janvier 2014, nous avons annoncé que nous avons signé un accord définitif visant la vente de RBC Royal Bank (Jamaica) Limited et de RBTT Securities Jamaica Limited (collectivement, les « activités de RBC en Jamaïque »). La transaction est assujettie aux conditions de clôture habituelles, notamment l'approbation par les autorités de réglementation, et devrait être finalisée au troisième trimestre. En raison de la transaction, les actifs et les passifs des activités de RBC en Jamaïque ont été classés comme détenus en vue de la vente et présentés aux postes Autres actifs et Autres passifs. Au cours du trimestre clos le 30 avril 2014, aucune perte de valeur additionnelle du groupe destiné à être cédé n'a été comptabilisée (perte de valeur de 60 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2014, comptabilisée au poste Frais autres que d'intérêt – Autres). De plus, des montants comptabilisés au poste Autres composantes des capitaux propres se rapportant au groupe destiné à être cédé seront comptabilisés en résultat après la clôture de la transaction. Au 30 avril 2014, les autres composantes des capitaux propres comprenaient des pertes de change latentes de 45 millions de dollars liées au groupe destiné à être cédé (40 millions au 31 janvier 2014).

Le tableau suivant présente les principales catégories d'actifs, de passifs et de capitaux propres disponibles à la vente incluses dans le groupe destiné à être cédé :

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	30 avril 2014	31 janvier 2014
<b>Actif</b>		
Trésorerie et dépôts à des banques	146 \$	145 \$
Valeurs mobilières	38	41
Prêts, déduction faite de la provision	290	331
Autres actifs	31	48
<b>Total de l'actif du groupe destiné à être cédé compris dans les Autres actifs – Autres</b>	<b>505</b>	<b>565</b>
<b>Passif</b>		
Dépôts	392 \$	418 \$
Autres passifs	42	49
<b>Total du passif du groupe destiné à être cédé compris dans les Autres passifs – Autres</b>	<b>434</b>	<b>467</b>
<b>Total des autres composantes des capitaux propres du groupe destiné à être cédé</b>	<b>(45)\$</b>	<b>(40) \$</b>

## Note 8 Dépôts

Le tableau suivant présente nos passifs au titre des dépôts :

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	30 avril 2014				31 janvier 2014			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	115 594 \$	17 279 \$	69 797 \$	202 670 \$	115 122 \$	16 772 \$	68 231 \$	200 125 \$
Entreprises et gouvernements	152 711	1 821	210 837	365 369	151 924	1 197	218 643	371 764
Banques	5 177	20	13 886	19 083	6 214	14	12 306	18 534
	<b>273 482 \$</b>	<b>19 120 \$</b>	<b>294 520 \$</b>	<b>587 122 \$</b>	<b>273 260 \$</b>	<b>17 983 \$</b>	<b>299 180 \$</b>	<b>590 423 \$</b>
<b>Dépôts non productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	61 930 \$	3 553 \$	– \$	65 483 \$	61 393 \$	3 350 \$	– \$	64 743 \$
États-Unis	1 227	10	–	1 237	1 608	8	–	1 616
Europe (5)	4 597	3	–	4 600	3 930	1	–	3 931
Autres pays	5 160	302	–	5 462	5 300	295	–	5 595
<b>Dépôts productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	165 823	10 773	236 257	412 853	164 240	10 400	234 040	408 680
États-Unis	3 614	898	39 562	44 074	3 488	326	46 817	50 631
Europe (5)	28 154	51	10 223	38 428	30 149	40	11 100	41 289
Autres pays	2 977	3 530	8 478	14 985	3 152	3 563	7 223	13 938
	<b>273 482 \$</b>	<b>19 120 \$</b>	<b>294 520 \$</b>	<b>587 122 \$</b>	<b>273 260 \$</b>	<b>17 983 \$</b>	<b>299 180 \$</b>	<b>590 423 \$</b>

**Note 8 Dépôts (suite)**

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 octobre 2013				30 avril 2013			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	111 566 \$	15 732 \$	67 645 \$	194 943 \$	107 534 \$	15 310 \$	65 319 \$	188 163 \$
Entreprises et gouvernements	146 985	1 209	202 670	350 864	136 331	1 446	191 127	328 904
Banques	5 734	11	7 798	13 543	5 590	7	9 461	15 058
	<b>264 285 \$</b>	<b>16 952 \$</b>	<b>278 113 \$</b>	<b>559 350 \$</b>	<b>249 455 \$</b>	<b>16 763 \$</b>	<b>265 907 \$</b>	<b>532 125 \$</b>
<b>Dépôts non productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	60 201 \$	3 282 \$	– \$	\$63 483	57 699 \$	3 114 \$	– \$	60 813 \$
États-Unis	1 444	7	–	1 451	1 485	8	–	1 493
Europe (5)	3 810	1	–	3 811	3 334	1	–	3 335
Autres pays	4 684	315	–	4 999	3 846	541	–	4 387
<b>Dépôts productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	158 743	9 604	223 409	391 756	149 969	9 388	214 804	374 161
États-Unis	3 488	202	39 134	42 824	3 131	571	38 137	41 839
Europe (5)	28 985	45	7 992	37 022	26 622	43	6 346	33 011
Autres pays	2 930	3 496	7 578	14 004	3 369	3 097	6 620	13 086
	<b>264 285 \$</b>	<b>16 952 \$</b>	<b>278 113 \$</b>	<b>559 350 \$</b>	<b>249 455 \$</b>	<b>16 763 \$</b>	<b>265 907 \$</b>	<b>532 125 \$</b>

- (1) Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit à un avis de retrait. Ces dépôts comprennent des comptes d'épargne et des comptes-chèques.  
(2) Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.  
(3) Les dépôts à terme comprennent les dépôts remboursables à une date fixe. Ces dépôts comprennent les dépôts à terme, les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.  
Au 30 avril 2014, le solde des dépôts à terme comprenait aussi des billets de dépôt de premier rang que nous avons émis à des fins de financement à long terme de 143 milliards de dollars (141 milliards au 31 janvier 2014; 134 milliards au 31 octobre 2013; 116 milliards au 30 avril 2013).  
(4) Les divisions géographiques des dépôts sont fondées sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés.  
(5) Comprend le Royaume-Uni, la Suisse et les îles Anglo-Normandes.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles de nos passifs au titre des dépôts à terme.

(en millions de dollars canadiens)	Au			
	30 avril 2014	31 janvier 2014	31 octobre 2013	30 avril 2013
Moins de 1 an :				
Moins de 3 mois	47 009 \$	67 885 \$	43 426 \$	56 737 \$
De 3 à 6 mois	22 156	15 630	34 291	26 152
De 6 à 12 mois	44 350	38 192	31 364	43 091
De 1 an à 2 ans	64 588	66 347	62 076	55 877
De 2 à 3 ans	36 304	36 994	34 274	26 700
De 3 à 4 ans	24 637	21 795	21 764	19 417
De 4 à 5 ans	27 011	26 647	25 596	17 151
Plus de 5 ans	28 465	25 690	25 322	20 782
	<b>294 520 \$</b>	<b>299 180 \$</b>	<b>278 113 \$</b>	<b>265 907 \$</b>
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	<b>259 000 \$</b>	<b>265 000 \$</b>	<b>244 000 \$</b>	<b>231 000 \$</b>

**Note 9 Avantages du personnel – prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi**

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et la composition de nos réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

**Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 30 avril 2014	le 31 janvier 2014	le 30 avril 2013	le 30 avril 2014	le 31 janvier 2014	le 30 avril 2013
Coûts des services rendus	79 \$	78 \$	75 \$	8 \$	8 \$	7 \$
Frais d'intérêt, montant net	3	4	7	20	20	18
Réévaluations des autres avantages à long terme	–	–	–	–	3	5
Frais administratifs	3	3	2	–	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	<b>85 \$</b>	<b>85 \$</b>	<b>84 \$</b>	<b>28 \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>30 \$</b>
Charge au titre des régimes à cotisations définies	29	41	26	–	–	–
	<b>114 \$</b>	<b>126 \$</b>	<b>110 \$</b>	<b>28 \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>30 \$</b>



(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2014	le 30 avril 2013	le 30 avril 2014	le 30 avril 2013
Coûts des services rendus	157 \$	149 \$	16 \$	14 \$
Frais d'intérêt, montant net	7	15	40	36
Réévaluations des autres avantages à long terme	–	–	3	5
Frais administratifs	6	5	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	170 \$	169 \$	59 \$	55 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	70	61	–	–
	240 \$	230 \$	59 \$	55 \$

#### Réévaluations des régimes d'avantages du personnel <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos					
	Régimes de retraite			Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
	le 30 avril 2014	le 31 janvier 2014	le 30 avril 2013	le 30 avril 2014	le 31 janvier 2014	le 30 avril 2013
(Profits) pertes actuariels :						
Modifications des hypothèses financières	133 \$	133 \$	428 \$	19 \$	18 \$	62 \$
Rendement des actifs des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(171)	(256)	(216)	–	–	–
	(38) \$	(123) \$	212 \$	19 \$	18 \$	62 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2014	le 30 avril 2013	le 30 avril 2014	le 30 avril 2013
(Profits) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières	266 \$	524 \$	37 \$	81 \$
Rendement des actifs des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(427)	(392)	–	–
	(161) \$	132 \$	37 \$	81 \$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement des actifs des régimes, sont revues et mises à jour chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

#### Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

##### Déventures subordonnées

Le 4 novembre 2013, nous avons racheté toutes les déventures subordonnées à 5,45 % échéant le 4 novembre 2018 en circulation, d'un montant de 1 milliard de dollars, pour un prix équivalent à 100 % de leur capital plus les intérêts courus à la date de rachat.

##### Passif au titre des actions privilégiées

Le 30 janvier 2014, nous avons émis 20 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AZ, pour un produit brut de 500 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 24 mai 2019, les actions donnent droit à des dividendes en espèces trimestriels, si déclarés, à un taux annuel de 4,00 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite à un taux équivalent au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, plus une prime de 2,21 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir leurs actions en actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, plus une prime de 2,21 %. Sous réserve du consentement du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) et des exigences de la *Loi sur les Banques* (Canada), nous pouvons racheter les actions en tout ou en partie contre un montant en espèces équivalent à un prix de 25 \$ l'action à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les actions sont comptabilisées à titre de passif en raison de l'ajout de clauses relatives au capital de réserve en cas de non viabilité, qui sont nécessaires afin que les actions soient admissibles à titre de capital réglementaire en vertu de l'accord de Bâle III. Les dividendes sont portés en diminution des capitaux propres en raison de leur nature discrétionnaire.

**Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement** (suite)**Titres de fiducie de capital**

Le 31 décembre 2013, la Fiducie de capital RBC II, une fiducie à capital variable constituée par RBC, a remboursé la totalité du montant en capital des titres de fiducie de capital de série 2013, soit 900 millions de dollars, contre un montant en espèces équivalant à un prix de remboursement de 1 000 \$ par titre.

**Actions privilégiées**

Le 24 février 2014, nous avons émis 2,4 millions d'actions privilégiées de premier rang à taux variable et à dividende non cumulatif, série AK, d'un montant total de 61 millions de dollars dans le cadre d'une option au gré du détenteur permettant la conversion à raison de une pour une de certaines de nos actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AJ.

Le 24 février 2014, nous avons également racheté la totalité des actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série AN (9 millions d'actions), série AP (11 millions d'actions) et série AR (14 millions d'actions) émises et en circulation contre un montant en espèces, à un prix de rachat de 25 \$ par action.

**Actions ordinaires émises** (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les trimestres clos					
	le 30 avril 2014		le 31 janvier 2014		le 30 avril 2013	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Options sur actions exercées (2)	535	30 \$	1 139	65 \$	194	8 \$
Actions achetées aux fins d'annulation (3)	(1 381)	(14)	–	–	(2 089)	(21)
	<b>(846)</b>	<b>16 \$</b>	<b>1 139</b>	<b>65 \$</b>	<b>(1 895)</b>	<b>(13) \$</b>

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les semestres clos			
	le 30 avril 2014		le 30 avril 2013	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Options sur actions exercées (2)	1 674	95 \$	1 158	52 \$
Actions achetées aux fins d'annulation (3)	(1 381)	(14)	(2 089)	(21)
	<b>293</b>	<b>81 \$</b>	<b>(931)</b>	<b>31 \$</b>

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres clos le 30 avril 2014, le 31 janvier 2014, le 30 avril 2013 et le 31 janvier 2013, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (3) Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2014, nous avons acheté aux fins d'annulation des actions ordinaires à un coût moyen de 72,41 \$ (61,31 \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2013) par action. La valeur comptable s'élevait à 10,03 \$ (9,94 \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2013) par action.

**Note 11 Bénéfice par action**

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2014	le 31 janvier 2014	le 30 avril 2013	le 30 avril 2014	le 30 avril 2013
<b>Bénéfice de base par action</b>					
Bénéfice net	2 201 \$	2 092 \$	1 909 \$	4 293 \$	3 956 \$
Dividendes sur actions privilégiées et passif au titre des actions privilégiées	(52)	(62)	(64)	(114)	(129)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(26)	(25)	(24)	(51)	(49)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 123	2 005	1 821	4 128	3 778
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 443 115	1 442 434	1 445 238	1 442 769	1 445 366
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,47 \$	1,39 \$	1,26 \$	2,86 \$	2,61 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b>					
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 123 \$	2 005 \$	1 821 \$	4 128 \$	3 778 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	4	10	13	14	26
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	2 127	2 015	1 834	4 142	3 804
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 443 115	1 442 434	1 445 238	1 442 769	1 445 366
Options sur actions (1)	2 757	2 835	2 285	2 799	2 189
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	–	–	92	–	148
Actions échangeables (2)	4 399	13 473	20 393	9 011	20 983
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 450 271	1 458 742	1 468 008	1 454 579	1 468 686
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,47 \$	1,38 \$	1,25 \$	2,85 \$	2,59 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 30 avril 2014, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action (aucune option en cours pour le trimestre clos le 31 janvier 2014; aucune option en cours pour le trimestre clos le 30 avril 2013). Pour le semestre clos le 30 avril 2014, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action (aucune option en cours pour le trimestre clos le 30 avril 2013).
- (2) Comprend les actions privilégiées échangeables et les titres de fiducie de capital.

**Note 12 Litiges**

Nous sommes une institution mondiale de grande envergure qui est soumise à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes qui continuent d'évaluer. Par conséquent, la Banque Royale du Canada et ses filiales sont et ont été parties à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de diverses agences de réglementation gouvernementales et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques. La direction revoit régulièrement l'état d'avancement de toutes les poursuites et exercera son jugement afin de la résoudre au mieux des intérêts de la Banque.

Au cours du trimestre, nos procédures judiciaires ont évolué comme suit :

Dans une décision de la Court of Chancery du Delaware, datée du 7 mars 2014, rendue dans le cadre d'un recours collectif contre la Banque Royale du Canada, la Banque Royale du Canada est tenue responsable des dommages subis par les anciens actionnaires de Rural/Metro Corporation relativement à l'acquisition par emprunt de Rural/Metro Corporation. Le tribunal n'a pas encore rendu sa décision à l'égard des dommages-intérêts, et la Banque Royale du Canada ne pourra interjeter appel tant que cette décision n'aura pas été rendue. À l'heure actuelle, il nous est impossible de prédire le dénouement de cette procédure, ni le moment auquel elle sera réglée. Bien que la direction soit d'avis que le règlement final de cette procédure n'aura pas de conséquence financière significative pour la Banque, les obligations éventuelles découlant de cette procédure pourraient influencer de manière significative sur nos résultats d'exploitation de toute période donnée.

Veillez vous reporter à la note 26 de nos états financiers consolidés annuels de 2013 pour une description des autres litiges significatifs.

**Note 13 Résultats par secteur d'exploitation**

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2014						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 378 \$	118 \$	– \$	184 \$	848 \$	(79)\$	3 449 \$
Revenus autres que d'intérêt	928	1 436	1 125	292	1 024	16	4 821
Total des revenus	3 306	1 554	1 125	476	1 872	(63)	8 270
Dotation à la provision pour pertes sur créances	231	–	–	–	13	–	244
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	830	–	–	–	830
Frais autres que d'intérêt	1 572	1 173	140	325	1 111	5	4 326
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 503	381	155	151	748	(68)	2 870
Charge (économie) d'impôt	388	103	1	39	241	(103)	669
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 115 \$</b>	<b>278 \$</b>	<b>154 \$</b>	<b>112 \$</b>	<b>507 \$</b>	<b>35 \$</b>	<b>2 201 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	89 \$	37 \$	4 \$	14 \$	7 \$	135 \$	286 \$
Provisions pour restructuration	–	–	–	–	–	–	–
<b>Total de l'actif</b>	<b>367 318 \$</b>	<b>25 892 \$</b>	<b>12 116 \$</b>	<b>91 595 \$</b>	<b>382 554 \$</b>	<b>16 418 \$</b>	<b>895 893 \$</b>
<b>Total du passif</b>	<b>366 376 \$</b>	<b>25 851 \$</b>	<b>12 173 \$</b>	<b>91 588 \$</b>	<b>382 442 \$</b>	<b>(34 020)\$</b>	<b>844 410 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 443 \$	111 \$	– \$	183 \$	761 \$	(38)\$	3 460 \$
Revenus autres que d'intérêt	968	1 424	1 282	269	1 049	2	4 994
Total des revenus	3 411	1 535	1 282	452	1 810	(36)	8 454
Dotation à la provision pour pertes sur créances	274	19	–	–	(2)	1	292
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	982	–	–	–	982
Frais autres que d'intérêt	1 673	1 191	147	310	1 065	(5)	4 381
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 464	325	153	142	747	(32)	2 799
Charge (économie) d'impôt	393	90	(4)	36	242	(50)	707
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 071 \$</b>	<b>235 \$</b>	<b>157 \$</b>	<b>106 \$</b>	<b>505 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>2 092 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	76 \$	38 \$	4 \$	16 \$	7 \$	134 \$	275 \$
Provisions pour restructuration	3	–	–	–	–	–	3
<b>Total de l'actif</b>	<b>365 762 \$</b>	<b>25 900 \$</b>	<b>12 071 \$</b>	<b>98 875 \$</b>	<b>387 966 \$</b>	<b>14 140 \$</b>	<b>904 714 \$</b>
<b>Total du passif</b>	<b>364 807 \$</b>	<b>25 840 \$</b>	<b>12 118 \$</b>	<b>98 870 \$</b>	<b>387 778 \$</b>	<b>(36 214)\$</b>	<b>853 199 \$</b>

**Note 13 Résultats par secteur d'exploitation** (suite)

Pour le trimestre clos le 30 avril 2013

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie (4)	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	2 270 \$	93 \$	– \$	162 \$	713 \$	(16) \$	3 222 \$
Revenus autres que d'intérêt	877	1 252	1 246	290	849	(19)	4 495
Total des revenus	3 147	1 345	1 246	452	1 562	(35)	7 717
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	253	(1)	–	–	40	(5)	287
Frais autres que d'intérêt	–	–	938	–	–	–	938
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 506	1 039	135	366	958	5	4 009
Charge (économie) d'impôt	1 388	307	173	86	564	(35)	2 483
Bénéfice net	349	85	9	21	181	(71)	574
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 039 \$</b>	<b>222 \$</b>	<b>164 \$</b>	<b>65 \$</b>	<b>383 \$</b>	<b>36 \$</b>	<b>1 909 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	70 \$	33 \$	2 \$	13 \$	6 \$	124 \$	248 \$
Provisions pour restructuration	–	–	–	44	–	–	44
<b>Total de l'actif</b>	<b>357 916 \$</b>	<b>21 265 \$</b>	<b>12 496 \$</b>	<b>80 741 \$</b>	<b>380 414 \$</b>	<b>13 608 \$</b>	<b>866 440 \$</b>
<b>Total du passif</b>	<b>357 313 \$</b>	<b>21 228 \$</b>	<b>12 545 \$</b>	<b>80 797 \$</b>	<b>380 299 \$</b>	<b>(32 449) \$</b>	<b>819 733 \$</b>

Pour le semestre clos le 30 avril 2014

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	4 821 \$	229 \$	– \$	367 \$	1 609 \$	(117) \$	6 909 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 896	2 860	2 407	561	2 073	18	9 815
Total des revenus	6 717	3 089	2 407	928	3 682	(99)	16 724
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	505	19	–	–	11	1	536
Frais autres que d'intérêt	–	–	1 812	–	–	–	1 812
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	3 245	2 364	287	635	2 176	–	8 707
Charge (économie) d'impôt	2 967	706	308	293	1 495	(100)	5 669
Bénéfice net	781	193	(3)	75	483	(153)	1 376
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 186 \$</b>	<b>513 \$</b>	<b>311 \$</b>	<b>218 \$</b>	<b>1 012 \$</b>	<b>53 \$</b>	<b>4 293 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	165 \$	75 \$	8 \$	30 \$	14 \$	269 \$	561 \$
Provisions pour restructuration	3	–	–	–	–	–	3
<b>Total de l'actif</b>	<b>367 318 \$</b>	<b>25 892 \$</b>	<b>12 116 \$</b>	<b>91 595 \$</b>	<b>382 554 \$</b>	<b>16 418 \$</b>	<b>895 893 \$</b>
<b>Total du passif</b>	<b>366 376 \$</b>	<b>25 851 \$</b>	<b>12 173 \$</b>	<b>91 588 \$</b>	<b>382 442 \$</b>	<b>(34 020) \$</b>	<b>844 410 \$</b>

Pour le semestre clos le 30 avril 2013

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et trésorerie (4)	Marchés des Capitaux (3)	Services de soutien généraux (3)	Total
Revenu net d'intérêt (1), (2)	4 584 \$	189 \$	– \$	337 \$	1 451 \$	(55) \$	6 506 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 755	2 496	2 267	565	2 018	(32)	9 069
Total des revenus	6 339	2 685	2 267	902	3 469	(87)	15 575
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	494	(1)	–	–	149	(6)	636
Frais autres que d'intérêt	–	–	1 643	–	–	–	1 643
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	2 980	2 066	271	708	2 012	15	8 052
Charge (économie) d'impôt	2 865	620	353	194	1 308	(96)	5 244
Bénéfice net	722	169	25	50	463	(141)	1 288
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 143 \$</b>	<b>451 \$</b>	<b>328 \$</b>	<b>144 \$</b>	<b>845 \$</b>	<b>45 \$</b>	<b>3 956 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	135 \$	67 \$	6 \$	28 \$	12 \$	242 \$	490 \$
Provisions pour restructuration	–	–	–	44	–	–	44
<b>Total de l'actif</b>	<b>357 916 \$</b>	<b>21 265 \$</b>	<b>12 496 \$</b>	<b>80 741 \$</b>	<b>380 414 \$</b>	<b>13 608 \$</b>	<b>866 440 \$</b>
<b>Total du passif</b>	<b>357 313 \$</b>	<b>21 228 \$</b>	<b>12 545 \$</b>	<b>80 797 \$</b>	<b>380 299 \$</b>	<b>(32 449) \$</b>	<b>819 733 \$</b>

(1) Le revenu intersectoriel et la quote-part des bénéfices des entreprises associées ne sont pas significatifs.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des frais d'intérêt, puisque la direction se fie essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2014 s'élève à 122 millions de dollars (95 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2014; 101 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2013). La majoration au montant imposable équivalent pour le semestre clos le 30 avril 2014 s'élève à 217 millions de dollars (191 millions pour le semestre clos le 30 avril 2013).

(4) Au cours du deuxième trimestre de 2013, RBC Services aux investisseurs a constitué une provision au titre de la restructuration de 44 millions de dollars. La majeure partie de cette provision est liée à l'abandon de nos activités en Europe.

**Note 14 Gestion du capital****Capital réglementaire et ratios de capital**

Le BSIF établit des objectifs précis pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. À l'heure actuelle, selon les objectifs, le ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie doit être supérieur ou égal à 7 %, le ratio du capital de première catégorie doit être supérieur ou égal à 8,5 % et le ratio du capital total doit être supérieur ou égal à 10,5 %. De plus, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif-capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF. Au cours du deuxième trimestre de 2014, nous nous sommes conformés à toutes les exigences en matière de capital imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients)	Au			
	30 avril 2014	31 janvier 2014	31 octobre 2013	30 avril 2013
<b>Capital</b>				
Capitaux propres ordinaires de première catégorie	33 756 \$	32 998 \$	30 541 \$	28 288 \$
Capital de première catégorie	39 725	39 414	37 196	34 942
Capital total	46 237	45 978	44 716	43 527
<b>Actif pondéré en fonction des risques</b>				
Risque de crédit	258 275 \$	253 799 \$	232 641 \$	231 264 \$
Risque de marché	46 104	44 055	42 184	37 850
Risque d'exploitation	44 715	43 898	44 156	42 323
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>349 094 \$</b>	<b>341 752 \$</b>	<b>318 981 \$</b>	<b>311 437 \$</b>
<b>Ratios de capital et coefficients</b>				
Ratio des capitaux propres ordinaires de première catégorie	9,7 %	9,7 %	9,6 %	9,1 %
Ratio du capital de première catégorie	11,4 %	11,5 %	11,7 %	11,2 %
Ratio du capital total	13,2 %	13,5 %	14,0 %	14,0 %
Coefficient actif-capital <sup>(1)</sup>	17,5X	17,6X	16,6X	16,6X

(1) Avec prise d'effet pour le premier trimestre de 2013, le coefficient actif-capital est calculé sur une base transitoire en vertu des lignes directrices du BSIF. La méthode transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application progressive des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de capital non admissibles au cours de l'exercice considéré.

**Note 15 Événements postérieurs à la date du bilan**

Le 2 mai 2014, nous avons annoncé notre intention de rembourser toutes les débetures subordonnées à 5,95 % échéant le 18 juin 2103 en circulation, d'un montant de 600 millions de dollars, pour un prix équivalent à 100 % de leur capital plus les intérêts courus à la date de rachat. Le remboursement aura lieu le 18 juin 2014.

## Renseignements à l'intention des actionnaires

### Bureau central

Adresse :  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 1-888-212-5533  
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :  
P.O. Box 1  
Royal Bank Plaza  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Site Web : rbc.com

### Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :  
Société de fiducie  
Computershare du Canada  
1500, rue University  
Bureau 700  
Montréal (Québec) H3A 3S8  
Canada  
Téléphone : 1-866-586-7635  
(au Canada et aux États-Unis)  
ou 514-982-7555  
(appels internationaux)  
Télécopieur : 514-982-7580  
Site Web : computershare.com\rbc

Co-agent des transferts  
(États-Unis) :  
Computershare Trust  
Company, N.A.  
250 Royall Street  
Canton, Massachusetts 02021  
États-Unis

Co-agent des transferts  
(Royaume-Uni) :  
Computershare Investor  
Services PLC  
Securities Services – Registrars  
P.O. Box 82, The Pavilions,  
Bridgwater Road,  
Bristol BS99 7NH  
Royaume-Uni

### Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :  
Canada – Bourse de Toronto (TSX)  
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)  
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

### Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter les divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

### Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :  
Société de fiducie  
Computershare du Canada  
100 University Ave., 8th Floor  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1  
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635  
(au Canada et aux États-Unis)  
ou 514-982-7555  
(appels internationaux)  
Télécopieur : 1-888-453-0330  
(au Canada et aux États-Unis)  
ou 416-263-9394  
(appels internationaux)  
Courriel :  
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :  
Services aux actionnaires  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
9th Floor, South Tower  
Toronto, Ontario M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 416-955-7806  
Télécopieur : 416-974-3535

### Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :  
Relations avec les investisseurs  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
4th Floor, North Tower  
Toronto (Ontario) M5J 2W7  
Canada  
Téléphone : 416-955-7802  
Télécopieur : 416-955-7800  
Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :  
rbc.com/investisseurs

### Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

### Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

### Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Durant la période de un an commençant le 1<sup>er</sup> novembre 2013, nous pourrions racheter aux fins d'annulation jusqu'à 30 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sous réserve d'une consultation préalable avec le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale torontoise.

### Dates de publication des rapports trimestriels pour 2014

Premier trimestre	26 février
Deuxième trimestre	22 mai
Troisième trimestre	22 août
Quatrième trimestre	3 décembre

### Dates de paiement des dividendes pour 2014

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AJ, AL, AT, AV et AX	23 janvier 22 avril 22 juillet 23 octobre	27 janvier 24 avril 24 juillet 27 octobre	24 février 23 mai 22 août 24 novembre
Actions privilégiées de séries AK et AZ	22 avril 22 juillet 23 octobre	24 avril 24 juillet 27 octobre	23 mai 22 août 24 novembre
Actions privilégiées de séries AN, AP et AR <sup>(1)</sup>	23 janvier	27 janvier	24 février

(1) Le 24 février 2014, nous avons racheté la totalité des actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, séries AN, AP et AR, émises et en circulation.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC, FIDUCIE DE CAPITAL RBC, RBC ASSURANCES et RBC SERVICES AUX INVESTISSEURS, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.